



20 RAPPORT 23 D'ACTIVITÉ

CENTRE DE RESSOURCES
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
EN SEINE-SAINT-DENIS
WWW.PROFESSIONBANLIEUE.ORG

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

WWW.PROFESSIONBANLIEUE.ORG

**CENTRE DE RESSOURCES
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
EN SEINE-SAINT-DENIS**

AVANT- PROPOS



Transition », « espoir », « incertitudes » : autant de mots qui viennent à l'esprit à l'heure d'évoquer 2023. Pour Profession Banlieue, pour la Seine-Saint-Denis et pour la politique de la ville, l'année passée aura été particulière et ambivalente. Une zone en « clair-obscur », où « le vieux monde se meurt » alors que « le nouveau monde tarde à apparaître », pour reprendre les mots d'un célèbre penseur italien.

Accompagner l'ensemble des acteur·rice·s de la politique de la ville dans la refonte des contrats de ville et de la géographie prioritaire ; mener à bien nos missions dans un département en tension, récemment secoué par des révoltes urbaines et plus que jamais marqué par le déficit d'engagement des politiques publiques nationales et la fragilisation des services publics ; célébrer le trentième anniversaire de Profession Banlieue et revenir sur trois décennies d'engagement au service de la politique de la ville et du 93, tout en se préparant aux défis qui nous attendent : c'est en cheminant constamment sur cette ligne de crête entre passé et avenir, entre inquiétude et espoir de changement, que Profession Banlieue s'est appliquée à assumer le mieux possible son rôle de centre de ressources de la politique de la ville tout au long de cette année.

1993-2023. Avoir 30 ans, ce n'est pas rien ! C'est l'âge où l'on réalise que l'on a déjà fait un sacré bout de chemin, que l'on déjà a accumulé de l'expérience, un vécu, une épaisseur de vie sur lesquels il est possible de s'appuyer pour mieux se projeter dans l'avenir et décider de la manière dont on veut continuer à avancer. Entourée des associations, institutions et professionnel·le·s qui font vivre la politique de la ville au jour le jour dans notre département, en compagnie de toutes celles et ceux qui ont marqué l'histoire de notre association et lui ont permis de devenir un point d'ancrage et un phare pour la politique de la ville en Seine-Saint-Denis, c'est ce cap des 30 ans que Profession Banlieue a franchi cette année. Nous avons célébré cet anniversaire comme il se doit, le 16 novembre 2023, à la Dynamo de Banlieues Bleues, à Pantin. Ce fut un très beau moment, entre souvenirs partagés, fierté d'avoir tenu notre rôle au fil de ces trente années et volonté de garder le cap de notre engagement au service de la politique de la ville et de la Seine-Saint-Denis, tout en étant capables de donner les coups de barre nécessaires pour embrasser les nouveaux défis qui nous attendent.

**Trois décennies
d'engagement au
service de la politique
de la ville et du 93.**

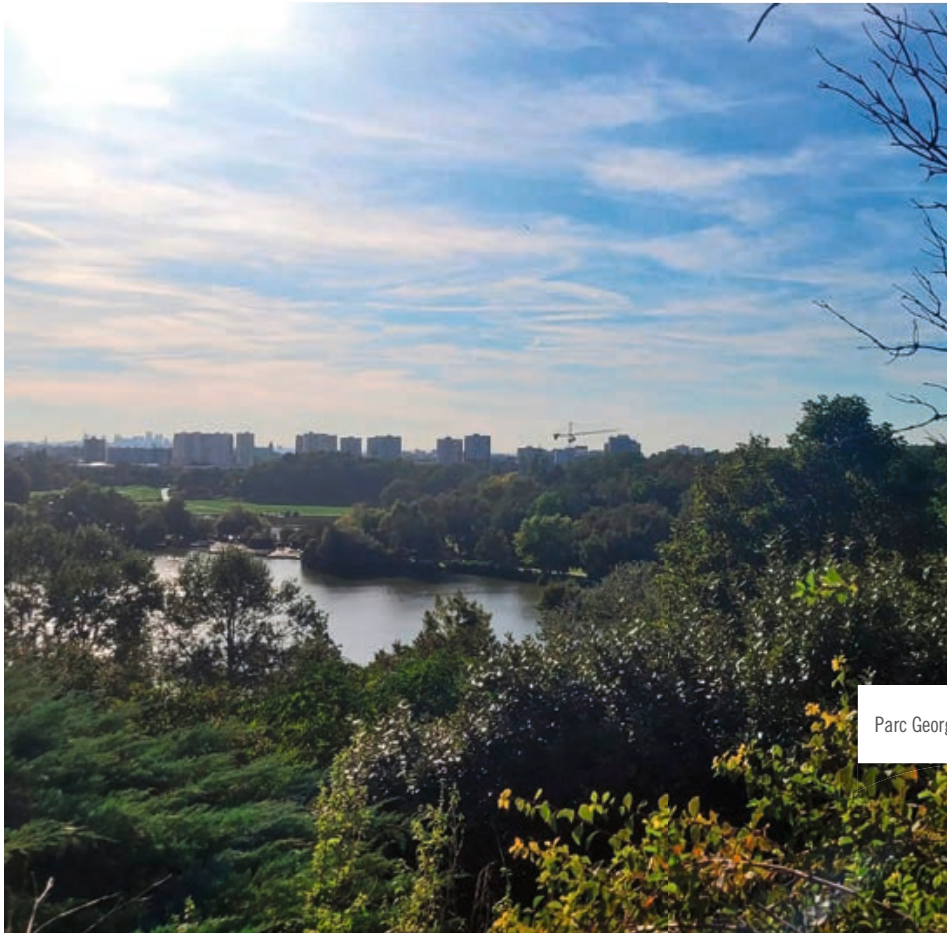
Ces défis, nous avons déjà dû pleinement les relever tout au long de cette année. Nous avons évidemment continué, avec persévérance, à construire des actions de qualification collective au plus proche de la réalité sociale de notre territoire et des préoccupations de la communauté d'animateurs et d'animatrices de la politique de la ville. Entre autres exemples, on évoquera la matinée dédiée à l'héritage des JOP 2024, un cycle sur la précarité et la démocratie alimentaires dans les quartiers populaires, ou encore, l'édition 2023 de L'École et la Ville, dédiée à la mixité sociale à l'école et coorganisée avec la DSDEN 93 (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Seine-Saint-Denis).

Mais le contexte de gestation de la nouvelle programmation de la politique de la ville nous a surtout amené·e·s à intensifier et privilégier nos activités d'accompagnement des acteur·rice·s de la politique de la ville. Nous avons donc mis l'accent sur le renforcement de l'animation des réseaux de professionnel·le·s, ce qui s'est traduit par un appui renforcé aux Cités éducatives et aux Parcours de réussite éducative du département, par une coopération toujours aussi suivie avec les chef·fe·s de projet politique de la ville et les professionnel·le·s de la santé, et enfin, par la création d'un groupe dédié aux professionnel·le·s de la démocratie participative. Nous avons également contribué à rapprocher des partenaires dont la collaboration s'avère essentielle au déploiement d'une politique de la ville efficiente. C'est ainsi que nous avons accompagné Est Ensemble et la Caf 93 dans la rédaction d'un cahier des charges visant à formaliser leur coopération dans le cadre du contrat de ville.

Cette montée en charge de nos activités d'accompagnement s'est déployée à travers un jeu d'échelles permanent entre notre champ d'action départemental, une intervention d'ampleur régionale et un engagement plus en proximité, au niveau communal. À l'échelle de l'Île-de-France, nous avons notamment coanimé plusieurs démarches partenariales : un groupe de travail, piloté par la préfecture de région, sur l'articulation entre la politique de la ville et le plan pauvreté, un séminaire des Cités éducatives de l'académie de Créteil organisé par l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires), un atelier sur l'orientation des jeunes dans le cadre d'une journée du réseau national des directeurs jeunesse... Dans une perspective plus locale, nous avons accompagné certaines équipes de professionnel·le·s de terrain. Nous sommes également allés à la rencontre de publics qui ne sont pas forcément considérés comme des acteurs de premier plan de la politique de la ville. En partenariat avec la ville de Noisy-le-Sec et son Conseil municipal des enfants, nous avons ainsi coanimé une action sur la prise en compte de la parole des enfants et leur rôle dans la construction des politiques publiques municipales.

**La montée en charge
de nos activités
d'accompagnement
s'est déployée à
différentes échelles.**

C'est en traversant nous-mêmes une période de transition que nous avons dû accompagner nos partenaires dans cette période transitoire. En 2023, l'équipe des salarié·e·s de Profession Banlieue a en effet été renouvelée de moitié avec l'arrivée d'une nouvelle chargée de mission au développement économique, à l'emploi et à la lutte contre les discriminations, d'un nouveau chargé de mission à l'urbanisme, au logement et la transition écologique, et la création d'un poste de directeur adjoint chargé des questions de cohésion sociale.



Parc Georges-Valbon

Ce renforcement de nos missions d'accompagnement et d'appui des professionnel-le-s correspond au contexte de refonte de la politique de la ville et de la géographie prioritaire. Tout au long de cette année 2023, tous les acteur-ric-e-s de la politique de la ville ont été mobilisé-e-s par la construction des orientations puis par l'écriture des nouveaux contrats de ville. Malgré la volonté de l'État de mettre sur les rails une politique de la ville « nouvelle génération » dès 2024, les choses n'ont pas toujours été simples ! Entre concertation des habitant-e-s, définition des orientations, élaboration de la nouvelle géographie prioritaire et instructions concernant les modalités de rédaction des nouveaux contrats de ville, les calendriers se sont souvent télescopés. Les ajournements du Comité interministériel des villes, les annonces différées et les remaniements

La seule écoute des habitant-e-s des quartiers populaires ne saurait suffire pour améliorer leurs conditions de vie.

ministériels ont pu générer des situations d'attente et d'incertitude. La question des moyens alloués à cette nouvelle contractualisation a également fait – et fait toujours – l'objet de nombreuses interrogations. Dans ce contexte, il n'a pas été évident, pour les professionnel-le-s, de s'approprier le processus d'élaboration des nouveaux contrats de ville, ni d'y trouver leur place. Tout en restant convaincu-e-s que la politique de la ville constitue un levier pour lutter contre les inégalités qui touchent les quartiers populaires et leurs habitant-e-s, beaucoup ont pu être amené-e-s, dans cette situation pas toujours lisible, à s'interroger sur le sens de leur métier et l'utilité de leur mission.

Pourtant, leur mobilisation ne s'est jamais démentie. Dès que les orientations des « Engagements Quartiers 2030 » ont été connues, tou-te-s se sont attelé-e-s à l'écriture des contrats cadres à l'échelle des établissements public territoriaux. Et à l'heure où ces lignes sont écrites, c'est désormais vers l'élaboration des contrats communaux, en prise directe avec les besoins de chaque territoire et les aspirations de celles et ceux qui y résident, que se concentrent toutes les énergies.

Contrats de ville à bâtir en prenant en compte les spécificités de chaque QPV, renforcement des dynamiques partenariales en plaçant le-la maire dans une position d'animateur-riche des écosystèmes d'acteur-riche-s de la politique de la ville, réaffirmation de l'importance de la participation citoyenne, articulation avec les autres démarches de contractualisation, volonté d'associer davantage les acteurs privés, formalisation d'un volet investissement : le cap fixé par l'État dans le cadre des « Engagements Quartiers 2030 » atteste de son ambition en matière de politique de la ville. L'enjeu, désormais – c'est en tout cas ce que nous exprimons tou-te-s les professionnel-le-s qui sont à pied d'œuvre pour concrétiser ces orientations – est de se donner collectivement les moyens de réaliser cette ambition.

En 2023, la situation de la Seine-Saint-Denis est venue rappeler, si c'était encore nécessaire, combien est déterminante l'adéquation entre la vocation de la politique de la ville, les moyens qu'elle se donne et les ressources qu'elle mobilise pour réussir. Les révoltes urbaines de juin-juillet 2023, qui ont éclaté à la suite de la mort du jeune Nahel et au moment même où l'État menait une vaste concertation dans le cadre de la refonte des contrats de ville, ont confirmé que la seule écoute des habitant-e-s des quartiers populaires ne saurait suffire pour améliorer leurs conditions de vie. Ces événements prouvent, une fois encore, que la politique de la ville ne pourra jouer son rôle de réduction des inégalités sociales et territoriales sans que les structures collectives et les services publics nationaux ne soient durablement refondés et renforcés dans notre département, comme dans l'ensemble des quartiers populaires et des territoires relégués de notre pays.

S'il n'a jamais été question, pour Profession Banlieue, de cautionner la violence qui s'est exprimée au cours ces révoltes, notre association s'est immédiatement attachée à mettre en lumière leur signification et leurs implications politiques, et ce fut tout le sens du communiqué de presse que nous avons publié le 6 juillet 2023. En coopération avec la préfecture de la Seine-Saint-Denis, nous avons également pris l'initiative de réunir les professionnel-le-s de la politique de ville, le 12 juillet 2023, afin de prendre collectivement la mesure de ce qui venait de se produire et de leur permettre d'échanger sur la manière dont ils ont vécu ces événements.

Cinq mois seulement après ces révoltes, un nouveau rapport parlementaire porté par les députés Christine Decodts et Stéphane Peu est venu objectiver la persistance des inégalités sociales et territoriales dont souffre la Seine-Saint-Denis. Venant actualiser les constats et les analyses dressés par le rapport Cornut-Gentille de 2018, il pointe à nouveau le déploiement insuffisant des politiques publiques nationales, alertant sur la fragilisation et les sous-dimensionnement des services publics en Seine-Saint-Denis.

Cette nécessité d'un renforcement de l'engagement de l'État s'est faite d'autant plus fortement ressentir que les transformations de notre territoire se sont intensifiées en 2023, à la faveur de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, en même temps que se renforçait la volonté de l'ensemble des « forces vives du 93 » de voir ces mutations mises au service du mieux vivre des habitant-e-s de la Seine-Saint-Denis.

2024 s'annonce sans nul doute comme une séquence déterminante. Une séquence qui sera placée sous le signe de l'action après des mois marqués par des mises en chantier multiples – celui de la refonte de la politique de la ville, ceux des JOP 2024 –, mais également par la montée en puissance des tensions et des aspirations dans un contexte de difficultés sociales grandissantes. Les prochains mois amorceront la concrétisation des « Engagements Quartiers 2030 » et la mise en route d'une nouvelle phase de contractualisation de la politique de la ville.

Dans cette perspective, plusieurs défis devront être relevés :

› Celui du partenariat et de la coopération. La déclinaison des contrats cadres communautaires en contrats de ville à l'échelle des communes nécessitera un engagement de proximité de l'ensemble des parties prenantes de la démarche, à la fois pour donner de la substance à ces politiques publiques et pour définir des objectifs précis correspondant aux profils et aux besoins de chaque quartier politique de la ville.

› Celui des moyens. Comment garantir un niveau suffisant d'engagement des crédits spécifiques de la ville ? Comment assurer leur plus juste allocation, alors le nombre de QPV en Seine-Saint-Denis passe de 63 à 75 et que notre département compte désormais 700 000 habitant-e-s en quartier politique de la ville (contre 620 000 avant 2024) ?

› Celui de l'association des habitant-e-s des quartiers populaires à la conduite des politiques publiques qui les concernent au premier chef. Dans son instruction du 4 janvier 2024, la secrétaire d'État à la ville et à la citoyenneté a réaffirmé la centralité de la participation citoyenne dans la politique de la ville. On ne peut que saluer la volonté d'adosser celle-ci à toutes les formes possibles de démarches, d'initiatives et de dispositifs (tables de quartier, conseils citoyens, comités de quartier...). Mais l'association des citoyen-ne-s au déploiement des contrats de ville ne saurait être effective sans un engagement volontariste de l'ensemble des pouvoirs publics (nationaux comme territoriaux), sans la mobilisation de ressources financières, matérielles, culturelles et humaines de nature à favoriser et à stimuler cette participation citoyenne dans la durée, ni sans une clarification des objectifs qui lui sont assignés.

› Celui de la mobilisation des politiques publiques

2024 sera une séquence déterminante, placée sous le signe de l'action après des mois marqués par des mises en chantier multiples.

Alors que sa centralité au sein de la politique de la ville est affirmée, nous mettrons en débat la participation citoyenne.

structurelles nationales et territoriales – ce que nous appelons, dans le jargon de la politique de la ville, le droit commun – à la mesure de ce qu'exige la situation de la Seine-Saint-Denis. Nous savons depuis longtemps qu'une politique publique catégorielle telle que celle de la ville, reposant sur l'allocation de financements spécifiques, limités et ciblés, n'a pas les moyens de résorber à elle seule les inégalités auxquelles notre département est confronté. Cette réalité est devenue encore plus criante à l'aune de ce que la Seine-Saint-Denis a traversé en 2023. Celles et ceux qui vivent dans ce département et s'y engagent au quotidien ont parfaitement conscience de cette situation, et les initiatives se multiplient pour faire bouger les lignes. En témoigne, par exemple, la mobilisation débutée le 26 février 2024, et toujours en cours au moment où nous achevons cet avant-propos, des enseignant-e-s, des élèves et des parents d'élèves, pour exiger un plan d'urgence de 358 millions d'euros afin d'assurer une éducation de qualité à tous-te-s les élèves du département.

En 2024, Profession Banlieue aura à cœur d'appuyer et de soutenir la communauté des artisan-e-s de la politique de la ville de la Seine-Saint-Denis afin qu'elle puisse relever ces nombreux défis. C'est tout le sens de notre programme d'actions 2024, façonné en concertation avec nos partenaires financiers, de manière à prendre à bras le corps les sujets qui travaillent en profondeur les quartiers politique de la ville de notre département.

En braquant les projecteurs sur les façons de lutter contre l'orientation scolaire et l'insertion professionnelle subies, en accompagnant le processus de généralisation des Cités éducatives et en continuant de mettre en évidence l'enjeu – d'une actualité brûlante – de la mixité sociale à l'école, nous placerons l'éducation et la qualification des jeunes au centre de nos préoccupations.

Dans un contexte où les enjeux d'urbanisme, de logement et de crise écologique s'entremêlent et viennent peser de tout leur poids sur les conditions de vie des résident-e-s des quartiers populaires, nous ouvrirons les dossiers de la résorption des copropriétés dégradées, de la transformation des autoroutes urbaines et de la lutte contre les bouilloires thermiques. Nous nous pencherons également sur les conditions de vie des habitant-e-s des quartiers populaires en situation de vieillissement ou de handicap.

Alors que sa centralité au sein de la politique de la ville est affirmée, nous mettrons en débat la participation citoyenne en interrogeant sa capacité à contribuer à la démocratisation des politiques publiques, et en nous intéressant aux dynamiques de politisations et de dépolitisations des classes populaires.

Nous comptons nous saisir également de l'ensemble des enjeux structurels de cette politique de la ville refondée, ce qui nécessitera d'ouvrir le chantier du rôle que les acteurs privés doivent jouer dans les contrats de ville, mais aussi de persévérer pour trouver les voies d'une meilleure articulation entre les dispositifs de la politique de la ville et le droit commun.

À propos de ce dernier enjeu, les nombreux échanges que nous entretenons avec les professionnel-le-s font grandir en nous une interrogation qui pourrait être interprétée, à tort, comme provocatrice et polémique : *faut-il que les quartiers populaires en finissent avec la politique de la ville pour enfin conquérir l'égalité* ? Derrière la formule choc émerge une

hypothèse qui puise sa source dans les revendications montant du terrain à propos du renforcement de l'intervention de l'État : n'est-ce pas lorsqu'ils-elles bénéficieront de politiques nationales structurelles rendant effectif l'accès de tous-tes les citoyen-ne-s aux droits politiques et socioéconomiques les plus larges que les habitant-e-s des quartiers populaires accéderont à l'égalité et à la justice sociale ? Quand on se donne la peine de les écouter, il s'avère qu'ils-elles ont moins besoin de politiques publiques catégorielles – qui les pensent et les façonnent comme des populations à part, et qui les caractérisent souvent par ce qui leur manque ou leur fait défaut –, que d'être considéré-e-s et traité-e-s comme des citoyen-ne-s à part entière, comme les autres. Dès lors, ne faudrait-il pas que la politique de la ville (qui mériterait alors d'être renommée) se métamorphose pour devenir un outil d'aiguillage permettant d'adapter et de calibrer la mise en œuvre de ces politiques publiques nationales et structurelles à la réalité de chaque territoire, en plaçant au cœur de ce travail d'appropriation toutes les forces vives de ces territoires (habitant-e-s, salarié-e-s, usager-e-s des services publics, élu-e-s, institutions, associations...) ? Nous partageons ici cette réflexion, qui n'en est qu'à ses prémises, en espérant qu'elle infuse, et pourquoi pas, que nos partenaires s'en saisissent pour la critiquer, la développer, l'enrichir afin qu'elle puisse faire l'objet d'un travail collectif.

Prendre toute notre place dans la mise en œuvre des nouveaux contrats de villes nécessitera aussi de persévérer dans notre accompagnement des acteur-ric-e-s de la politique de la ville. Dans cette perspective, Profession Banlieue s'engage d'ores et déjà dans la redynamisation du réseau des agents de la rénovation urbaine des Établissements publics territoriaux du département. Notre association épaulera aussi la mise en réseau des associations de lutte contre les discriminations, et le soutien aux ville entrantes en politique de la ville bénéficiera également de toute notre attention. Enfin, et cela a toute son importance lorsqu'on sait à quel point le rôle des équipes de terrain est crucial en matière de développement social urbain, nous animerons une démarche d'accompagnement et de qualification des médiateur-ric-e-s sociaux-ales sous convention adulte-relais, ainsi que de leurs employeurs.

Ce programme d'actions pour 2024, succinctement présenté ici, est bien entendu une boussole. Il a vocation à s'adapter aux besoins de nos partenaires et à l'évolution de la situation concrète de notre territoire.

L'année 2024 promet en tous cas d'être dense tant les défis qui nous attendent s'avèrent nombreux et complexes. Mais c'est pour cela qu'elle promet d'être exaltante !

À propos de l'écriture inclusive

Par nature sensible à la question de l'inclusion, l'équipe de Profession Banlieue a pour principe d'utiliser l'écriture inclusive dans ses publications, en s'en affranchissant toutefois lorsque cela risque de rendre la lecture trop complexe...

SOMMAIRE

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

- › Synthèse des enjeux et thématiques de travail
- › Les formes de travail et les modalités d'action de Profession Banlieue
- › Le conseil d'administration
- › Le conseil scientifique
- › L'équipe
- › Les partenaires financiers
- › Remerciements aux intervenant-e-s

PREMIÈRE PARTIE

Bilan des activités et synthèse des échanges

1. DÉVELOPPEMENT DES SAVOIR-FAIRE ET MISE EN RÉSEAU DES ACTEUR·RICE·S

1.1 Gouvernance et ingénierie de la politique de la ville	29
1.2 Soutien aux dynamiques participatives	37
1.3 Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie	40
1.4 Développement économique territorial, emploi et insertion	42
1.5 Éducation, réussite éducative, jeunesse	45
1.6 Égalité, lutte contre les discriminations, accès aux droits et santé	49
1.7 Transitions et développement durable	57

2. MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET SOLLICITATIONS

2.1 Éducation	61
2.2 Médiation sociale, culture, cohésion sociale, participation	62
2.3 Santé	65
2.4 Jeunesse	67
2.5 Développement économique et emploi	68
2.6 Laïcité et lutte contre les discriminations	73
2.7 Ingénierie de la politique de la ville	75
2.8 Transitions	79

3. LE RÉSEAU DES CENTRES DE RESSOURCES

3.1 Le réseau national	81
3.2 Le réseau francilien	89

4. RECENSEMENT ET DIFFUSION DES RESSOURCES

4.1 Le centre de documentation	91
4.2 La mutualisation entre centres de ressources politique de la ville	92
4.3 Le site internet	95
4.4 Capitalisation et diffusion de l'information	96

DEUXIÈME PARTIE

Les participant·e·s aux actions de qualification

.....	106
-------	-----

Les formes de travail et les modalités d'action de Profession Banlieue

LES GROUPES DE TRAVAIL

Ils réunissent sur une question donnée des professionnel-le-s de la Seine-Saint-Denis issu-e-s de villes ou d'institutions différentes. Pendant six mois à un an, les participant-e-s analysent collectivement les données, les éléments de contexte et les enjeux du sujet étudié, pour construire ensemble de nouvelles réponses plus adaptées à leur terrain d'intervention, faire remonter des préconisations vers les pouvoirs publics et/ou diffuser les conclusions de leurs réflexions.

LES CYCLES DE QUALIFICATION

Ils visent à renforcer la maîtrise d'une question, d'une thématique, d'une politique publique. Ouverts à une trentaine de professionnel-le-s de la Seine-Saint-Denis, ils s'organisent autour de trois séances regroupées sur un temps court (un mois), en faisant intervenir des chercheur-e-s et des opérateur-ric-e-s et en associant les apports de connaissances, la réflexion théorique et l'analyse des réponses mises en œuvre.

LES ATELIERS

Ils invitent les acteur-ric-e-s, en deux à cinq séances étalées sur plusieurs mois, à aborder un enjeu thématique, opérationnel, traité sous ses divers angles par des expert-e-s et des professionnel-le-s différent-e-s à chaque séance.

LES APRÈS-MIDI ET MATINÉES

Sur un mode plus ponctuel et ciblé que les ateliers, ces temps courts (une demi-journée) permettent de faire le point sur un sujet, d'engager un débat local et d'ouvrir des perspectives en s'appuyant sur un regard théorique et expert (consultant-e et/ou recherche en cours ou achevée), sur un point de vue institutionnel (tutelle, financeur/objectifs, cadre légal) et sur un témoignage d'opérateur-ric-e local-e (un dispositif local, une approche, des outils).

LES FORMATIONS-ACTIONS

Intégrées à une situation de travail, elles permettent à un groupe d'acteur-ric-e-s opérant sur un même territoire, ou à une catégorie de professionnel-le-s d'un même champ d'intervention, de renforcer leurs savoirs et compétences à partir de leurs pratiques et contextes.

LES RENCONTRES DÉPARTEMENTALES, RÉGIONALES

Elles rassemblent sur une journée, et selon le format, entre 50 et 200 acteur·rice·s de différents horizons autour d'un enjeu commun à l'échelon territorial concerné. Ce peut être un moment de synthèse et de mise en débat d'une réflexion développée lors d'une des formes de travail précédentes.

Ces temps de séminaire et d'étude permettent de prendre du recul, d'acquérir des connaissances, d'échanger en réseau et/ou un espace qui contribue à la concertation et la mobilisation locale sur la question ciblée.

LES « 5 À 7 »

Lors de ces temps, carte blanche est donnée à des expert·e·s ayant publié des essais, des articles, des ouvrages autour des principales questions de société qui intéressent la politique de la ville. Il leur est ainsi proposé de venir présenter les conclusions de leurs travaux et/ou les réflexions qu'ils-elles développent sur un sujet donné, afin de les porter à la connaissance des acteur·rice·s locaux·ales. Les « 5 à 7 » fournissent une occasion de confronter et d'engager le débat entre professionnel·le·s, société civile, monde scientifique et de la pensée citoyenne, politique et philosophique.

LES VISITES SUR SITE

Elles ont pour vocation d'aborder un enjeu opérationnel à partir d'un cas concret et de repérer, faire connaître et valoriser une innovation, une « bonne pratique », de façon à favoriser un partage d'expériences et de compétences avec les professionnel·le·s d'autres territoires. Les groupes sont accueillis sur site par les responsables des projets et accompagnés par un·e expert·e.

LES RÉUNIONS DÉDIÉES

Elles proposent des temps de discussion réguliers à des catégories particulières d'acteur·rice·s (chef·fe·s de projet politique de la ville, coordinateur·rice·s de réussite éducative, coordonnateur·rice·s santé, etc.), afin de faire ensemble un suivi de l'actualité, des problématiques opérationnelles, des contextes locaux, et d'échanger sur les pratiques, les outils.

LES DÉCRYPTAGES

De format court (2 heures), et initiés en 2021, ils permettent de présenter concrètement un dispositif (description, fonctionnement...), un système d'acteur·rice·s ou une organisation du territoire, tout en valorisant des retours d'expérience.

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de Profession Banlieue compte 17 membres (dont 6 siègent au bureau) élu-e-s lors de l'Assemblée générale du 19 avril 2023, selon les modalités fixées par les statuts de l'association.

Nous tenons ici à saluer l'investissement de nos administrateur-ric-e-s, qui sont présent-e-s aux côtés de l'équipe de Profession Banlieue pour accompagner le développement de l'association et apporter leur expertise professionnelle sur les thématiques abordées par l'association. Nous les remercions pour leur engagement et leur confiance.

En 2023, Profession Banlieue a réuni les instances de gouvernance suivantes :

- › Assemblée générale : 19 avril
- › Six réunions du bureau : 16 février, 6 mars, 25 mai, 6 septembre, 19 octobre et 1^{er} décembre
- › Six conseils d'administration : 12 janvier, 23 mars, 19 avril, 22 juin, 21 septembre et 8 novembre
- › Un séminaire de travail avec le conseil d'administration et le conseil scientifique le 23 septembre
- › Un comité des financeurs le 27 janvier (réunissant l'ensemble des partenaires financiers de l'association, ce comité a permis de mettre en pratique la co-élaboration des axes de travail pour l'année 2023)

Le conseil d'administration accueille des professionnel-le-s de collectivités, d'associations et de bailleurs du territoire. Cela correspond à la volonté de Profession Banlieue de cultiver, dans sa gouvernance, une pluralité d'approches et de compétences, à l'image de la politique de la ville sur le territoire.

Ce conseil, dans sa composition et les compétences qu'il regroupe, est garant de la pertinence des orientations de Profession Banlieue face aux besoins d'accompagnement et de qualification des professionnel-le-s de la Seine-Saint-Denis. Par leurs implications locales, la diversité des points de vue et des réalités du territoire qu'ils-elles appréhendent, les administrateur-ric-e-s guident les choix de l'association et apportent une vision exhaustive des questions qui animent la politique de la ville sur le département. La pluralité des approches propres à l'intervention de la politique de la ville nécessite une démarche volontaire en direction des professionnel-le-s de droit commun et du secteur associatif, pour croiser les expertises avec les politiques éducatives, sociales, urbaines et économiques mises en place dans les quartiers prioritaires.

LE BUREAU

Sandrine Joinet-Guillou, présidente

› cheffe de service DSU, Paris Habitat

Juliette Gouzi, vice-présidente

› coordinatrice de la politique de la ville, EPT Grand Paris Grand Est

Frédéric Meynard, trésorier

› directeur général adjoint cohésion urbaine et politique de la ville, Sarcelles

Suzy Da Costa, trésorière adjointe

› responsable du service ingénierie sociale, EPT Plaine Commune

Patrick Norynberg, secrétaire

› consultant, Le Blanc-Mesnil

Antoine Soulier-Thomazeau, secrétaire adjoint

› directeur de projet Plaine de l'Ourcq, EPT Est Ensemble

LES AUTRES MEMBRES

Catherine Boillot

› retraitée

Jean-Barthélemi Debost

› historien post-colonial à la retraite

Karen Ekani Nkodo

› cheffe de projet politique de la ville, Paris

Mathieu Glaymann

› co-directeur de la régie de quartier, Saint-Denis

Abdelkader Guerroudj

› directeur du service municipal de la jeunesse, Montreuil

Valentin Périnaux

› chargé de mission politique de la ville, Paris

Valérie Pierra

› chargée de projet aménagement Aubervilliers / La Courneuve / Stains, EPT Plaine Commune

Claudio Pulgar-Pinaud

› chargé de développement social urbain, Apes

Sylvie Rocher

› coordinatrice santé publique ASV, CLS, Épinay-sur-Seine

Théo Schepens

› responsable pôle politique de la ville et accès aux droits, EPT Est Ensemble

Pascale Szpiro

› directrice de la vie associative et des quartiers, Clichy-sous-Bois

Le conseil scientifique

Dans la diversité de ses champs de recherche, le conseil scientifique de Profession Banlieue aborde l'ensemble des thématiques qui touchent les habitant-e-s des territoires prioritaires et concourent à une meilleure prise en compte des réalités sociales, économiques et territoriales de la Seine-Saint-Denis dans les politiques publiques.

Nous sommes très heureux·ses de réunir autour des enjeux de notre centre de ressources douze chercheur·e-s avec lesquel·le-s nous nourrissons de fructueux débats tout en renforçant nos liens avec le monde universitaire. En 2023, nous avons continué avec le conseil scientifique notre projet de série de podcasts sur la Seine-Saint-Denis « Penser le 9-3 », en réalisant la saison 2 autour des thématiques de l'immigration, de l'accès aux soins, de la patrimonialisation du logement social, ou encore des embrouilles entre bandes rivales. Autant de problématiques qui s'inscrivent dans l'espace de ce département. L'objectif est toujours de rendre compte, de manière accessible, des réflexions en cours sur ce territoire, en nous appuyant sur le regard de chacun·e des chercheur·e-s qui nous accompagnent. Nous tenons à remercier ici, tout particulièrement, les chercheur·e-s qui se sont mobilisé·e-s pour réaliser les épisodes de 2023.

Par ailleurs, l'année passée nous a permis de mettre en œuvre les objectifs de coopération que nous avons envisagés avec le monde universitaire (Master Universitaire Monde méditerranéen en mouvement) autour de

nos actions sur les migrations en Seine-Saint-Denis. Nous avons également mené, avec des étudiant·e-s de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, un projet d'étude portant sur l'articulation entre enjeux sociaux et interventions urbaines dans les quartiers prioritaires (étude qui se terminera en 2024).

Marie-Hélène Bacqué

› *sociologue et urbaniste, professeure à l'Université Paris Nanterre*

Christine Bellavoine

› *sociologue, responsable du secteur des études locales, mairie de Saint-Denis*

Jean-Barthélemy Debost

› *historien post-colonial à la retraite*

Renaud Epstein

› *docteur en sociologie et maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye*

Sandro De Gasparo

› *intervenant-chercheur associé au laboratoire d'Analyse du travail et des mutations dans l'industrie et la société (Atemis), économiste membre du laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (Ladyss) de l'Université Paris Diderot*

Yoan Miot

› géographe et urbaniste, maître de conférences à l'Université Paris Est Marne-la-Vallée

Marwan Mohamed

› sociologue, chargé de recherche au CNRS

Flaminia Paddeu

› géographe, maîtresse de conférences à l'Université Paris 13 et chercheuse au laboratoire Pléiade

Laure Pitti

› sociologue, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Paris 8

Sébastien Radouan

› historien, maître de conférences à l'ENSA Paris-la-Villette Paris-la-Villette (association AMULOP, musée du logement populaire)

Jérémy Robine

› géographe, maître de conférences et directeur de l'Institut français de géopolitique

Sylvie Rouxel

› enseignante et chercheuse en sociologie des faits culturels et artistiques au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

L'équipe de Profession Banlieue

Vincent Havage, directeur

- › pilotage général du projet, du développement, du programme d'action et des moyens humains, matériels et financiers – animation de la gouvernance
- › direction et animation de l'équipe et responsabilité pédagogique et technique
- › en charge plus directement de l'appui à la gouvernance et au pilotage de la politique de la ville, des missions d'accompagnement et des contributions nationales
- › responsabilité des relations institutionnelles avec les partenaires

Alexandra Grintchi, chargée de mission volet emploi, insertion, développement économique et lutte contre les discriminations

- › en charge des actions sur le volet économique : développement économique local, emploi et insertion, économie sociale et solidaire, développement associatif
- › lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes, valeurs de la République et laïcité

Tatiana Körber-Toro, responsable administrative et financière

- › responsabilité administrative et financière du centre de ressources
- › secrétariat des instances politiques de l'association
- › secrétariat des instances politiques de l'association

**Cyril Melot, directeur adjoint
en charge du volet cohésion sociale**

(à partir de mai 2023)

- › animation de l'équipe et responsabilité pédagogique
- › en charge des thématiques liées au volet cohésion sociale : éducation prioritaire et réussite éducative, politiques de la jeunesse, insertion des jeunes, médiation sociale et culturelle
- › valeurs de la République et laïcité
- › suivi, accompagnement et appui aux conseils citoyens

**Elsa Micouraud, chargée de la documentation,
de la gestion de l'information et de la
thématique santé**

- › responsabilité de la documentation, accueil et orientation des utilisateur·rice·s
- › création et diffusion d'outils d'information en lien avec la documentation
- › gestion et développement du site internet
- › mise en œuvre des actions sur la thématique santé
- › trésorière de Fabrique Territoires Santé

Mélanie Thomas, cheffe de projet

(jusqu'en avril 2023)

- › en charge des thématiques liées au volet cohésion sociale : éducation prioritaire et réussite éducative, politiques de la jeunesse, insertion des jeunes, lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes, médiation sociale et culturelle
- › valeurs de la République et laïcité
- › suivi, accompagnement et appui aux conseils citoyens

**Luca Lejeune, chargé de mission
questions urbaines et transitions**

(à partir de septembre 2023)

- › en charge des actions sur le volet urbain : renouvellement urbain, habitat (hébergement, parc privé, parc social), cadre de vie, gestion urbaine et sociale de proximité, transports et mobilité, aménagement
- › transitions écologiques, développement durable, environnement

Collaborateur·rice·s externes régulier·e·s

Six autres collaborateur·rice·s, intervenant en tant que prestataires externes régulier·e·s de Profession Banlieue, ont contribué de façon importante à la réalisation des actions de communication, des tâches de gestion et du back-office.

- › **David Faure & Cécilia Lédy**, création et réalisation graphique des publications
- › **Nicole Fraysse**, décryptages préparatoires aux publications
- › **Amandine Juignet** (cabinet Cemlv), comptabilité, paies et gestion sociale
- › **Pierre Michaud**, conseil éditorial sur les publications
- › **Pascal Dupoy**, informaticien

Les partenaires financiers de Profession Banlieue

L'ÉTAT

- › L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
- › La préfecture d'Île-de-France
- › La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (Drieat) d'Île-de-France
- › La préfecture de la Seine-Saint-Denis

L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ (ARS) ÎLE-DE-FRANCE

LA BANQUE DES TERRITOIRES, GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- › Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
- › Les villes : Aubervilliers, Clichy-sous-Bois, Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Montfermeil, Montreuil, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pierrefitte-sur-Seine, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Stains, Tremblay-en-France, Villepinte, Villetaneuse

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX

- › Grand Paris Grand Est, Paris Terres d'Envol, Plaine Commune, Est Ensemble

Remerciements

Sabrina Abdi

directrice du programme Cadre de vie, logement, mobilité et tranquillité, ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires)

Cécile Afanyan Poulhazan

chargée de mission développement vie associative - FOL93-Ligue de l'enseignement

Nada Afioni

maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'Université du Havre

Jérémie Almosini

directeur régional Île-de-France, ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

Adida Amer

éducatrice spécialisée à l'Amicale du Nid, accueil de jour Cesária Évora, Saint-Denis

Mathilde Andlauer

médecin généraliste, La Place Santé, Saint-Denis

Lara Bakech

chargée de mission lutte contre les discriminations, Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Mirjana Banda Pavasovic

chef de projet, Observatoire départemental des données sociales, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Marie-Hélène Bacqué

sociologue et urbaniste, professeure à l'Université Paris Nanterre

Gwendal Bars

responsable du département politiques territoriales et urbains en promotion de la santé, Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France

Anne Beauchesne

directrice de la mission Grande équipe de la réussite républicaine, ANCT

Valérie Becquet

sociologue, professeure des universités en Sciences de l'éducation et de la formation, Institut national supérieur du professorat éducation (Inspe) de Versailles – CY Cergy Paris Université, membre du laboratoire EMA (École, mutations, apprentissages)

Emmanuel Bellanger

directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) à l'Université Panthéon-Sorbonne

Christine Bellavoine

sociologue, responsable du secteur des études locales, mairie de Saint-Denis

Alexandre Benhaim

directeur politique de la ville, EPT Paris Terres d'Envol

Loubna Benhorma

directrice, CRPV Ressources Urbaines

Choukri Ben Ayed

sociologue, professeur à l'Université de Limoges et co-directeur du Groupe de recherches sociologiques sur les sociétés contemporaines (Gresco)

Zahia Bensekri

médiatrice santé, La Place Santé, Saint-Denis

Amélie Billault

directrice de Making Waves

Cyril Brami

maître de conférences en droit public à l'Université du Mans, directeur de l'organisme de formation Access Asile Étrangers

Cynthia Brou

coordonnatrice ASV (Atelier santé ville) et CLS (Contrat local de santé), Sevran

Nicolas Caderon

chargé de valorisation statistique, service Études et diffusion, Direction régionale d'Île-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)

Philippe Carbasse

chargé de mission, Union nationale des acteurs du développement local (Unadel)

Marion Carry

chargée de mission éducation/santé, mission Ville, préfecture de la Seine-Saint-Denis

Pauline Charoussat

post doctorante, École d'économie de Paris

Ivan Chetaille

directeur territorial Seine-Saint-Denis - Val d'Oise, Banque des territoires

Benjamin Cohadon

coordinateur, centre de santé communautaire Le Village 2 Santé, Échirolles

Sacha Cohen

adjoint à la direction, La Place Santé, Saint-Denis

Cécile Collinet

professeure de sociologie et d'histoire du sport à l'Université Gustave Eiffel

Marie Da Costa

cheffe de projet inclusion IAE, Inser'Eco93

Suzy Da Costa

responsable du service Ingénierie sociale, EPT Plaine Commune

Tarek Daher

directeur, Mouvement des Régies

Mathieu Dalmais

agronome militant

Guillaume Dejaridin

directeur, CRPV Pôle ressources Ville et développement social

Martin Delafosse

concepteur sonore et ingénieur du son

Marie Delaplace

professeure d'aménagement à
l'Université Gustave Eiffel et à l'École
d'urbanisme de Paris

Jeanne Demoulin

maîtresse de conférence en sciences de
l'éducation à l'Université Paris Nanterre

Geneveva Desplas

animatrice-coordinatrice familles, Espace
19 (Paris 19^e)

Romain Dhainaut

chargé de mission transition écologique, Conseil
départemental de la Seine-Saint-Denis

Affaf Dinar

psychologue, La Place Santé, Saint-Denis

Jean-Pierre Dozon

anthropologue spécialiste de l'Afrique,
directeur d'études à l'École des hautes
études en sciences sociales (EHESS)

François Dubujet

chef de la division démographie
et politiques sociales, service Études
et diffusion, Direction régionale
d'Île-de-France de l'Insee

Clémence Duver

coordinatrice médico-sociale et accueillante
au centre de santé communautaire
Le Village 2 Santé, Échirolles

Nadhir Elarabi

comédien, Kygel Théâtre

Renaud Epstein

professeur de sociologie, Sciences Po
Saint-Germain-en-Laye

Anne Faurie-Herbert

directrice académique adjointe de la
Direction des services départementaux
de l'éducation nationale (DSDEN)
de la Haute-Garonne

Isabelle Feillant-Jegoudez

coordonnatrice ASV, Aulnay-sous-Bois

Christian Forterre

commissaire à la lutte contre la pauvreté
en Île-de-France auprès du Préfet de région

Samuel Fouquet

démographe, bureau d'études Compas

Bernard Friot

sociologue et économiste du travail,
professeur émérite à l'Université Paris
Nanterre

Lauriane Gabelle

cheffe de projet alimentaire territorial, EPT
Plaine Commune

Khadija Gamraoui

chargée de mission auprès du commissaire
à la lutte contre la pauvreté

Yasmina Ghemzi

comédienne, Kygel Théâtre

Juliette Gouzi

coordinatrice de la politique de la ville, EPT
Grand Paris Grand Est

Maxime Grosbois

analyste territorial, ANCT-ONPV
(Agence nationale de la cohésion des
territoires - Observatoire national
de la politique de la ville)

Hervé Guéry

directeur, bureau d'études Compas

Céline Guichard

cheffe de projet développement durable
des territoires, Direction régionale et
interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports
(Drieat) d'Île-de-France

Marine Guillerm

cheffe du bureau des études sur
les établissements scolaires, Direction
de l'évaluation, de la prospective
et de la performance (Depp), ministère
de l'Éducation nationale

Aïda Hamri

comédienne, Kygel Théâtre

Julie Henaun

référente soutien parentalité, accueil
de jour Cesária Évora, Saint-Denis

Thomas Heuze

directeur académique adjoint en charge de la politique de la ville, DSDEN 93

Solène Huberson

fondatrice et animatrice d'Infusion Collective

Hélène Joinet

cheffe de projet, Institut Paris Région

Nadia Kandelman

médecin généraliste, La Place Santé, Saint-Denis

Olfa Kechiche

chargée de mission Vrac (Vers un réseau d'achat en commun), EPT Plaine Commune

Clémence Le Berre

service civique, Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Jules Lecointe

comédien, Kygel Théâtre

Justine Le Forestier

chargée de projet territorial Seine-Saint-Denis, Aorif (Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France)

Frédérique Le Goff

cheffe du bureau Études, Observatoire départemental des données sociales, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Samuel Lehoux

coordinateur de l'association l'Autre Champ et habitant, Villetaneuse

Hanifa Lenclume

comédienne, Kygel Théâtre

Yannick L'Horty

professeur d'économie à l'Université Gustave Eiffel

Rose-Marie Lora

infirmière en pratique avancée (en formation), Caire 93

Maguy Ly

militante associative, Aubervilliers

Pauline Mary

cheffe de projet Observation sociale, SIAO 93 - Interlogement93

Marion Monnet

maîtresse de conférences en sciences économiques à l'Université de Bourgogne

Clélie Nallet

cheffe de projet enquête et études, SIAO 93 - Interlogement93

Brandy Neumager Aka-Koffi

réalisatrice vidéo

Juliette Paolotti

cheffe de projet éducation, culture et parentalité, mission Ville de la préfecture d'Île-de-France

Nolwenn Paquet

chargée d'études, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc)

Valérie Parent

référente promotion de la santé et CLS, Aulnay-sous-Bois

Christian Pete

responsable du centre municipal de santé et du CLS, Gagny

Florence Pinelli

cheffe de projet, ANCT-ONPV (agence nationale de la cohésion des territoires - Observatoire national de la politique de la ville)

Louise Piquemal

chargée d'études statistiques Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, (Depp), ministère de l'Éducation nationale

Laure Pitti

maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Paris 8 et membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (Cresppa)

Carole Poisson

responsable de la mission Santé urbaine et Grand Paris, ARS Île-de-France

Jérôme Radal

coordinateur numérique, Fédération des centres sociaux de la Seine-Saint-Denis

Magali Ramel

docteure en droit public, chercheuse associée à l'Institut de recherche juridique interdisciplinaire (Irji), Université de Tours

Salima Rharmoui

responsable de projets politique de la ville et promotion de la santé, association PromoSanté Île-de-France

Jérémy Robine

géographe, maître de conférences et directeur de l'Institut français de géopolitique

Sylvia Roudaut

chargée de missions Projet Éducatif Global et Convention Territoriale Globale, mairie de Noisy-le-Sec

Palmyre Schenin-King Andrianisaina

infirmière en pratique avancée, Caire 93

Théo Schepens

responsable du pôle politique de la ville et accès au droit, EPT Est Ensemble

Pierre-Olaf Schut

professeur de sociologie et d'histoire du sport à l'Université Gustave Eiffel

Gaëlle Sorin

principale du Collège Berlioz, Paris 18^e

Mamadou Soumaré

animateur et responsable de structure jeunesse, Saint-Denis

Sébastien Szelong

inspecteur, Mission éducation prioritaire et politique de la ville, Direction des services départementaux de l'Éducation nationale

Agnès Sztal

chargée de mission politique de la ville et promotion de la santé, association PromoSanté Île-de-France

Aurélia Tanaka

géomaticienne, ANCT-ONPV

Hélène Tanné

cheffe de projet, Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques

Hélène Tavera

membre du collectif 4C, Quartier libre, Paris 18^e

Maryline Tourbillon

adjoite au chef de bureau de la mission Ville, préfecture de la Seine-Saint-Denis

Mélia Traore

responsable de l'accueil, La Place Santé, Saint-Denis

Antoine Tricot

journaliste indépendant, auteur et documentariste radio

Amélie Verdier

directrice générale, ARS d'Île-de-France

Nicolas Vignier

professeur de médecine à l'Université Sorbonne Paris Nord, infectiologue à l'hôpital Avicenne, responsable du groupe de travail de la Société de pathologie infectieuse de langue française (Spilf) consacré aux personnes migrantes et vulnérables

Lucile Vigouroux

chargée de projet, LAB3S Sols, Savoirs, Saveurs, Bondy

Thibault Wilette

directeur, Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques

Abdelhamid Zaher

chargé de projet territoriaux, Caf de la Seine-Saint-Denis

Émeline Zougbedé

socio-anthropologue et chercheuse post-doctorante à l'IC-Migrations du CNRS, associée au laboratoire Cerlis (Centre de recherche sur les liens sociaux)

Valentine Zuber

historienne, directrice d'études et titulaire de la chaire de Religions et relations internationales, École pratique des hautes études

PREM
PART

M I E R E

**BILAN DES
ACTIVITÉS ET
SYNTHÈSE
DES ÉCHANGES**

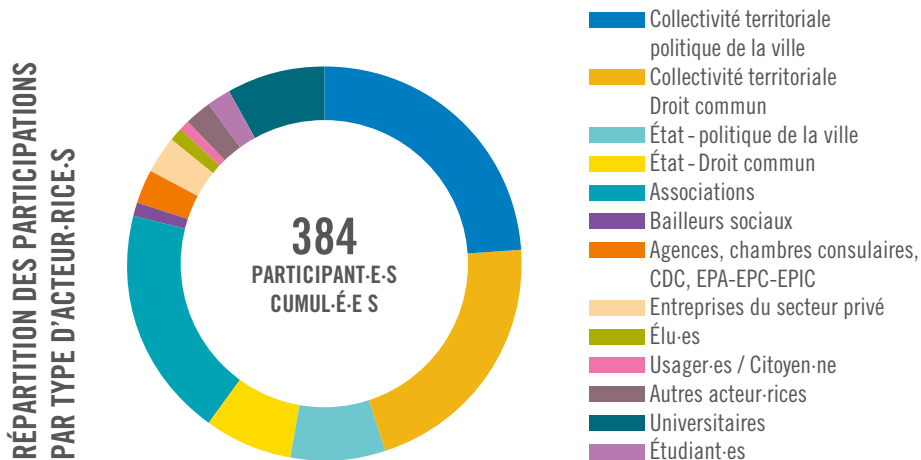
CHAPITRE

1

***DÉVELOPPEMENT
DES SAVOIR-
FAIRE ET MISE
EN RÉSEAU DES
ACTEUR·RICE·S***

1.1

Gouvernance et ingénierie de la politique de la ville



BIENVENUE EN SEINE-SAINT-DENIS – MODULE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX-ELLES PROFESSIONNEL-LE-S DU TERRITOIRE

Journée – 23 novembre – 46 participant-e-s

Avec: Cécile Afanyan Poulhazan, chargée de mission Développement Vie Associative, Ligue de l'enseignement - FOL 93; Lara Bakech, chargée de mission lutte contre les discriminations, Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis; Mirjana Banda Pavasovic, cheffe de projet, Observatoire départemental des données sociales, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis; Emmanuel Bellanger, directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) à l'Université Panthéon-Sorbonne; Alexandre Benhaim, directeur politique de la ville, EPT Paris Terres d'Envol; Ivan Chetaille, directeur territorial Seine-Saint-Denis - Val d'Oise, Banque des territoires; Marie Da Costa, cheffe de projet inclusion IAE, Inser'Eco93; Suzy Da Costa, responsable du service Ingénierie sociale, EPT Plaine Commune; Maxime Grosbois, analyste territorial, ANCT-ONPV (Agence nationale de la cohésion des territoires - Observatoire national de la politique de la ville); Juliette Gouzi, coordinatrice de la politique de la ville, EPT Grand Paris Grand Est; Hélène Joinet, cheffe de projet, Institut Paris Région;

Clémence Le Berre, service civique, Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis; Justine Le Forestier, chargée de projet territorial Seine-Saint-Denis, Aorif (Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France); Frédérique Le Goff, cheffe du bureau Études, Observatoire départemental des données sociale, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis; Florence Pinelli, cheffe de projet, ANCT-ONPV; Jérôme Radal, coordinateur numérique, Fédération des centres sociaux de la Seine-Saint-Denis; Théo Schepens, responsable du pôle politique de la ville et accès au droit, EPT Est Ensemble; Sébastien Szelong, inspecteur, Mission éducation prioritaire et politique de la ville, Direction des services départementaux de l'Éducation nationale; Aurélia Tanaka, géomaticienne, ANCT-ONPV; Hélène Tanné, cheffe de projet, Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques; Maryline Tourbillon, adjointe au chef de bureau de la mission Ville, préfecture de la Seine-Saint-Denis; Thibault Willette, directeur, Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques; Abdelhamid Zaher, chargé de projet territoriaux, Caf de la Seine-Saint-Denis.

La Seine-Saint-Denis est un territoire difficile à appréhender pour les nouveaux-elles professionnel-le-s qui, pour nombre d'entre eux-elles, font leurs premières expériences au sein de collectivités ou d'associations. Il faut donc du temps pour comprendre et appréhender l'écosystème d'acteur-ric-e-s, identifier les ressources et mettre en place les partenariats qui permettront aux professionnel-le-s de s'intégrer dans leur environnement et de développer pleinement leurs compétences au service du territoire.

Pour la troisième année, Profession Banlieue a organisé, à la Maison des initiatives citoyennes de L'Île-Saint-Denis, un module d'accueil destiné à tou-te-s les professionnel-le-s du département en poste depuis moins d'un an et intervenant dans les quartiers prioritaires : salarié-e-s des associations, des collectivités territoriales, des bailleurs sociaux, de l'État et ses agences, etc.

Ses objectifs :

- › Faire connaître le territoire de la Seine-Saint-Denis aux nouveaux-elles professionnel-le-s : aller à l'encontre des idées reçues qui circulent au sujet du département, donner à voir les atouts et la diversité du territoire, mettre en avant des expériences inspirantes menées dans le département, etc.;
- › Permettre aux nouveaux-elles professionnel-le-s de rencontrer des acteur-ric-e-s de la politique de la ville, d'échanger avec eux-elles, et de mieux appréhender l'écosystème de la politique de la ville dans la Seine-Saint-Denis;
- › Fournir aux nouveaux-elles professionnel-le-s des ressources sur le département, la politique de la ville et les acteur-ric-e-s présent-e-s dans les quartiers;
- › Valoriser la transversalité des professionnel-le-s évoluant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, et mettre en avant leur engagement;
- › Présenter Profession Banlieue et sa fonction ressources.

Lors de la matinée, Emmanuel Bellanger, directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS), est revenu sur l'histoire du territoire en mettant l'accent sur les évolutions sociales, politiques et urbaines de la

Seine-Saint-Denis. Hélène Joinet, cheffe de projet à l'Institut Paris Région, a poursuivi en présentant une analyse des fragilités et des dynamiques, notamment sur le logement et le parcours résidentiel des habitant-e-s séquanodionisien-ne-s. Par la suite, quatre représentant-e-s des EPT ont mis en avant une démarche de leur territoire (réussite éducative, observatoire, plan alimentaire territorial, actualisation de la géographie prioritaire). Enfin, comme en 2022, un salon rassemblant 16 partenaires du territoire (ARS, Caf, préfecture...) a été organisé. Grâce à un format « speed-dating », les participant-e-s ont pu mieux appréhender les champs d'actions et les ressources de ces acteur-ric-e-s.

RÉUNIONS DÉDIÉES AUX ÉQUIPES POLITIQUE DE LA VILLE

10 février, 14 avril, 29 mai, 21 septembre – 64 participant-e-s

Ces rencontres sont des espaces de parole et d'échanges libres sur les problématiques rencontrées par les chef-fe-s de projets politique de la ville. Elles permettent d'appréhender les enjeux et les contraintes de la mise en œuvre de la politique de la ville sur le territoire, et elles proposent des temps de rencontres avec les partenaires de l'État, pour assurer une diffusion régulière de l'information ou donner des précisions sur l'application de certains dispositifs. Les échanges entre pair-e-s facilitent également l'intégration des nouveaux-elles professionnel-le-s du territoire, contribuant au transfert de compétences vers eux-elles.

Au cours de l'année 2023, les rencontres ont principalement porté sur les enjeux d'élaboration des nouveaux contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 ». Les échanges ont notamment abordé les stratégies de mobilisation des habitant-e-s dans les démarches de co-construction des contrats de ville, les thématiques prioritaires envisagées par les collectivités au regard des démarches d'évaluations menées sur chaque EPT, ou encore l'animation et la mobilisation des acteur-ric-e-s dans le cadre de l'abattement TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties), en lien avec les bailleurs sociaux. Au-delà de ces thématiques particulières, les professionnel-le-s ont pu faire part de leurs difficultés à articuler la mobilisation locale des acteur-ric-e-s avec les échéances nationales, dans un contexte où la définition de la géographie prioritaire et le cadrage de l'élaboration des nouveaux contrats de ville se sont étalés sur toute l'année 2023.

DATA ET QUARTIERS : FORMATION SUR LES OUTILS DE L'INSEE AU SERVICE DU DIAGNOSTIC DE TERRITOIRE

Matinée – 23 mars – 36 participant-e-s

Avec : *Nicolas Caderon*, chargé de valorisation statistique, et *François Dubujet*, chef de la division démographie et politiques sociales, service Études et Diffusion, direction régionale d'Île-de-France de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques).

À la suite d'une courte intervention de l'Insee Île-de-France lors du module d'accueil des nouveaux-elles professionnel-le-s du territoire (« Bienvenue en Seine-Saint-Denis »), organisé en novembre 2022, les participant-te-s avaient exprimé un besoin de qualification sur l'usage des données. En effet, la manipulation et l'interprétation des statistiques publiques nécessitent au préalable de se doter de quelques repères fondamentaux.

La matinée, organisée en visioconférence, a donc été consacrée...
...au repérage des principales sources de données (recensement, données sociales et fiscales, sources économiques, données infracommunales...) et à la définition des iris, carreaux et données des quartiers politique de la ville...

...puis à l'utilisation des statistiques locales en fonction des besoins des acteur-ric-e-s (réalisation de cartographies rapides, portraits de territoires).

Dans un contexte de renouvellement des Contrats locaux de santé, les professionnel-le-s de la santé se sont particulièrement investi-e-s dans cette action.

La méthodologie du recueil des données et les conditions de mise en œuvre du recensement de la population ont fait débat, et le sujet des populations « invisibles » (sans domicile, sans papiers...) a soulevé des interrogations. Les élu-e-s peuvent-ils-elles légitimement se prévaloir de la non-prise en compte d'une partie de la population résidant sur le territoire ? L'approche thématique, notamment sur l'emploi ou la santé, a été évoquée.

Enfin, le croisement des critères (à travers les outils présentés, comme les plus de 60 ans vivant sous le seuil de pauvreté), a été pointé comme une demande des professionnel-le-s.

L'organisation de cette matinée a suscité l'engouement des professionnel-le-s de la donnée et des observatoires. L'ONPV (Observatoire national de la politique de la ville), l'ODDS (Observatoire départemental des données sociales) et le SIG (système d'information géographique) du Conseil départemental ont manifesté leur volonté de mettre leurs ressources à la disposition des projets des professionnel-le-s de la politique de la ville.

TEMPS D'ÉCHANGES ENTRE PROFESSIONNEL-LE-S SUR LES RÉVOLTES URBAINES

Matinée – 11 juillet – 16 participant-e-s

Phénomène d'ampleur nationale, les révoltes urbaines qui ont éclaté le mardi 27 juin 2023 suite à la mort du jeune Nahel ont fortement touché la Seine-Saint-Denis. Tou-te-s les acteur-ric-e-s du 93 se sont retrouvé-e-s directement confronté-e-s à ces événements et ont été mobilisé-e-s à différents niveaux et selon des modalités plurielles. Et surtout, ces événements interrogent puissamment l'efficacité des politiques publiques mise en œuvre sur le territoire, et en particulier celle de la politique de la ville. C'est pourquoi, suite aux différentes discussions que Profession Banlieue a pu avoir avec les professionnel-le-s du territoire, le centre de ressources a proposé un temps d'échange dédié qui a réuni des participant-e-s (chef-fes de projets politique de la ville, agent-e-s de l'État, représentant-e-s de bailleurs sociaux, de la Caf...) issu-e-s de différents territoires.

Cette rencontre s'est articulée en deux temps: d'abord un échange sur la situation en Seine-Saint-Denis, puis un moment de partage des initiatives mises en place ou envisagées à l'échelle des collectivités et/ou de la préfecture.

L'occasion a ainsi été donnée de partager les mobilisations internes aux différentes structures, et de constater une grande hétérogénéité dans la mobilisation des équipes politique de la ville face aux premières nuits de révoltes urbaines. Pour autant, il a été rappelé que l'ensemble des collectivités et des services de l'État ont été sollicités, et que cela s'est rapidement traduit par la mise en place de circuits de remontées d'informations et par une présence accrue sur le

terrain, que ce soit pour limiter les dégradations ou pour préparer, avec les services, les temps d'été dans les quartiers.

Les participant-e-s ont ensuite évoqué la nécessité de travailler auprès des publics jeunes, ainsi que les relations police-population, et ils-elles ont partagé leurs ressentis sur la permanence des problématiques spécifiques aux quartiers populaires, ainsi que sur la récurrence de ces épisodes de tensions extrêmes dans l'histoire des banlieues.

PODCAST « PENSER LE 9-3 » : SOIRÉE D'ÉCOUTE ET DE LANCEMENT

Soirée – 9 février – 61 participant-e-s

Avec : Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, professeure à l'Université Paris Nanterre; Christine Bellavoine, sociologue, responsable du secteur des études locales, mairie de Saint-Denis; Amélie Billault, directrice de Making Waves; Renaud Epstein, professeur de sociologie, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye; Samuel Lehoux, coordinateur de l'association l'Autre Champ et habitant, Villetaneuse; Maguy Ly, militante associative, Aubervilliers; Mamadou Soumaré, animateur et responsable de structure jeunesse, Saint-Denis; Antoine Tricot, journaliste indépendant, auteur et documentariste radio.



Les thématiques du podcast ont été abordées lors d'une table-ronde.

« Penser le 9-3 » est une série de podcasts originale sur la Seine-Saint-Denis produite par Profession Banlieue et Making Waves. Antoine Tricot et Khaled Abdelkader, ses auteurs, emmènent les auditeurs en balade dans le département, loin des clichés et des journaux télévisés. Ils partent, micro en main, en compagnie de chercheur-e-s impliqué-e-s dans le conseil scientifique de Profession Banlieue, afin de mieux comprendre la Seine-Saint-Denis dans toute sa diversité et dans toutes ses contradictions. Ces chercheur-e-s sont nombreux-ses à travailler sur le département et ses quartiers, et pourtant, leurs travaux sont souvent ignorés de ceux et celles qui habitent le territoire ou qui y travaillent.

La soirée de lancement de la saison 1, organisée à Canal 93, à Bobigny, a rassemblé les différent-e-s contributeur-ice-s au podcast. Elle a permis, lors d'une table-ronde, d'aborder les thématiques de la série, comme la représentation de la Seine-Saint-Denis dans les médias ou les relations entre universitaires et habitant-e-s.

Épisode 1 : Politique et recherche : une affaire d'habitant-e-s ?

Avec Marie-Hélène Bacqué (sociologue et urbaniste), à Aubervilliers, quartiers Émile Dubois et Maladrerie.

Épisode 2 : Peut-on rénover les quartiers populaires sans leurs habitant-e-s ?

Avec Renaud Epstein (sociologue et politiste) et Maguy Ly (militante associative), à Aubervilliers, quartier Vilette.

Épisode 3 : Les habitant-e-s du 93 ont-ils le droit de jardiner ?

Avec Flaminia Paddeu (géographe) et Samuel Lehoux (Association l'Autre Champ et habitant), à Villetaneuse.

Épisode 4 : Les animateurs jeunesse sont-ils les chevilles ouvrières des quartiers populaires ?

Avec Christine Bellavoine (sociologue) et Mamadou Soumaré (animateur et responsable de structure jeunesse), à Saint-Denis, quartier Gare-Confluence.

PROFESSION BANLIEUE A FÊTÉ SES 30 ANS !

Soirée – 16 novembre – 94 participant-e-s

1993-2023 : cette année, Profession Banlieue fêtait ses 30 années d'existence. Cet anniversaire a donné l'occasion de réunir plusieurs générations de salarié-e-s, d'administrateur-ice-s, de partenaires, de chercheur-e-s et de professionnel-le-s qui ont fait de l'association ce qu'elle est aujourd'hui et qui ont en commun, parce qu'ils-elles croyaient en ce projet, d'y avoir investi du temps, de l'engagement et du partage d'expériences.

Profession Banlieue est née de la rencontre de Sylvie Harburger, professionnelle de l'habitat social, et de Bernard Charlot, chercheur à l'Université Paris 8. À la fin des années 1980, Sylvie Harburger découvre qu'aux États-Unis, les universités collaborent avec les professionnel-le-s de la politique de la ville. Bernard Charlot, de son côté, met en place un pôle de recherche et d'enseignement sur les banlieues et s'efforce de développer les liens entre son université et la mairie de Saint-Denis. Ensemble, ils posent alors les bases d'un principe qui, encore aujourd'hui, fait l'identité de Profession Banlieue :



la collaboration entre professionnel-le-s et chercheur-e-s, mutuellement bénéfique et créatrice de qualification et de compétence.

Lors de cette soirée du 16 novembre, les nombreux témoignages ont confirmé que cette idée est toujours aussi pertinente, tout comme celle de qualification entre pair-e-s ou la nécessité de préserver des

espaces d'échanges transparents. Mais l'évocation des 30 années passées a également donné l'occasion de mesurer les évolutions des métiers et des manières de faire, tout en constatant la permanence des problématiques abordées par la politique de la ville et le développement social des territoires.

Autre temps fort : Antoine Tricot a présenté la deuxième saison du podcast « Penser le 9-3 », qu'il a co-réalisée avec Brandy Neumager Aka-Koffi et dont Martin Delafosse a signé le mixage et la musique originale. Fidèle au principe de ce podcast – arpenter le territoire en compagnie de chercheur-e-s pour évoquer leurs sujets de prédilection et les faire échanger avec des habitant-e-s et des travailleur-e-s –, cette deuxième saison aborde les thématiques de l'immigration, de l'accès aux soins, de la patrimonialisation du logement social et des embrouilles entre bandes rivales (voir 4.4).

Face à la complexité des enjeux de la Seine-Saint-Denis, à la multiplicité des acteur-ric-e-s et de leurs organisations territoriales, et vu le turn-over important des professionnel-le-s du territoire, Profession Banlieue souhaite rester ce repère stable, disponible et ouvert à toutes celles et ceux qui s'investissent et travaillent sur le sujet vivant et sensible qu'est la banlieue. Il faut être plus que jamais convaincu de la nécessité, au-delà de la connaissance technique indispensable face aux problématiques rencontrées, de poursuivre les réflexions de fond de les partager largement, pour faire vivre cette approche transversale et décloisonnée propre à la politique de la ville.

Profession Banlieue a été léguée à une équipe et à des partenaires qui restent mobilisés et engagés pour être toujours pertinents dans ce monde qui bouge, tout en n'oubliant pas les fondamentaux, l'esprit et l'envie qui ont prévalu au démarrage de l'aventure.

L'ARTICULATION ENTRE LE PACTE DES SOLIDARITÉS ET LA POLITIQUE DE LA VILLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Groupe de travail - 11 et 27 avril, 31 mai, 29 juin, 30 novembre – 67 participant-e-s

Avec : *Loubna Benhorma*, directrice du CRPV Ressources Urbaines ; *Guillaume Dejardin*, directeur du CRPV Pôle Ressources Ville et développement social ; *Christian Forterre*, commissaire à la lutte contre la pauvreté en Île-de-France auprès du Préfet de la région d'Île-de-France ; *Khadija Gamraoui*, chargée

de mission auprès du commissaire à la lutte contre la pauvreté; Solène Huberson, fondatrice et animatrice d'Infusion Collective.

Dans le cadre des nouveaux contrats de ville et de la volonté de mieux articuler les politiques nationales de droit commun avec la politique de la ville, la préfecture de région a demandé aux centres de ressources de proposer des temps de réflexion. C'est ainsi qu'entre avril et juin, un groupe de travail régional pluridisciplinaire a réuni à la préfecture plus de 34 acteur-ric-e-s issu-e-s de huit départements d'Île-de-France, engagé-e-s sur les questions de pauvreté et la mise en œuvre de la politique de la ville, et issu-e-s d'institutions œuvrant dans des champs et à des échelles diverses (réseaux, collectivités, associations, services et agences de l'État et du social).

Animées par les centres de ressources franciliens et Solène Huberson, facilitatrice en intelligence collective, ces quatre rencontres visaient à produire une réflexion et des préconisations en vue d'agir plus efficacement contre la pauvreté.

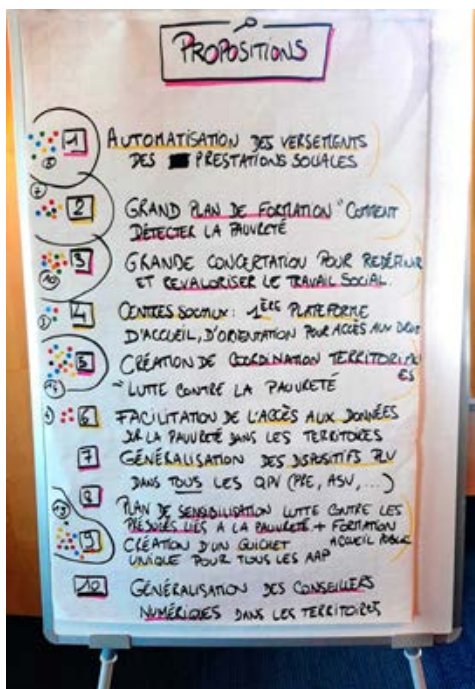
Deux propositions issues de ces réunions sont structurelles, dépassant à la fois l'échelon territorial et le cadre proposé par la préfecture pour ce GT; mais les participant-e-s les considèrent comme indispensables à une véritable lutte contre la pauvreté :

- › Automatiser les versements des prestations sociales;
- › Qualifier et revaloriser le travail social.

Quatre propositions ont été faites pour mieux articuler plan pauvreté et contrats de ville dans les territoires :

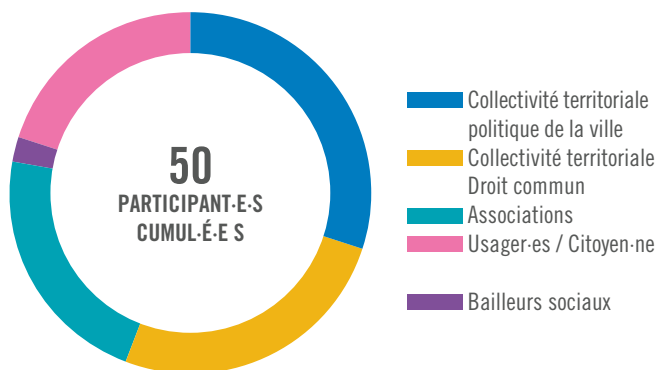
- › Créer des instances de coordination territoriale de lutte contre la pauvreté;
- › Réviser les modes de financement en créant un guichet unique pour les appels à projets, ainsi qu'un pacte des financeurs;
- › Développer des co-formations pour lutter contre la pauvreté dans les territoires;
- › Allouer des moyens pour faciliter le déploiement d'expérimentations et en favoriser la pérennisation.

Les travaux du groupe ont été présentés le 30 novembre à la préfecture de région en présence de membres du groupe de travail et de partenaires institutionnels (collectivités, préfectures de départements, etc.).



1.2 Soutien aux dynamiques participatives

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS
PAR TYPE D'ACTEUR-RICE-S



LA PAROLE ET LES BESOINS DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES : DÉBAT AUTOUR DE LA PIÈCE DU KYGEL THÉÂTRE « VIVACES : JEUNES DE QUARTIER, LE POUVOIR DES MOTS »

Assemblée générale de Profession Banlieue – 19 avril – 32 participant-e-s

Avec : Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, professeure à l'Université Paris Nanterre ; Christine Bellavoine, sociologue, responsable du secteur des études locales, mairie de Saint-Denis ; Jeanne Demoulin, maîtresse de conférence en sciences de l'éducation à l'Université Paris Nanterre ; les comédien-n-es du Kysel Théâtre : Nadhir Elarabi, Yasmina Ghemzi, Aïda Hamri, Jules Lecointe et Hanifa Lenclume.

Chaque année, lors de l'assemblée générale de Profession Banlieue, un temps de débat sur une problématique d'actualité est proposé aux adhérent-e-s et aux partenaires présent-e-s. Alors que les enjeux de participation reviennent sur le devant de la scène dans les quartiers à l'occasion des nouveaux contrats de ville, il semblait important de pouvoir aborder l'expression des habitant-e-s autrement que par les démarches institutionnelles et en partant de ce qui se fait déjà. L'enjeu de la participation, au-delà des dispositifs, est avant tout de savoir écouter la parole des premier-e-s concerné-e-s, d'en comprendre les besoins et les réalités.

Les jeunes des quartiers populaires étant souvent ceux dont on parle plutôt que ceux qu'on écoute, Profession Banlieue a choisi d'accueillir la troupe du Kygel Théâtre pour une représentation de « Vivaces : jeunes de quartiers, le pouvoir des mots ».

Cette création théâtrale a été élaborée à partir du travail de recherche Pop-Part (une recherche participative sur les quartiers populaires au prisme de la jeunesse) ; elle met en scène des extraits de l'ouvrage collectif « Jeunes de quartiers, le pouvoir des mots », co-écrit par des jeunes, des professionnel-le-s et des chercheur-e-s.

Alors que les mots perdent parfois leur sens dans le débat public, que disent-ils des jeunes ? La pièce aborde des thématiques variées (violences, amour, religion, engagement, rapport aux institutions ...) avec un vocabulaire simple et direct, parfois bien éloigné de celui propre aux institutions et aux démarches de participation.

La représentation a ainsi suscité de nombreuses réactions, donnant lieu à des échanges riches entre les professionnel-le-s présent-e-s et les acteur-ric-e-s et chercheur-e-s de Pop-Part.

RÉUNION DÉDIÉE AUX PROFESSIONNEL-LE-S DE LA PARTICIPATION CITOYENNE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

26 septembre – 10 participant-e-s

La participation citoyenne, qui oscille constamment entre phases d'élan et périodes de reflux, est plutôt en retrait aujourd'hui. Les institutions peinent à prendre réellement en compte la parole des citoyen-ne-s, et les pouvoirs publics échouent à instaurer des rapports constructifs avec d'autres formes d'engagement et d'actions collectives qui tendent aujourd'hui à gagner du terrain dans la vie sociale (écologie, urbanisme, santé, culture, éducation...).

Pour autant, la participation citoyenne se trouve remise à l'agenda public comme un enjeu majeur de la refonte en cours de la politique de la ville. Cela contribuera-t-il à « réenchanter la participation citoyenne » ? La réponse dépendra en grande partie de la mobilisation de tout-e-s les acteur-ric-e-s concerné-e-s : citoyen-ne-s, habitant-e-s des quartiers prioritaires, associations, professionnel-le-s.

Fidèle à sa vocation d'accompagnement des acteur-ric-e-s du développement social urbain de la Seine-Saint-Denis, Profession Banlieue défend une conviction : c'est en partageant leurs expériences, en menant des réflexions collectives et, si besoin, en portant des mobilisations communes, que les professionnel-le-s de la démocratie participative pourront contribuer à ce que la participation citoyenne confère davantage de pouvoir d'agir aux habitant-e-s de la Seine-Saint-Denis.

Dans cette perspective, Profession Banlieue a décidé de mettre en place un nouveau groupe dédié aux professionnel-le-s de la participation citoyenne.

Durant l'été 2023, un questionnaire a été soumis à un large éventail de professionnel-le-s, l'objectif étant qu'ils-elles puissent façonner ce nouvel espace de mise en réseau et de partage d'expérience à partir de leurs situations, de leurs perceptions et de leurs attentes. Adressé à 43 personnes, ce questionnaire a reçu 17 réponses. La réunion de lancement qui a eu lieu le 26 septembre a permis de définir les objectifs du groupe :

- › travailler à la clarification du sens de la démocratie participative,

- › faire progresser l'acculturation des administrations aux approches participatives,
- › devenir un espace d'action et de mobilisation communes des professionnel-le-s sur des enjeux et des thématiques relatifs à la participation citoyenne.

Cette première séance s'est déroulée en présence de Jeanne Demoulin, maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Paris Nanterre et co-animatrice du collectif Pop-Part, qui œuvre à la mise en place, pour la rentrée 2024, d'un diplôme universitaire consacré à la participation et aux mobilisations collectives.

RÉUNION DÉDIÉE AUX CONSEILS CITOYENS

15 septembre – 8 participant-e-s

Les réunions dédiées aux Conseils citoyens ont été créées en 2021 pour donner suite au Forum départemental des Conseils citoyens, lui-même initié en 2019 par la Préfète déléguée à l'égalité des chances. Quatre groupes de travail thématiques s'étaient réunis, et cela avait donné lieu à une contribution des Conseils citoyens de la Seine-Saint-Denis.

En 2022, le groupe a souhaité poursuivre les échanges sur le thème de la place des Conseils citoyens dans l'évaluation du contrat de ville. Les réunions sont ainsi devenues des lieux d'échanges sur les dynamiques locales et les actions en cours dans les différents EPT.

L'existence de ce groupe a permis à Profession Banlieue de donner plus de visibilité à des acteur-ric-e-s de la politique de la ville qui peinent à être reconnu comme tel-le-s. La place des Conseils citoyens lors des actions d'évaluation du contrat de ville a été marquée par une très grande diversité de situations et de témoignages. Mais cette dynamique a été difficile à maintenir en 2023, principalement en raison de l'incertitude concernant la place que les Conseils citoyens occuperont dans les nouveaux contrats de ville. La réunion de septembre a reflété cette réalité. Il s'avère en effet de plus en plus difficile de mobiliser les Conseils citoyens, qui s'essouffent ou disparaissent faute de soutien institutionnel et de perspectives claires quant à leur rôle et à leur avenir. Les discussions ont d'ailleurs principalement porté sur cette situation.

Ont été abordés :

- › Le manque de moyens et de ressources attribués aux Conseils citoyens pour développer leurs activités.
- › La question du rapport entre les Conseils citoyens et leurs interlocuteurs institutionnels (EPT/ Ville/État). Comment faire en sorte que les élu-e-s acceptent de les considérer comme de réels interlocuteurs ? Comment faire en sorte que les services suivent leur activité et puissent répondre à leurs sollicitations ?
- › Les rapports souvent très distendus, voire inexistant, entre les Conseils citoyens et les autres instances de démocratie participative.
- › La question de leurs marges de manœuvre et de leurs pouvoirs, sujet à clarifier avec la refonte de la politique de la ville.
- › La question de leur renouvellement dans le cadre des nouveaux contrats de ville.

**La participation
citoyenne se trouve
remise à l'agenda public
comme un enjeu majeur
de la refonte en cours de
la politique de la ville.**

1.3 Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS
PAR TYPE D'ACTEUR-RICE-S



POLITIQUES LOCALES DE SÉCURITÉ : ENJEUX ET RÔLE(S) DES ÉLU-E-S

Après-midi – 14 décembre – 5 participant-e-s

Avec *Jérémy Robine*, géographe, maître de conférences et directeur de l'Institut français de géopolitique

À l'image dégradée que renvoie la Seine-Saint-Denis en matière de sécurité s'ajoute un fort sentiment d'insécurité des habitant-e-s qui, sur cet enjeu, cristallisent une attente importante à l'égard des élu-e-s locaux-ales. Ces dernier-e-s disposent de différents outils pour agir dans le domaine de la sécurité, notamment la mise en place et l'animation de différents dispositifs tels que les CLSPD (conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance), la police municipale et la coopération avec la police nationale.

Profession Banlieue a proposé aux élu-e-s du département de participer à un temps d'échanges et de réflexion en visioconférence autour des enjeux des stratégies locales de prévention et de sécurité, invitant Jérémy Robine à présenter ses travaux en cours.

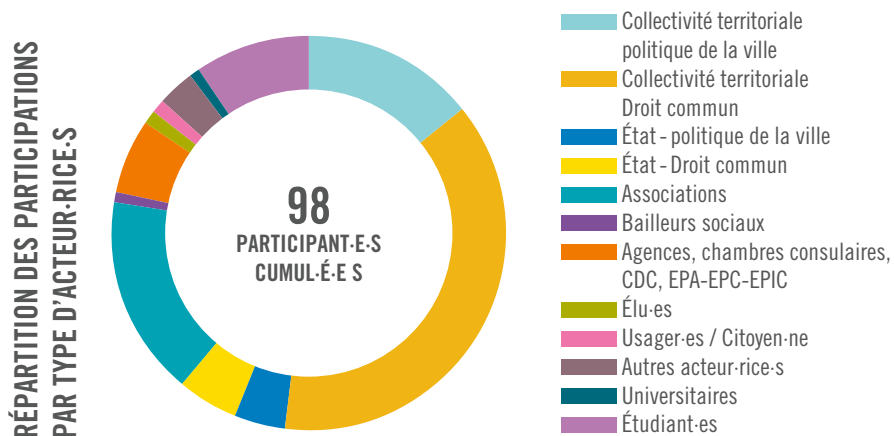
Après une présentation de l'organisation spatiale des politiques de sécurité, la répartition des effectifs et des moyens, Jérémy Robine est revenu sur l'importance de la personnalité du ou de la commissaire, qui détermine l'engagement sur des sujets spécifiques tels que l'aide aux victimes ou la lutte contre les marchands de sommeil.

Les élu-e-s ont partagé leur expérience de coopération à différents niveaux avec les acteur-rice-s de la sécurité, présenté différents dispositifs de sécurité mis en place sur leurs territoires et exprimé leurs interrogations autour de la logique judiciaire dans la réponse pénale. Du fait d'une lourdeur administrative et d'un manque d'effectifs, le parquet n'est pas toujours en mesure de donner suite à l'activité policière.

Un enjeu démocratique a été pointé, celui du manque d'association des citoyen-ne-s à l'élaboration des politiques de sécurité et à la priorisation des sujets. Par ailleurs, une meilleure lisibilité du fonctionnement et de la mise en œuvre de ces politiques à différentes échelles (nationale, départementale, locale) apparaît nécessaire à l'ensemble des professionnel-le-s.



1.4 Développement économique territorial, emploi et insertion



PRÉSENTATION ET ÉCHANGES AUTOUR DU NOUVEAU PLAN DÉPARTEMENTAL D'INSERTION VERS L'EMPLOI 2023-2024

Matinée - 1^{er} février – 33 participant-e-s

En lien avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Profession Banlieue a contribué à la matinée de présentation et de discussion organisée à l'intention des acteur-ric-e-s de l'emploi autour du nouveau Plan départemental d'insertion vers l'emploi (PDIE) 2023–2027. La stratégie d'insertion visant principalement les territoires prioritaires, les représentant-e-s de la politique de la ville ont été invité-e-s à partager leur vision et à renforcer les liens avec les politiques d'insertion.

L'ouverture des nouvelles agences locales d'insertion a soulevé de nombreuses questions, notamment quant à la coopération entre les différent-e-s acteur-ric-e-s de l'insertion et à l'orientation des publics. Une meilleure interconnaissance des acteur-ric-e-s de l'emploi, du social et de la politique de la ville s'avère nécessaire pour développer les dispositifs d'insertion.

DÉCRYPTAGE DES DYNAMIQUES DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Matinée – 5 décembre – 30 participant-e-s

Avec *Hervé Guéry* et *Samuel Fouquet*, respectivement directeur et démographe, bureau d'études *Compas*.

Profession Banlieue souhaite interroger les représentations de l'emploi et la place du travail dans les quartiers populaires, généralement négative dans le débat public et centrée sur l'inactivité supposée des habitant-e-s. Lors de cette matinée en visioconférence, les experts du *Compas* (bureau d'études spécialisé dans l'observation des territoires et la prospective) ont présenté des données actualisées sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Seine-Saint-Denis. Ils ont partagé leur regard comparatif sur les spécificités du département en termes de niveau de vie, d'emploi et de travail, notamment en ce qui concerne l'emploi des femmes dans les quartiers populaires, et sur les freins et enjeux d'employabilité que sont la mobilité, l'accès au logement et les discriminations.

Hervé Guéry et Samuel Fouquet ont également abordé l'influence des structures familiales sur l'accès à l'emploi, sachant que les familles monoparentales sont surreprésentées dans les quartiers prioritaires.

Enfin, ils ont proposé un focus sur l'insertion professionnelle des personnes d'origine étrangère et en situation d'immigration.

QUEL HÉRITAGE DE L'ACCUEIL DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024 EN SEINE-SAINT-DENIS ?

Matinée – 20 juin – 35 participant-e-s

Avec *Cécile Collinet*, professeure de sociologie et d'histoire du sport à l'Université Gustave Eiffel; *Marie Delaplace*, professeure d'aménagement à l'Université Gustave Eiffel et École d'urbanisme de Paris; *Yannick L'Horty*, professeur d'économie à l'Université Gustave Eiffel; *Pierre-Olaf Schut*, professeur de sociologie et d'histoire du sport à l'Université Gustave Eiffel (co-fondateur-riche-s et membres de l'Observatoire pour la recherche sur les méga-événements).

Plusieurs entraînements et épreuves des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 auront lieu en Seine-Saint-Denis, département qui accueillera aussi la cérémonie de clôture. Les institutions communiquent massivement autour de l'effet accélérateur de ce méga-événement, que ce soit en termes d'image, d'emplois (près de 150 000 emplois mobilisés autour des Jeux sur le département), de développement économique (marchés réservés pour les TPE-PME, attribution de marchés aux structures de l'économie sociale et solidaire), ou encore d'infrastructures (construction du centre aquatique olympique à Saint-Denis, construction du village des athlètes qui sera requalifié en logements) et de pratique sportive. L'accueil des Jeux suscite ainsi des espoirs autour d'enjeux cruciaux pour le territoire. Le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJO) parle « d'héritage social » formalisé par une charte sociale et un plan « Héritage et durabilité ».

Cette matinée avait pour objectif d'apporter un éclairage méthodologique sur l'utilisation de cette notion d'héritage, très mobilisée depuis les JOP de Londres en 2012, dans l'étude des effets des méga-événements sur les territoires hôtes.

Le retour sur les effets matériels et immatériels des Jeux dans les précédentes villes hôtes a montré des situations très inégales selon les territoires, dépendant de dynamiques politiques, sociales, et économiques déclinées aux échelles locales, nationales et internationales. Les études (peu nombreuses) semblent s'accorder sur le fait que de façon générale, l'emploi reste faiblement impacté, voire impacté négativement. Néanmoins, les rénovations urbaines et la construction de nouvelles infrastructures peuvent avoir un effet dynamisant sur le territoire si elles sont adaptées aux besoins (comme à Barcelone), avec toutefois des effets ambivalents (tourisme de masse, gentrification...).

Quant aux études sur l'héritage des Jeux en termes de pratique sportive, elles-aussi peu nombreuses, elles montrent globalement peu d'impact (Londres, 2012). Des initiatives militantes recensent ainsi les besoins en structures nautiques dans les différentes villes de la Seine-Saint-Denis, et travaillent sur l'héritage des politiques publiques qui touchent à l'apprentissage de la nage, à l'accès à la natation et aux pratiques nautiques. En tout cas, l'heure n'est pas encore au bilan, loin de là ; il faudra l'établir au vu des dynamiques développées à partir de la rentrée 2024.

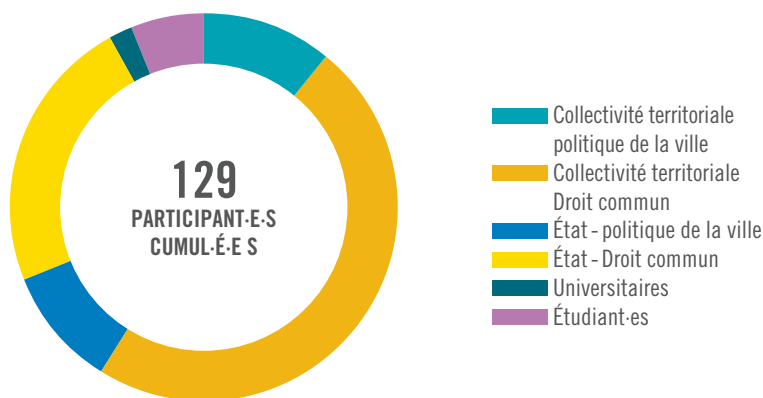


Le pavillon, à L'Île-Saint-Denis.

1.5

Éducation, réussite éducative, jeunesse

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS
PAR TYPE D'ACTEUR-RICE-S



REGARD RÉGIONAL SUR LES COOPÉRATIONS ÉDUCATIVES - ÉTAPE SÉQUANO-DIONYSIENNE

Journée – 20 décembre – 32 participant-e-s

Avec: Valérie Becquet, psychologue, professeure des universités en Sciences de l'éducation et de la formation, Inspe (Institut national supérieur du professorat éducation) de Versailles – CY Cergy Paris Université, membre du laboratoire EMA (École, mutations, apprentissages); Solène Huberson, fondatrice et animatrice d'Infusion Collective; Sylvia Roudaut, chargée de missions Projet Éducatif Global et Convention Territoriale Globale, mairie de Noisy-le-Sec.

Cette journée, organisée à Noisy-le-Sec, avait pour vocation d'explorer les manières de renforcer les dynamiques de coopérations éducatives afin que les enfants soient pleinement acteurs de l'élaboration des politiques publiques municipales et de la construction de la ville dans laquelle ils vivent et grandissent. Pour cela, l'initiative poursuivait plusieurs objectifs:

- › Bénéficier d'un éclairage de la recherche pour interroger cette problématique;

- › À partir d'ateliers thématiques, permettre aux acteur-ric-e-s de l'éducation présent-e-s de s'approprier cette matière et cette réflexion, de les réinvestir pour aborder des sujets précis, et d'esquisser des préconisations et des solutions concrètes pour produire des dynamiques de coopérations efficientes dans le champ de la prise en compte de la parole des enfants;
- › Permettre aux enfants d'être pleinement acteur-ric-e-s de cette journée;
- › S'inscrire dans la démarche du Conseil municipal des enfants de Noisy-le-Sec.

L'idée était de conduire cette initiative avec la participation de la « communauté éducative » dans son acception la plus large : les acteur-ric-e-s de l'éducation de la ville de Noisy-le-Sec, les acteur-ric-e-s éducatif-ve-s des territoires d'intervention de l'ensemble des centres ressources de la politique de la ville d'Île-de-France, et les enfants de la ville (représentés par les 30 membres du Conseil municipal des enfants).

La matinée a été consacrée à l'appropriation collective des enjeux, en s'adaptant aux spécificités de chaque catégorie d'acteurs. Cela a conduit à concevoir deux temps différents.

Un premier était destiné aux enfants, sous la forme...

...d'un « Cluedo de ma ville », jeu de rôle grandeur nature en mode escape game animé par les services de la ville, les élu-e-s et les partenaires éducatifs, axé sur la découverte par les enfants des différentes missions de la ville.

...et d'un « Qui fait quoi ? », jeu de rôle grandeur nature invitant les enfants à résoudre 15 enquêtes en allant parler aux adultes.

Un second temps, conçu pour les adultes, a consisté en une prise de parole de Valérie Becquet, du laboratoire de recherche EMA (École, mutations, apprentissages), interrogeant les politiques publiques municipales du point de vue de leur prise en charge – ou non – de la parole, de l'intervention et des besoins spécifiques des enfants. Suivie d'un débat, cette prise de parole a également donné lieu à une facilitation graphique, de façon à ce que les enfants puissent y accéder et se l'approprier.

L'après-midi a été consacré à la tenue d'ateliers créatifs et participatifs permettant aux adultes et aux enfants de réfléchir en commun à cette problématique et de travailler à l'élaboration de pistes d'actions et de solutions.

LA MIXITÉ SOCIALE À L'ÉCOLE, ENJEUX, PERSPECTIVES ET SOLUTIONS

L'École et la Ville – 16 janvier 2024 – 65 participant-e-s

Avec : Choukri Ben Ayed, sociologue, professeur à l'Université de Limoges et co-directeur du Gresco (Groupe de recherches sociologiques sur les sociétés contemporaines); Pauline Charousset, post doctorante, École d'économie de Paris; Anne Faurie-Herbert, directrice académique adjointe de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'éducation nationale) de la Haute-Garonne ; Marine Guillerm, cheffe du bureau des études sur les établissements scolaires, Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), ministère de l'Éducation nationale; Thomas Heuze, directeur académique adjoint en charge de la politique de la ville, DSDEN 93; Marion Monnet, maîtresse de conférences en sciences économiques à l'Université de Bourgogne; Louise Piquemal, chargée d'études statistiques, Depp, ministère de l'Éducation nationale; Gaëlle Sorin, principale du Collège Berlioz, Paris 18^e.

Journée sur les coopérations éducatives à Noisy-Le-Sec



La publication des données 2021-2022 relatives à l'Indice de position sociale (IPS) des établissements scolaires (écoles élémentaires, collèges et lycées) est venue objectiver une réalité connue : la France est l'un des pays de l'OCDE où les inégalités sociales pèsent le plus dans la réussite des élèves.

Les écarts d'IPS sont de 1 à 3 pour les écoles élémentaires comme pour les collèges. La quasi-totalité des collèges en REP + et les trois quarts des collèges en REP (réseau d'éducation prioritaire) affichent un IPS inférieur à 90 lorsque seulement 8 % des collèges publics hors éducation prioritaire se retrouvent dans cette position. De leur côté, les collèges et lycées privés sous contrat, qui ne représentent qu'un tiers de la totalité des établissements, regroupent près de 80 % de ceux affichant un IPS supérieur à 140.

Entre le plan présenté en mai 2023 par le ministère de l'Éducation nationale et la refonte en cours de la politique de la ville, qui pose la question des moyens à mobiliser pour la réussite éducative des enfants et des jeunes des quartiers populaires, c'est la mixité sociale à l'école dans toutes ses dimensions qui se trouve questionnée.

Comment définir la mixité sociale et scolaire ? Quels objectifs lui assigner ? Quel engagement de l'État et des acteurs publics pour la rendre davantage effective ? Comment appréhender les effets des politiques publiques déployées en sa faveur ? C'est à toutes ces questions que l'édition 2023 de l'École et la Ville s'est efforcée de répondre.

RÉUNION DÉDIÉE AUX ÉQUIPES DES PROGRAMMES DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

3 juillet – 2 participantes

Les réunions dédiées aux équipes des programmes de réussite éducative (PRE) sont à la fois un lieu d'échange entre pair-e-s, un espace d'expression des pratiques professionnelles et un temps de partage des réflexions sur l'exercice des métiers de coordinateur-ric-e-s et de référent-e-s de parcours.

Organisée au début de l'été, la réunion de 2023 n'a mobilisé que deux participantes, la coordinatrice PRE du Stains et celle du PRE de Pierrefitte-sur-Seine. La réunion a été principalement consacrée à un échange libre entre ces deux professionnelles.

RÉUNIONS DÉDIÉES AUX COORDINATEUR-RICE-S DE CITÉS ÉDUCATIVES

3 juillet, 20 septembre, 21 novembre – 30 participant-e-s

Mises en place en 2022 à la demande des professionnel-le-s, les réunions dédiées aux coordinateur-ric-e-s des Cités éducatives du département de la Seine-Saint-Denis sont des espaces de rencontres, de partage d'expérience et de savoir-faire. Elles permettent d'aborder tous les enjeux de l'animation des Cités éducatives, notamment le sens et le contenu des actions menées, les dynamiques partenariales et les aspects techniques et opérationnels.

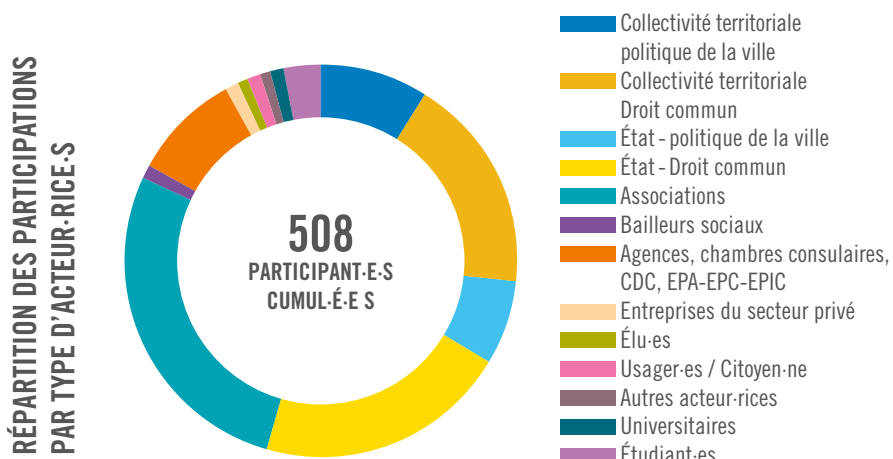
En 2023, ce groupe dédié s'est réuni pour la première fois en juillet dans les locaux de Profession Banlieue; la plus grande partie de la réunion a été consacrée à un tour d'horizon des actualités de chaque Cité éducative.

Une deuxième réunion s'est déroulée en septembre à la mairie d'Aubervilliers. Hormis l'habituel point d'actualités des Cités éducatives, l'ordre du jour prévoyait l'élaboration d'une initiative commune destinée à valoriser les actions inspirantes mises en place par les Cités éducatives du département. Un temps d'échange a enfin été consacré à la rencontre des Cités éducatives de l'académie de Créteil, organisée les 3 et 4 octobre 2023 par l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires).

Une troisième réunion, qui s'est tenue en novembre à la mairie de Clichy-sous-Bois, a principalement porté sur l'organisation d'une réunion commune en janvier 2024, avec la mission Ville de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, afin de clarifier certains aspects techniques et opérationnels relatifs à l'élaboration et au portage des programmations d'action des Cités éducatives.

1.6

Égalité, lutte contre les discriminations, accès aux droits et santé



FORMATION RÉGIONALE « VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LAÏCITÉ » (VRL) - NIVEAU 3

Formation – 8 décembre – 138 participant-e-s

Profession Banlieue est habilité à proposer des formations VRL. Avec les autres centres de ressources politique de la ville du réseau francilien, Profession Banlieue a animé la journée de sensibilisation et de formation au plan VRL proposée par la préfecture d'Île-de-France. Il s'agit d'une version condensée – une journée au lieu de deux – de cette formation de sensibilisation, qui rencontre un franc succès en termes de fréquentation.

SÉMINAIRE RÉGIONAL DES FORMATEUR-RICE-S VRL SUR LA LAÏCITÉ DANS LE MONDE

Journée – 7 septembre – 157 participant-e-s

Avec : Nada Afiouni, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'Université du Havre ; Jean-Pierre Dozon, anthropologue spécialiste de l'Afrique, directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) ; Valentine Zuber, historienne, directrice d'études et titulaire de la chaire de Religions et relations internationales, École pratique des hautes études.

Ce séminaire régional est organisé dans le cadre du plan de formation « Valeurs de la République et laïcité » (VRL) et de l'animation du réseau des formateur-riche-s habilité-e-s VRL, avec l'appui des centres de ressources politique de la ville franciliens et de la Ligue de l'enseignement de la région Île-de-France. L'occasion de faire réseau et de rappeler les différents temps de pilotage du plan de formation VRL et ses actualités, mais aussi de proposer aux formateur-riche-s habilité-e-s des clés de lecture des différentes conceptions du rapport à la religion et aux libertés dans un certain nombre de pays du monde, avec des interventions de chercheurs-es.

Ainsi, après un retour sur les différentes formes de laïcité dans le monde par Valentine Zuber, Nada Afiouni a présenté l'approche et la gestion de la pluralité religieuse au Royaume-Uni, puis Jean-Pierre Dozon a évoqué la question de la laïcité en Afrique subsaharienne.

DÉCRYPTAGE DU PROJET DE LOI POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION

Matinée – 30 novembre – 35 participant-e-s

Avec : Cyril Brami, maître de conférences en droit public à l'Université du Mans, directeur de l'organisme de formation Access Asile Étrangers ; Nicolas Vignier, professeur de médecine à l'Université Sorbonne Paris Nord, infectiologue à l'hôpital Avicenne, responsable du groupe de travail de la Spilf (Société de pathologie infectieuse de langue française) consacré aux personnes migrantes et vulnérables ; Émeline Zougbedé, socio-anthropologue et chercheuse post-doctorante à l'IC-Migrations du CNRS, associée au laboratoire Cerlis (Centre de recherche sur les liens sociaux).

Dans le format « Décryptage », Profession Banlieue s'est intéressé au projet de loi sur l'immigration et l'asile, présenté en Conseil des ministres en février 2023, en se basant sur le texte examiné au Sénat début novembre, c'est-à-dire juste avant son passage en commission des lois à l'Assemblée nationale.

Au-delà des débats politiques, les mesures proposées dans la loi auront des effets concrets sur les publics des quartiers populaires de la Seine-Saint-Denis, notamment en termes d'accès aux droits. L'objectif était d'organiser une matinée d'échanges autour de ce projet de loi, en proposant des regards d'expert-e-s sur l'impact auprès des publics et des professionnel-le-s.

Trois volets ont été abordés : la réforme du droit d'asile (mesures d'éloignement, réforme du contentieux, réforme structurelle du droit d'asile) ; le travail (législation du travail des personnes sans papiers) ; et la santé (réforme de l'Aide médicale d'État, levée du secret médical par le juge administratif dans les procédures contentieuses, restriction de la définition d'exceptionnelle gravité dans le secteur de la santé, enjeux autour du statut de praticien à diplôme hors Union européenne, ou PADHUE).

JOURNÉE D'ACCUEIL DES COORDONNATEUR·RICE·S DES DÉMARCHES TERRITORIALES DE SANTÉ EN ÎLE-DE FRANCE

Journée – 26 septembre - 32 participant·e·s

Avec : Gwendal Bars, responsable du département politiques territoriales et urbains en promotion de la santé, ARS (Agence régionale de santé) d'Île-de-France ; Juliette Paolotti, cheffe de projet éducation, culture et parentalité, mission Ville de la préfecture de Paris et d'Île-de-France ; Salima Rharmoui, responsable de projets politique de la ville et promotion de la santé, Association PromoSanté Île-de-France ; Agnès Sztal, chargée de mission politique de la ville et promotion de la santé, Association PromoSanté Île-de-France.

Comme les précédentes, cette journée était destinée aux coordonnateur·rice·s, mais aussi à leurs élu·e·s et responsables de service en charge des questions de prévention et promotion de la santé, qui étaient convié·e·s sur le temps de la matinée.

Après un rappel des missions de PromoSanté Île-de-France et une présentation du réseau francilien des centres de ressources politique de la ville, les représentants de l'ARS (Agence régionale de santé) et de la préfecture d'Île-de-France ont présenté les enjeux de l'articulation entre promotion de la santé et politique de la ville, avec la publication du nouveau Projet régional de santé 3 (2023-2028) et la nouvelle contractualisation de la politique de la ville, dite « Engagements Quartiers 2030 ».

Après un temps d'interconnaissance, la matinée s'est poursuivie sous forme de débats mouvants qui ont permis d'aborder les fondamentaux de la promotion de la santé, la question de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et le rôle d'un·e coordinateur·rice.

L'après-midi, réservée aux coordonnateur·rice·s, était organisée sous la forme d'un forum ouvert. Elle a permis d'aborder, par petits groupes, différents thèmes préalablement choisis par les professionnel·le·s lors de leur inscription : Comment adapter les actions selon les besoins des territoires ? Comment permettre l'accès et la compréhension par tous des actions et services en santé sur un territoire ? Comment développer son réseau de partenaires ? ASV (ateliers santé ville), CSL (contrats locaux de santé), CLSM (conseils locaux de santé mentale), et aussi CPTS (communautés professionnelles territoriales de santé), MSP (maisons de santé pluridisciplinaires) : comment articuler les dispositifs de coordination sur un territoire ? Quel plaidoyer en promotion de la santé auprès de sa hiérarchie et de ses partenaires ?...

Enfin, la journée s'est terminée avec une présentation des outils et ressources proposés par l'association PromoSanté Île-de-France et les centres de ressources.

SANTÉ ET DISCRIMINATIONS, DISCRIMINATIONS EN SANTÉ

Matinée – 2 février – 34 participant·e·s

Avec : Benjamin Cohadon, coordinateur du centre de santé communautaire Le Village 2 Santé, Échirolles ; Clémence Duver, coordinatrice médico-sociale et accueillante au centre de santé communautaire Le Village 2 Santé, Échirolles ; Laure Pitti, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Paris 8 et membre du Cresppa (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris).

En juin 2022, Profession Banlieue avait organisé une première rencontre avec Laure Pitti et Audrey Mariette – toutes deux maîtresses de conférences à l'Université Paris 8, respectivement en sociologie et en science politique – sur le thème « Que fait la ville à la santé ? Ségrégations et inégalités sociales de santé en territoires populaires ». Cet événement a fait l'objet d'un podcast (à retrouver sur le site de Profession Banlieue).

Si les liens entre inégalités sociales et santé sont aujourd'hui bien connus, ceux entre discriminations et santé restent encore très largement dans l'ombre et très peu débattus. Pourtant, les discriminations vécues au quotidien ont un effet réel sur la santé physique et mentale des personnes qui les subissent ; plusieurs études montrent même que les discriminations auxquelles sont confrontées les minorités raciales ont un effet délétère sur leur espérance de vie. Le système de santé lui-même induit des pratiques discriminatoires, directement ou indirectement, dans l'accès aux soins ou dans les parcours de soins, comme l'ont montré notamment plusieurs enquêtes menées pour le Défenseur des droits. Or le principe de non-discrimination est une condition de l'égalité mise à mal dans les territoires relégués et stigmatisés, dont les populations cumulent inégalités et discriminations. Cette matinée a permis de prendre la mesure des discriminations en santé et de ce qui est perçu comme tel par les usager-e-s du système de santé, l'enjeu étant de mieux les combattre, et ainsi d'améliorer les états de santé et plus largement de contribuer à la justice sociale.

RÉUNIONS DÉDIÉES DES COORDONNATEUR-RICE-S SANTÉ

9 février, 13 avril, 19 juin, 9 octobre et 11 décembre 2023 – 50 participant-e-s

Ces réunions régulières d'information rassemblent tout-e-s les professionnel-le-s des démarches territoriales de santé du département, c'est-à-dire de l'Atelier santé ville (ASV), du Contrat local de santé (CLS) et du Conseil local de santé mentale (CLSM). À chaque séance, une ville différente accueille ces réunions.

La première réunion de l'année a eu lieu en février à Sevran. Après la présentation du Contrat local de santé par Cynthia Brou, coordonnatrice ASV et CLS, les discussions ont abordé les diffi-



cultés à animer le CLS en ce début d'année, notamment du fait de l'impact de la crise sanitaire, de l'élection de nouvelles équipes aux dernières municipales dans certaines communes et du retard de démarrage des actions qui ne facilitent pas les choses. Se sont également posées les questions de l'accès aux données et des ressources mobilisables pour établir un diagnostic de santé.

En avril, Palmyre Schenin-King Andrianisaina, infirmière en pratique avancée (IPA) et Rose-Marie Lora, IPA en formation, sont venues présenter au groupe la structure Caire 93 (Coordination d'actions pour l'inclusion, le rétablissement et l'empowerment), qui coordonne la réhabilitation psychosociale dans le département. Créée en 2021 à l'intention des professionnel-le-s, cette unité pilote dépend du Centre de recherche clinique du pôle 93G03 de l'EPS Ville-Evrard.

En juin, Isabelle Feillant-Jegoudez, coordonnatrice ASV, et Valérie Parent, référente promotion de la santé et CLS, ont présenté la santé publique à Aulnay-sous-Bois. Puis Marion Carry, chargée de mission éducation et santé à la mission Ville de la préfecture, a expliqué l'organisation du service et échangé avec les coordonnateur-riche-s sur la manière de mettre en valeur l'ASV, sur les actions portées par la démarche, ainsi que sur le lien qui existe (ou qui est parfois à consolider) entre santé et politique de la ville.

En octobre, après un tour de table des actualités de chacun-e, la réunion a permis d'échanger et de partager des outils pour l'organisation des futurs comités de pilotage des CLS. Une « trame commune » a émergé avec l'identification de différents temps à consacrer au bilan du CLS3, à l'actualisation du diagnostic, à la présentation d'un retroplanning pour les différentes étapes 2024 et aux perspectives du nouveau CLS.

La dernière réunion de l'année s'est déroulée à Gagny. Christian Pete, responsable du centre municipal de santé et du CLS, a présenté la structuration récente de la santé publique sur la commune. Cette démarche a été initiée en 2019 à partir de la volonté politique du nouveau maire, Rolin Cranoly, de travailler les questions de santé. En 2023, la ville a été accompagnée par un cabinet extérieur pour construire et mettre en place le premier contrat local de santé, qui sera signé en mars 2024.

LA PRÉVENTION DANS LES CHAMPS DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL

Formation action – 20 avril – 11 participant·e·s

Avec: Adida Amer, éducatrice spécialisée à l'Amicale du Nid, accueil de jour Cesária Évora, Saint-Denis; Mathilde Andlauer, médecin généraliste, La Place Santé; Zahia Bensekri, médiatrice santé, La Place Santé, Saint-Denis; Sacha Cohen, adjoint à la direction, La Place Santé; Affaf Dinar, psychologue, La Place Santé; Julie Henaun, référente soutien parentalité, accueil de jour Cesária Évora; Nadia Kandelman, médecin généraliste, La Place Santé; Mélia Traore, responsable de l'accueil, La Place Santé.

Ces réunions rassemblent tout-e-s les professionnel-le-s des démarches territoriales de santé du département.

Profession Banlieue a organisé cette journée en réponse à une sollicitation du Centre de ressources en sciences médico-sociales d'Île-de-France (académie de Créteil), qui organise en alternance des colloques bisannuels et des formations destinées aux enseignant-e-s. En 2022, le thème du colloque était « La place de la prévention dans les politiques publiques », ce temps de formation ayant pour objectifs de questionner les enjeux de prévention de manière transversale, d'aborder la prévention sur les problématiques spécifiques santé/social, et surtout de mettre l'accent sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Le groupe était constitué d'enseignant-e-s en sciences médico-sociales intervenant en première, en terminale ou dans des formations post bac.

La journée s'est décomposée en deux temps.

La matinée a commencé avec une présentation de Profession Banlieue, de ses champs de compétences et de ses missions, ainsi que des ressources disponibles et des possibilités de travail avec les élèves ou étudiant-e-s. Puis Julie Henaun, référente soutien parentalité, et Adida Amer, éducatrice spécialisée à l'Amicale du Nid (accueil de jour Cesária Évora de Saint-Denis), sont intervenues. Elles ont présenté les structures et modalités d'intervention de l'association en Seine-Saint-Denis, évoquant les situations complexes de femmes en situation, notamment, de prostitution et/ou de grande exclusion (l'objet principal de l'association étant de lutter contre la prostitution, qu'elle considère comme une violence). Elles ont insisté sur les risques liés à l'organisation des JOP 2024 sur le territoire, et sur le fait que leurs équipes seront très vigilantes à cette occasion.

Durant l'après-midi, les participant-e-s se sont rendu-e-s à La Place Santé, ou Coopérative Communautaire Santé Bien Être (CCSBE), installée dans le quartier du Franc Moisin. Après une visite rapide des locaux, des échanges ont eu lieu avec l'équipe, dont les membres sont tout-e-s investi-e-s comme coopérateur-ric-e-s. L'organisation et la philosophie de la structure ont été présentées, ainsi que le travail important mené sur les questions de l'accueil, du temps et de l'écoute, auxquelles elle attache beaucoup d'importance.

AGIR POUR LA SANTÉ DES HABITANT-E-S DES QUARTIERS POPULAIRES : QUELLES PERSPECTIVES À 5 ANS ?

Après-midi – 14 mars – 51 participant-e-s

Avec : Gwendal Bars, responsable du département politiques territoriales et urbaines en promotion de la santé, ARS d'Île-de-France ; Guillaume Dejardin, directeur du CRPV Pôle Ressources Ville et développement social ; Amélie Verdier, directrice générale de l'ARS d'Île-de-France ; Carole Poisson, responsable de la mission Santé urbaine et Grand Paris, ARS Île-de-France.

Le constat est partagé depuis longtemps, et la crise sanitaire l'a encore illustré de manière dramatique : les quelque 1,5 millions de personnes qui habitent les quartiers prioritaires de l'Île-de-France sont confrontées à un ensemble de problématiques de santé face auxquelles les ressources peuvent s'avérer difficiles à mobiliser, a fortiori quand s'y ajoutent les effets liés à la relégation urbaine ou les enjeux de discriminations. À l'occasion de la révision du Projet régional de santé (PRS) pour la période 2023-2028 et de la préparation des futurs contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 », il était pertinent de s'interroger sur les perspectives et les leviers disponibles pour agir en faveur de la santé des habitant-e-s des quartiers populaires.

Cet après-midi, organisé conjointement par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et le réseau francilien des centres de ressources politique de la ville (voir 3.2), a réuni plus de 50 professionnel-le-s venu-e-s de toute l'Île-de-France. L'objectif était de faire émerger des axes de travail pour le nouveau projet régional de santé, qui fixe des orientations stratégiques sous l'impulsion de l'ARS, en partenariat avec l'ensemble des parties concernées, ainsi que pour sa déclinaison dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et l'accompagnement santé des contrats de ville. Après l'introduction d'Amélie Verdier, directrice générale de l'ARS Île-de-France, et de Guillaume Dejardin pour les centres de ressources, des éléments de bilan du PRS 2 (2018-2022) en matière de santé et de politique de la ville ont été donnés, puis le contexte et la méthode du PRS 3 ont été présentés.

Les participant-e-s se sont ensuite réparti-e-s dans quatre ateliers thématiques ayant pour objectifs d'aboutir à des propositions d'orientations concrètes : Comment renforcer la prise en compte des phénomènes de discrimination individuelle (et/ou les inégalités collectives qu'elles engendrent) dans les programmes relatifs à la santé, les ASV, les CLS, l'accès aux droits, etc. ? Comment faire évoluer la pratique des politiques publiques dans le champ du cadre de vie pour lutter contre le diabète et l'obésité dans les quartiers ? Quelles modalités de coopération pour faciliter l'accès aux services de santé (prévention, droits, soins, accompagnements médico-sociaux) ? Comment mobiliser l'ensemble des partenaires agissant avec les jeunes dans le but d'améliorer leur capacité à agir pour leur santé ?

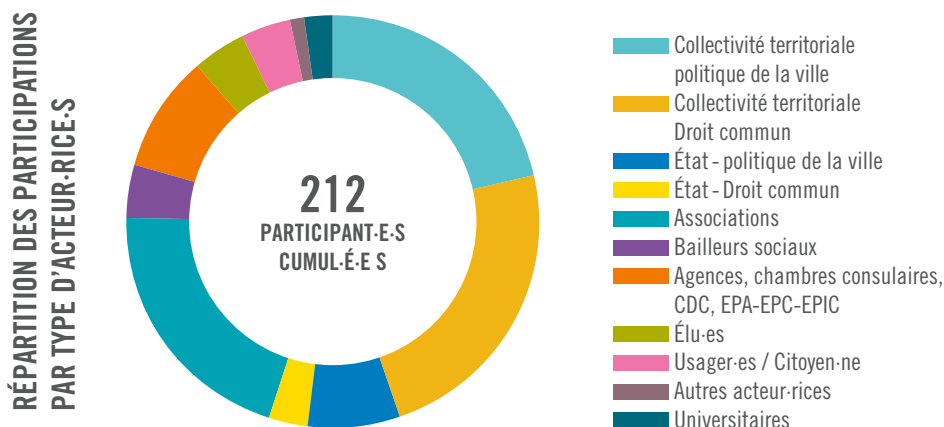
Parmi les préconisations qui sont ressorties, on peut noter la nécessité d'adapter les services de santé au public des quartiers prioritaires, de pérenniser et renforcer les actions des acteur-rice-s de la santé, et de démocratiser la santé.



La serre Wangari à
Saint-Ouen-sur-Seine

1.7

Transitions et développement durable



QUARTIERS POPULAIRES ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ateliers – 7 et 28 novembre – 72 participant-e-s

Avec: Bernard Friot, sociologue et économiste du travail, professeur émérite à l'Université Paris Nanterre; Mathieu Dalmais, agronome militant; Genoveva Desplas, animatrice-coordinatrice familles, Espace 19 (Paris 19^e); Romain Dhainaut, chargé de mission transition écologique, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis; Lauriane Gabelle, cheffe de projet alimentaire territorial, EPT Plaine Commune; Olfa Kechiche, chargée de mission Vrac (Vers un réseau d'achat en commun), EPT Plaine Commune; Pauline Mary, cheffe de projet Observation sociale, SIAO 93 - Interlogement93; Clélie Nallet, cheffe de projet enquête et études, SIAO 93 - Interlogement93; Nolwenn Paquet, chargée d'études, Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie); Magali Ramel, docteure en droit public, chercheure associée à l'Irji (Institut de recherche juridique interdisciplinaire) à l'Université de Tours; Hélène Tavera, membre du collectif 4C, Quartier libre, Paris 18^e; Lucile Vigouroux, chargée de projet, LAB3S Sols, Savoirs, Saveurs, Bondy.

La notion de droit à l'alimentation permettrait de changer nos regards et nos pratiques en matière de lutte contre la précarité alimentaire.

Les quartiers populaires sont confrontés à de fortes difficultés socio-économiques qui influent sur la capacité des habitant-e-s à satisfaire leurs besoins élémentaires. Ainsi, l'accès à une alimentation bonne, saine et durable est encore loin d'être une réalité dans ces quartiers. L'organisation urbaine et commerciale peut venir y renforcer la précarité alimentaire (déserts alimentaires, accessibilité physique, financière, sociale, etc.).

Dès 2010, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et l'Université Paris 6 observaient une prévalence de l'insécurité alimentaire beaucoup plus élevée (14,4 %) dans les quartiers classés en zone urbaine sensible que dans les autres quartiers (5,3 %). Malgré les élans de solidarité et d'entraide, en exacerbant les inégalités sociales, la crise sanitaire a accentué la précarité et le recours à l'aide alimentaire. Certaines familles ont même, pour la première fois, connu la faim. Une étude du Credoc a montré qu'en novembre 2022, 16 % des Français-e-s étaient en situation de précarité alimentaire, déclarant n'avoir pas toujours assez à manger. L'augmentation du coût de la vie et la hausse de certains produits alimentaires posent crûment la question de l'accessibilité à une alimentation de qualité pour toutes et tous, et en premier lieu dans les quartiers populaires.

Ces ateliers se sont déroulés en deux temps.

La matinée du 7 novembre a permis de revenir sur la notion d'insécurité alimentaire et sur les réalités qu'elle recouvre en Île-de-France. Un diagnostic sur l'aide alimentaire, réalisé en 2021 en Seine-Saint-Denis par Interlogement93, a ensuite été présenté. Enfin, Magali Ramel, docteure en droit public, a apporté un éclairage sur la notion d'un droit à l'alimentation qui permettrait de changer nos regards et nos pratiques en matière de lutte contre la précarité alimentaire. Si l'aide alimentaire est souvent présentée comme un « point d'entrée » ou un « levier » pour l'accès aux droits, ce sont les droits fondamentaux dans des domaines tels que le logement, la protection de la santé, l'emploi, protection sociale, etc. qui doivent être considérés. La protection de l'accès à l'alimentation en tant que droit demeure un impensé en France, et les dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire ne s'inscrivent pas dans la perspective d'une approche fondée sur les droits.

La journée du 28 novembre, organisée dans la serre Wangari, à Saint-Ouen-sur-Seine, a donné l'occasion de réfléchir à des solutions pour favoriser l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous, et pour instaurer une démocratie alimentaire dans les quartiers populaires. Elle a commencé par une intervention originale de Mathieu Dalmais qui, sous la forme d'une « conférence gesticulée » intitulée « De la fourche à la fourchette et non l'inverse », a balayé l'ensemble des enjeux politiques et stratégiques à prendre en compte pour construire un système alimentaire démocratique et durable. Mathieu Dalmais a expliqué ce qui l'a poussé à lancer et animer un travail collectif sur une « sécurité sociale de l'alimentation », puis Bernard Friot est revenu sur les conditions de réussite de cette démarche, rappelant ce qui s'est passé entre la fin des années 1950 et les années 1970, lorsque s'est mis en place notre système actuel de sécurité sociale des soins de santé. C'est ce précédent qui, selon lui, fournit des éléments décisifs à actualiser :

comment la logique de sécurité sociale alors mise en œuvre pour les soins de santé pourrait-elle être aujourd'hui étendue à la production d'alimentation, et aussi à d'autres productions comme le logement, les transports, l'énergie ou la culture, voire à toute la production ?

Pour introduire l'après-midi, Lauriane Gabelle, de l'EPT Plaine Commune, et Romain Dhainaut, du Conseil départemental, ont présenté la manière dont leurs projets alimentaires territoriaux (PAT) respectifs permettent d'expérimenter des actions pour promouvoir une démocratie alimentaire dans les quartiers populaires. Un forum rassemblant différentes initiatives locales – le collectif O'Bons légumes de l'Espace 19 (Paris 19^e), la cuisine partagée de Quartier libre (Paris 18^e), le projet « Du potager à la marmite » (Bondy) et Vrac (Vers un réseau d'achat commun) à Plaine commune – a été propice à des échanges riches et intéressants avec les participant-e-s.

CONSTRUIRE UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES - 3^e SÉMINAIRE RÉGIONAL DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Journée – 2 juin – 140 participant-e-s

Avec : *Sabrina Abdi*, directrice du programme Cadre de vie, logement, mobilité et tranquillité, ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires); *Jérémy Almosini*, directeur régional Île-de-France, Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie); *Anne Beauchesne*, directrice de la mission Grande équipe de la réussite républicaine, ANCT; *Philippe Carbasse*, chargé de mission, Unadel (Union nationale des acteurs du développement local); *Tarek Daher*, directeur, Mouvement des Régions; *Céline Guichard*, cheffe de projet développement durable des territoires, Driat (Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports) d'Île-de-France; *Hélène Joinet*, cheffe de projet, Institut Paris Région.

Pour le troisième séminaire régional de la politique de la ville, la préfecture d'Île-de-France s'est associée aux centres de ressources franciliens, dont Profession Banlieue, pour organiser cette journée thématique sur la transition écologique et la justice sociale.

Dans le cadre des travaux menés sur l'évaluation des contrats de ville, la question de la transition écologique dans les quartiers prioritaires apparaît comme un véritable enjeu pour les acteur-ric-e-s de la politique de la ville.

Ce séminaire régional, organisé sous forme de temps d'échanges et de réflexion, visait à aborder la question des inégalités en matière de transition écologique, à présenter les orientations publiques et à mettre en lumière les démarches locales en la matière.

La journée s'est ouverte sur plusieurs temps de discussions qui ont abordé les enjeux autour d'une juste transition dans les quartiers populaires, ainsi que ceux relatifs aux quartiers franciliens et aux stratégies mises en place dans la région. Un dernier temps a été dédié à un « village des ressources » fédérant tous les partenaires mobilisés sur cette thématique de la transition écologique dans les quartiers prioritaires franciliens.

La question de la transition écologique dans les quartiers prioritaires apparaît comme un véritable enjeu pour les acteur-ric-e-s de la politique de la ville.

CHAPITRE

2

***MISSIONS
D'ACCOMPAGNEMENT
ET SOLLICITATIONS***

2.1 Éducation

MASTER CLASS DU PRE DE STAINS

29 novembre – Stains

Afin de mettre en valeur ses actions d'accompagnement des publics atypiques et de renforcer les dynamiques de coopération avec ses partenaires, l'équipe du programme de réussite éducative (PRE) de Stains a organisé une Master Class le mercredi 29 novembre, de 12h à 17h, au studio théâtre de Stains.

Sur la demande du PRE, Profession Banlieue a co-élaboré et animé cette initiative, qui a réuni 34 personnes, en majorité des assistantes maternelles, mais également des professionnelles de l'Éducation nationale (enseignantes, cheffes d'établissements, psychologues scolaires...).

Après un repas partagé, pensé comme un temps d'interconnaissance et de renforcement du réseau des partenaires, Linda Tam, présidente de l'association Agir (Accompagnement des générations pour une insertion réussie) est intervenue sur le thème « Neuro-atypiques mais fantastiques », présentant les différents profils de Dys (personnes souffrant de troubles cognitifs spécifiques des apprentissages), leurs atouts et leurs difficultés, ainsi que les dynamiques d'accompagnement et de prise en charge qui peuvent les aider à vivre une scolarité épanouie.

Ensuite, la coach et thérapeute Sarah Hamai a présenté le dispositif d'accompagnement de gestion des émotions qu'elle pilote, « Les émotions au cœur de l'apprentissage ». Après avoir abordé les différentes difficultés liées à la gestion des émotions, ainsi que leurs causes, elle a expliqué comment il est possible d'identifier et de gérer les troubles émotionnels.

Après ces deux séquences, qui ont donné lieu à des échanges avec l'assistance, un atelier participatif organisé sous forme de fishbowl (format d'animation « en cercle » utilisé pour créer de la discussion et de l'écoute au sein d'un groupe) a porté sur les manières de renforcer la coopération entre le PRE et ses différents partenaires.

SÉMINAIRE NATIONAL DES ÉQUIPES DE PILOTAGE DES CITÉS ÉDUCATIVES – SESSION 3 DÉDIÉE AUX CITÉS ÉDUCATIVES DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL

3 et 4 octobre – Paris

Organisées au Lieu de la transformation publique par l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires) et co-animées par Profession Banlieue et Ressources Urbaines, ces deux journées de séminaire ont rassemblé une centaine d'acteur-ric-e-s des Cités éducatives de l'académie. Elles avaient pour objectifs...

- ...de redonner le cadre de la démarche « Cité éducative »,
- ...de favoriser l'interconnaissance des acteur-ric-e-s,
- ...de s'interroger sur les grands enjeux de cette démarche et sur les rôles de chaque membre de la gouvernance de la Cité éducative,
- ...de pointer les contraintes de chaque institution au sein de la Cité éducative,
- ...d'identifier des pistes de réflexion pour créer une culture commune et un travail transversal au sein de la Cité éducative,
- ...d'ouvrir des pistes de réflexion sur les perspectives de la démarche.

2.2

Médiation sociale, culture, cohésion sociale, participation

LA FÉDÉ – FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE MÉDIATION SOCIALE ET CULTURELLE D'ÎLE-DE-FRANCE

La reconnaissance des métiers de la médiation socio-culturelle a été historiquement portée par Profession Banlieue, qui a activement accompagné la création de La Fédé. Aujourd'hui, le statut des médiatrices est grandement fragilisé par des financements d'adultes-relais gelés qui mettent des associations en danger. Cette difficulté dans le recrutement et le maintien des emplois s'aggrave, dans une période où paradoxalement, le besoin de lieux d'accueil et de proximité pour l'accès aux droits dans les quartiers populaires est exacerbé par la dématérialisation.

Ayant connu une importante phase de renouvellement de son équipe en 2023, Profession Banlieue a été moins présent aux séances du conseil d'administration de la Fédé. Néanmoins, le centre de ressources a continué à suivre les activités de la fédération. Et ce, dans une période importante puisqu'en mai 2023, le député Patrick Vignal a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi portant sur la médiation sociale. Ce projet de loi a pour ambition de fixer clairement le cadre, les objectifs et les modalités d'action de la médiation sociale et d'offrir – enfin – aux professionnel-le-s du secteur une reconnaissance officielle. Le vote de cette loi constituerait une avancée significative à un moment où les quartiers politique de la ville ont plus que jamais besoin d'un accompagnement social et de moyens humains à la hauteur de leurs besoins.

RENCONTRES EUROPÉENNES DE LA PARTICIPATION

27 et 28 juin – Rouen

Lors de l'édition 2023 des Rencontres européennes de la participation, grâce aux témoignages de représentant-e-s de différents collectifs des quartiers ayant expérimenté des formes très diverses d'engagement citoyen pour renforcer la démocratie de proximité là où elle est le plus nécessaire, les membres du groupe de travail « participation » du Réseau national des centres de ressources politique de la ville (voir 3.1) ont animé un atelier sur les leviers, les freins et les formes de l'engagement dans les quartiers. Profession Banlieue a activement participé à l'élaboration, à l'organisation et à l'animation de cet atelier.

Dans un contexte de refonte des contrats de ville, l'occasion a été donnée d'aborder de nombreuses questions touchant l'engagement des habitant-e-s des quartiers populaires dans la mise en œuvre de la politique de la ville : Faut-il continuer à miser sur des instances stables (telles que les Conseils citoyens) ou s'en remettre plutôt à des dispositifs plus adaptables à la diversité des territoires (les tables de quartier, par exemple) ou même plus ponctuels ? Comment faire vivre un dialogue permanent avec les habitant-e-s en permettant aux plus éloigné-e-s, démunie-e-s ou défiant-e-s de retrouver place et sens ? Comment tirer le meilleur parti des ressources collectives

existant partout ? Comment comprendre les priorités, saisir les propositions, susciter et outiller l'action d'intérêt collectif ?

Plus de 40 personnes ont participé à cet atelier, qui s'est articulé en deux séquences : un retour d'expériences de citoyen-ne-s et d'acteur-ric-e-s engagé-e-s sur le terrain, puis des groupes de travail thématiques.

« DES HABITANT-E-S COMME LES AUTRES ? » - PRÉSENTATION DU 5^e RAPPORT PAROLES D'HABITANT-E-S

10 septembre – Paris

Une centaine d'habitant-e-s et de professionnel-le-s de centres sociaux en quartier politique de la ville se sont réuni-e-s le 10 septembre au Palais de la Femme, à Paris, à l'occasion de la publication du 5^{ème} rapport Paroles d'habitant-e-s, intitulé « Des habitant-e-s comme les autres ? ». Cette démarche est portée depuis 2011 par la Fédération des centres sociaux et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville. Gilles Leproust, maire d'Allonnes (Sarthe), Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux de France (FCSF) et Adeline de Lépinay, autrice de « Organisons-Nous ! » (éditions Hors d'atteinte) ont participé à cette manifestation.

Au cœur des échanges et du rapport, la crise sanitaire, bien sûr, qui a amplifié des inégalités préexistantes et les a révélées au grand public : exigüité des logements, promiscuité continue, inégalités face à l'éducation, au numérique... Mais on a vu, aussi, qu'après le choc provoqué par les annonces du confinement et une courte période de sidération, les habitant-e-s ont saisi l'occasion de réinterroger leurs priorités et leurs besoins essentiels en reprenant possession du temps.

La question de l'espace public occupe également une place importante. Si celui-ci est souvent décrit comme un repoussoir, une zone à éviter ou à franchir « tête baissée », sa privation durant des semaines l'a rendu plus désirable. Il a été perçu comme un bien précieux à préserver, à investir, à animer et à connecter à d'autres espaces de la ville, et aussi à partager.

En outre, les propos des habitant-e-s sont marqués par une distance, une défiance entre un « ils » (les élu-e-s, les bailleurs, les acteurs économiques) et un « nous » (les habitant-e-s). Pourtant, les personnes rencontrées veulent encore croire qu'il est possible de faire bouger les choses.

Des ateliers et une table-ronde – composée de professionnel-le-s de la politique de la ville (Agence nationale pour la rénovation urbaine, Union sociale pour l'habitat, Agence nationale de la cohésion des territoires et Question de ville) et de Tarik Touahria – ont permis aux habitant-e-s de témoigner sur les réalités vécues dans leurs quartiers. La difficulté du confinement est beaucoup ressortie, tout comme le sentiment d'appartenance au quartier et la solidarité entre habitant-e-s, malgré des logements souvent insalubres et un sentiment partagé de ne pas être écouté-e-s.

L'après-midi était consacré à la politique de la ville de demain. Les contrats de ville actuels prenant fin en 2023, les participant-e-s se sont interrogé-e-s collectivement sur la participation des centres sociaux et des habitant-e-s au renouvellement des politiques publiques dans les quartiers populaires. Ils-elles ont ainsi pu échanger sur les contrats de ville et la coopération interacteurs, mais aussi sur l'accès aux droits, les partenariats, la jeunesse, l'image des quartiers ou encore le cadre de vie.

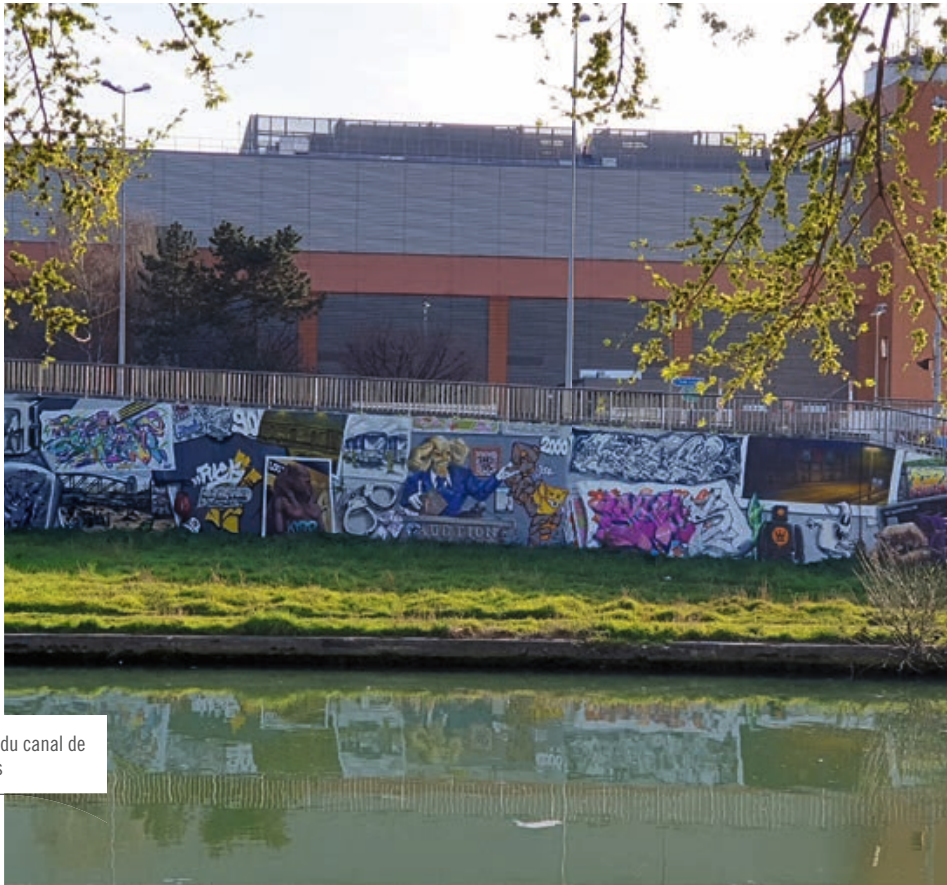
CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE – CANDIDATURE DE PÉRIFÉRIES 2028

Périmétries 2028 était le nom choisi pour défendre la candidature conjointe de la ville de Saint-Denis, de l'Établissement public territorial Plaine Commune et du département de la Seine-Saint-Denis au titre de Capitale européenne de la culture 2028. Dans le cadre de ce projet, Profession Banlieue a participé à plusieurs temps de travail et rencontres.

Le 13 février, le Café Périphéries était un temps convivial organisé pour mettre en relation les acteur-ric-e-s du territoire.

Le 23 février, une rencontre était consacrée à l'évaluation du projet Périphéries 2028.

Le 7 avril s'est tenu le conseil d'influence. Le projet n'ayant finalement pas été sélectionné, ce troisième temps a permis de poser le bilan du dossier de candidature et de faire état des dynamiques lancées pour et par les partenaires engagé-e-s dans la démarche.



Les berges du canal de Saint-Denis

2.3 Santé

Depuis plusieurs années, Profession Banlieue est impliqué dans l'animation des réseaux d'échange et de qualification relatifs aux questions de santé publique. À l'échelle de l'Île-de-France, le centre de ressources joue un rôle particulier de production et de diffusion des connaissances concernant la prise en compte des inégalités sociales et territoriales de santé, avec des publications et ateliers de travail sur les problématiques de santé dans les quartiers prioritaires. Sa participation aux différents réseaux et instances de pilotage contribue à enrichir la réflexion partenariale et à améliorer la prise en compte des besoins de qualification des professionnel-le-s.

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE / DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE SEINE-SAINT-DENIS

Des échanges réguliers ont lieu, et Profession Banlieue a participé...
...à deux réunions organisées en avril et en septembre par la Délégation départementale de l'ARS avec les coordinateur-riche-s des Contrats locaux de santé (CLS),

...au comité de pilotage régional CLS, qui a eu lieu le 22 novembre et a associé les partenaires régionaux et l'ensemble des délégations départementales de l'ARS d'Île-de-France. Ce temps d'échanges a permis de dresser un bilan des CLS en 2023, puis de rappeler la publication du Projet régional de santé – PRS 3 – et de présenter la note de cadrage 2023-2025 des CLS; un point d'actualité a porté sur la formation PACTE CLS et la programmation de travail pour 2024 autour des CLS.

...au comité de pilotage régional CLSM (Conseil local de santé mentale), qui a eu lieu le 12 décembre en visioconférence, et lors duquel ont été abordées la place de la santé mentale dans le PRS 3 et les missions du Centre collaborateur de ressources et d'appui aux CLSM, ainsi que le bilan annuel l'association PromoSanté Île-de-France.

Le 14 mars, à l'occasion de la révision du Projet régional de santé pour la période 2023-2028 et de la préparation des futurs contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 », un après-midi a été organisé conjointement par l'ARS d'Île-de-France et le réseau francilien des centres de ressources politique de la ville (voir 1.6).

PARTICIPATION AUX COMITÉS DE PILOTAGE LOCAUX DES CLS

Les comités de pilotage des collectivités de la Seine-Saint-Denis élaborent des Contrats locaux de santé (CLS) établis entre les villes, l'ARS d'Île-de-France, la préfecture et le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et certains hôpitaux. L'ensemble des acteurs sanitaires et sociaux impliqués localement sur le territoire y sont associés.

Profession Banlieue a participé aux comités de pilotage des villes d'Épinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine et Romainville, ainsi qu'à l'assemblée plénière du Conseil local de santé mentale (CLSM) intercommunal d'Épinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine et Villetaneuse.

FABRIQUE TERRITOIRES SANTÉ

Réseau associatif national créé en 2011, Fabrique Territoires Santé soutient le développement des démarches territoriales de santé (Atelier santé ville, Contrat local de santé, Conseil local de santé mentale, etc.), ainsi que les porteur-e-s de ces dynamiques dans les territoires concernés par les inégalités sociales et territoriales de santé, notamment les quartiers de la politique de la ville.

Administrateur de Fabrique Territoires Santé depuis sa création, Profession Banlieue a intégré le bureau de l'association en 2016 pour y assurer la fonction de trésorier. Il s'agit d'un investissement important dans la vie de cette structure, puisque cela implique de participer, chaque année, à plus d'une vingtaine de réunions officielles (conseil d'administration, bureau, assemblée générale, rencontre nationale, webinaire...), ainsi qu'à plusieurs réunions d'appui autour des questions comptables et budgétaires.

PROMOSANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

Initée depuis trois ans, le partenariat avec l'association PromoSanté Île-de-France (carrefour des ressources et des pratiques en promotion de la santé), et les trois autres centres de ressources politique de la ville franciliens (Pôle ressources Ville et développement social, Pôle ressources politique de la ville de Paris et Ressources Urbaines) a donné lieu à l'organisation d'une journée d'accueil pour les nouveaux coordonnateur-ric-e-s des démarches territoriales de santé d'Île-de-France (voir 1.6).

Profession Banlieue participe également à un sous-groupe rassemblant plusieurs coordonnateur-ric-e-s de la région, chargé de mettre à jour « La Boussole de la démarche locale en santé ».

PARTICIPATION À DIVERS ÉVÉNEMENTS EN LIEN AVEC LES QUESTIONS DE SANTÉ

Profession Banlieue a participé aux événements suivants :

- › Le 9 mars, webinaire de Convergence 93 pour présenter les diagnostics santé réalisés auprès des jeunes suivi-e-s par les missions locales.
- › Le 17 mars, bilan en visioconférence de la première année de formation « La santé mentale dans mon quartier, » mise en œuvre par le CC-OMS (Centre collaborateur de ressources et d'appui aux CLSM) dans les quartiers prioritaires.
- › Le 12 avril, présentation en visioconférence du service attentionné à destination des assuré-e-s en transition de genre par le Département des solidarités de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Seine-Saint-Denis.
- › Le 26 avril, à Strasbourg, journée « La santé dans les contrats de ville » organisée par le Réseau français Villes-Santé.
- › Le 13 juin à Paris, journée d'échanges « Médiation, participation et réduction des inégalités de santé » organisée par La Fédé (fédération des associations de médiation sociale et culturelle d'Île-de-France).
- › Le 14 décembre, à Saint-Ouen-sur-Seine, matinée de restitution (par l'ARS d'Île-de-France et La Fédé) de la démarche de concertation menée dans le cadre du Projet régional de santé PRS 3.



2.4 Jeunesse

FORUM DE LA MOBILITÉ EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

27 octobre – Montreuil

Organisé par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, le Forum de la mobilité européenne et internationale a pour vocation de présenter aux jeunes (18 à 30 ans) des offres de mobilité à l'étranger en fonction du projet de chacun-e (séjour linguistique, voyage solidaire, études, découverte...). Le Forum s'est tenu le 27 octobre, de 14h à 20h, à l'Hôtel de Ville de Montreuil.

Conçu et organisé avec de nombreux·ses acteur·rice·s jeunesse du département, il a proposé...

...des stands de professionnel·le·s de la mobilité, pour accompagner les jeunes dans leurs projets,

...des témoignages de jeunes ayant eu une expérience à l'étranger,

...des jeux, des quiz, un vidéobooth et des solutions pour partir,

...la représentation de la pièce de théâtre « Vivaces : jeunes de quartier, le pouvoir des mots » du Kygel Théâtre (voir 1.2) qui propose un regard « plus juste et plus étoffé du monde » et invite à dépasser le double écueil auquel sont confrontées les classes populaires : d'un côté une vision d'en haut, contribuant parfois à la stigmatisation, de l'autre une forme de romantisme naïf. Cette représentation était introduite par Profession Banlieue, qui a ensuite animé un débat.

2.5

Développement économique et emploi

CONTRIBUTION AUX COMITÉS D'APPUI DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA) DE LA SEINE-SAINT-DENIS

26 janvier et 6 avril – Bobigny

Piloté par la Fédération des œuvres laïques (FOL93), le DLA soutient l'activité, la création et le développement de l'emploi des structures établies en Seine-Saint-Denis qui développent des activités d'utilité sociale à travers des missions d'accompagnement conduites par des intervenant-e-s spécialisé-e-s.

Pour sa mise en œuvre, le DLA s'appuie notamment sur un comité d'appui composé de représentant-e-s du milieu associatif, du développement local, du monde institutionnel et du champ économique.

Profession Banlieue a participé à deux comités d'appui en 2023. Ces réunions avaient pour objectifs d'étudier les demandes d'accompagnement des associations du département, mais aussi d'enrichir les diagnostics et les préconisations pour les suivis.

PARTICIPATION AU SÉMINAIRE NATIONAL « POLITIQUE DE LA VILLE ET ESS : VERS DE NOUVELLES ALLIANCES »

25 janvier – Pierrefitte-sur-Seine

Le Réseau des collectivités territoriales pour une économie populaire (RTES) et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) ont consacré ce séminaire aux enjeux nationaux de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de la politique de la ville, en particulier dans le cadre de la préparation des futurs contrats de ville.

Dans le cadre du Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) et du groupe de travail « Club DévÉco », l'équipe de Profession Banlieue a été sollicitée pour aider à animer des ateliers du séminaire.

Benjamin Roger, responsable de l'Observatoire national de l'ESS, a relayé une étude de cet observatoire et rappelé le rôle que joue l'économie sociale et solidaire dans les quartiers populaires, où elle est proportionnellement plus présente que les services publics et les entreprises privées, et pourvoyeuse d'emplois par les associations de proximité. L'ESS joue un rôle structurant en créant des activités et en contribuant à la cohésion sociale, notamment grâce à l'implication des habitant-e-s et la création d'espaces de solidarité (tiers-lieux, conciergeries, garages). Par ailleurs, les structures de l'ESS, maillons importants dans les filières de la transition (recyclage, agriculture urbaine, etc.), créent de la valeur au-delà des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Elles sont ainsi intégrées dans les projets alimentaires territoriaux (PAT) et les plans climat air énergie territoriaux (PCAET). Il est aujourd'hui nécessaire d'accompagner ces structures vers de nouveaux secteurs et de réfléchir sur les nouvelles qualifications possibles, mais aussi de penser la mixité, puisque l'ESS mobilise en majorité des femmes et des jeunes.

La deuxième partie du séminaire a été centrée sur des préconisations pour que l'ESS soit prise en compte dans les politiques publiques, notamment dans les contrats de ville. Selon les élu-e-s et les professionnel-le-s présent-e-s, la réécriture des contrats de ville fournit l'occasion de changer d'approche sur l'ESS. Avant tout, celle-ci doit entrer dans le droit commun et ne plus se contenter de pallier les défaillances publiques sur les territoires. Les participant-e-s ont maintes fois insisté sur la prise en compte des dynamiques des territoires et de leurs spécificités dans le déploiement des contrats de ville, ainsi que sur l'indispensable coopération entre habitant-e-s, acteur-ric-e-s de l'ESS et collectivités, notamment par la création d'espaces ouverts.

Les propositions issues du séminaire vont être présentées à l'État et aux associations d'élue-s avant les négociations sur les contrats de ville 2024-2030.

SUIVI DU PLAN RÉGIONAL D'INSERTION POUR LA JEUNESSE

Dans le cadre de son partenariat avec la préfecture d'Île-de-France, Profession Banlieue poursuit son accompagnement et sa valorisation du Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PriJ), déployé par la préfecture de région depuis 2018 afin de repérer et d'aller vers les jeunes « invisibles » en décrochage.

En 2023, avec l'appui du réseau des missions locales Convergence 93, Profession Banlieue a réalisé une fiche décryptage sur le contrat d'engagement jeunes en rupture (CEJ-JR) et son inscription dans le PriJ. Disponible sur les sites du PriJ (rubrique actualités) et de Profession Banlieue (rubrique Publications - Les fiches d'expérience), cette fiche, qui contribue à la lisibilité du CEJ-JR, reprend les éléments de l'appel à projets du dispositif. Elle propose également un schéma de synthèse des dispositifs d'accompagnement renforcé des jeunes en Seine-Saint-Denis.

En complément, Profession Banlieue a interrogé les structures BimBamJob et Abajad, qui ont candidaté en consortium à l'appel à projet du CEJ-JR en 2022. Leur témoignage a souligné la complémentarité entre ce dispositif et le PriJ, notamment pour le renforcement des approches « d'aller-vers ».

PARTICIPATION AUX ASSISES DE L'EMPLOI ORGANISÉES PAR PLAINE COMMUNE

12 mai, 1^{er} juin, 16 juin – Saint-Denis

Profession Banlieue a participé à trois des dix-huit réunions organisées par la Direction de l'emploi et de l'insertion de Plaine Commune autour de la reconfiguration de sa politique de l'emploi, et particulièrement sur les liens avec la politique de la ville.

Les ateliers portaient sur trois thématiques :

- › Comment renforcer les coopérations entre politique de la ville et politiques de l'emploi ?
- › La politique de l'emploi au rendez-vous de la politique de la ville et de l'ESS.
- › L'insertion par l'activité économique (IAE).

PARTICIPATION À LA JOURNÉE NATIONALE DES 30 ANS DU PARRAINAGE POUR ET DANS L'EMPLOI

3 juillet – Paris

Profession Banlieue a participé à la journée organisée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) afin de valoriser les pratiques du parrainage et à ses acteur·rice·s.

Un retour a été proposé sur les principaux enseignements de l'évaluation du parrainage en tant qu'outil privilégié de la politique de la ville. Dans le cadre de leurs politiques de ressources humaines, de nombreuses entreprises, telles qu'Eiffage, encouragent en effet leurs collaborateur·rice·s à parrainer des jeunes et à faire connaître leurs métiers. La coopération avec les Cités de l'emploi montre des résultats positifs, avec une approche personnalisée des publics, tandis que celle avec les Cités éducatives est à renforcer pour favoriser le lien entre le monde de l'entreprise et les équipes scolaires. Quelques points de vigilance ont été soulevés. Plusieurs acteur·rice·s du secteur ont notamment pointé une mise en concurrence entre les dispositifs de parrainage et ceux du mentorat lors de recherches de financement (et ce, malgré une complémentarité des accompagnements), ainsi qu'un besoin de moyens financiers et humains et une meilleure coordination sur certains territoires.

CONTRIBUTION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'INSER'ÉCO 93

23 juin – Pantin

Profession Banlieue a été sollicité pour co-animer avec France Active Métropole la table-ronde de l'assemblée générale d'Inser'Éco 93, le réseau des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

La Drieets 93 (unité départementale de la Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et les élu·e·s chargé·e·s de l'emploi et de l'insertion des établissements publics territoriaux (EPT) ont été invité·e·s à aborder les enjeux du territoire. Et ce, dans un contexte où, après trois ans de mise en œuvre du Pacte d'ambition, et malgré des résultats encourageants en Seine-Saint-Denis, les SIAE font toujours face à de nombreuses difficultés : problématiques de locaux, difficultés de recrutement des publics et/ou des professionnel·le·s, difficile accès aux marchés publics, montants insuffisants au regard des problématiques du territoire, retards de paiement des subventions, difficultés à trouver des co-financeurs...

Les participant·e·s à la table-ronde sont d'abord revenu·e·s sur le rôle des instances invitées dans l'appui au développement des SIAE en Seine-Saint-Denis : comment ces stratégies sont articulées à différentes échelles avec les orientations nationales, et comment les outils de la politique de la ville peuvent être mobilisés.

Une deuxième séquence a permis d'évoquer les bonnes expériences de partenariat avec les SIAE, ainsi que le renforcement des coopérations entre ces structures et les territoires pour dynamiser et sécuriser les parcours et les emplois en insertion.

PARTICIPATION À LA PLÉNIÈRE DE L'EMPLOI D'AUBERVILLIERS

26 septembre – Aubervilliers

Organisée par la mairie d'Aubervilliers, la Plénière de l'emploi visait à enrichir le réseau d'acteur-ric-e-s locaux intervenant autour de la demande d'emploi.

Cette manifestation a permis de présenter des projets (association Vergers Urbains) et des formations (Withtaker), mais aussi d'informer sur les besoins des acteur-ric-e-s en matière de recrutement (RATP).

Entre autres actualités, l'ouverture de la Digitale Académie d'Aubervilliers (un tiers-lieu où une trentaine de jeunes seront coaché-e-s et accompagné-e-s pour suivre en distanciel les études supérieures de leur choix, de façon à lutter contre le décrochage et l'isolement) a été évoquée, ainsi que l'inauguration de la Mission emploi de la ville d'Aubervilliers.

PARTICIPATION AUX JOURNÉES NATIONALES ALLIANCES VILLE EMPLOI

19 décembre – Paris

Profession Banlieue a participé à la deuxième journée de cette rencontre nationale, lors de laquelle les clauses sociales ont été présentées en tant qu'outils privilégiés des achats socialement responsables. L'utilité de ce dispositif a été mis en avant, pointant cependant une difficulté à l'élargir au-delà du secteur des services. L'accent a été mis sur le rôle essentiel de l'impulsion politique, ainsi que sur les facilitateur-ric-e-s de clauses sociales, postes sur lesquels il s'avère utile d'investir pour renforcer le dispositif.

Lors de l'atelier consacré à l'insertion socio-professionnelle des réfugié-e-s, une maison de l'emploi du Sud-Ouest, une collectivité territoriale du Sud-Est et un grand groupe de construction ont présenté leurs politiques d'insertion à destination de ces publics.

Un atelier consacré à l'emploi au service de la politique de la ville a soulevé le rôle des Cités de l'emploi, qui créent des dynamiques intéressantes mais dont la pérennité n'est pas assurée, ainsi que l'accompagnement des porteur-e-s de projet vers le droit commun. Les crédits spécifiques ont été identifiés comme un frein potentiel à l'adaptation au territoire des dispositifs, notamment pour les zones rurales ou les zones sortantes de la géographie de la politique de la ville. Il en est ressorti qu'il est important de continuer à établir des passerelles avec d'autres stratégies telles que le FSE (Fonds social européen) ou la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Le dernier atelier a permis de présenter les dispositifs d'insertion des seniors, qui sont de plus en plus nombreux à être inscrits comme demandeurs d'emploi. Il a été rappelé que les collectivités et les structures associatives leur proposent des accompagnements spécifiques, généralement centrés sur la confiance en soi et la remobilisation, et que les régies de quartier sont des employeuses privilégiées de ces profils, notamment des seniors peu qualifié-e-s. En revanche, les intervenant-e-s ont déploré le peu de mesures incitatives mises en place par l'État pour favoriser le recrutement des seniors.

EMPLOI ET TRANSITIONS DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRIBUTION À LA PUBLICATION DU CLUB DÉVÉCO

Le 16 juin 2023, via son Club DévÉco, le Réseau national des centres de ressources politique de la ville a proposé un webinar de décryptage destiné à éclairer les professionnel-le-s sur les évolutions de l'emploi dans les quartiers populaires face aux enjeux de transitions écologiques. Une publication reprenant les éléments de ce webinar a été publiée en octobre avec la participation de Profession Banlieue (voir 4.4).

Économiste à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), Thomas Gaudin a posé le contexte autour des enjeux écologiques et de leur articulation avec les enjeux sociaux. Le sociologue Emmanuel Sulzer, ingénieur de recherche au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), a indiqué des pistes pour qualifier l'évolution des métiers.

Le témoignage de Sébastien Lévrier, cofondateur et directeur associé de l'agence de conseil en innovation sociale Les Petites Rivières, portait sur les filières à explorer. Il a expliqué que l'incubation culinaire, le réemploi et la réutilisation de matériels informatiques et numériques, ou encore l'auto-réparation, sont créatrices de nouveaux métiers et peuvent favoriser l'insertion professionnelle des habitant-e-s. Cela nécessite toutefois de transmettre des savoir-faire et de créer de nouvelles formations, mais aussi de penser l'évolution de l'insertion à long terme (monter sa propre activité, faire évoluer ses compétences...). Par ailleurs, Sébastien Lévrier a souligné que le soutien des collectivités et de l'État aux démarches expérimentales territoriales est essentiel, en particulier sur des initiatives telles que le Pôle territorial de coopération économique (PTCE) dédié aux métiers de la transition écologique sur le vélo en Île-de-France. La généralisation du dispositif Action de formation en situation de travail (Afest) pour les métiers de la transition dans les structures de l'ESS dans les QPV est une autre piste intéressante.

Enfin, Lucie Becdelièvre (Alliances Ville Emploi) et Caroline Olivier (Maison de l'emploi de Strasbourg) ont apporté un éclairage sur les démarches à opérer en matière d'emploi et de compétences, notamment la promotion des métiers auprès des jeunes et des demandeur-e-s d'emploi, l'accompagnement des entreprises dans l'expérimentation de nouvelles méthodes de recrutement notamment, ou encore la fidélisation des salarié-e-s. Elles ont signalé que les clauses d'insertion constituent un levier efficace.

SUIVI DE LA DÉMARCHE DU COMITÉ ECO

7 et 23 septembre, 12 octobre – Saint-Denis

Profession Banlieue a participé aux temps de rencontres et d'information du Comité ECO et rencontré l'équipe pour échanger autour de ce projet, qui se construit sur le territoire de Plaine Commune afin de valoriser, d'accompagner et de fédérer les initiatives locales qui œuvrent pour la transition écologique, économique, et solidaire, en prêtant une attention particulière aux besoins des habitant-e-s des quartiers populaires.

Le travail d'identification et de facilitation étant bien avancé, et réseau comptant désormais un nombre suffisant d'adhérent-e-s, le lancement d'une monnaie locale complémentaire, l'ECO, est prévu au printemps 2024 sur les communes de Saint-Ouen, Saint-Denis et L'Île-Saint-Denis.

Au-delà d'un moyen de paiement local, la carte ECO est un outil de recensement des initiatives; elle permet même de valoriser, par un système de points, la participation des utilisateur-ric-e-s à des actions du territoire.

2.6 Laïcité et lutte contre les discriminations

PARTICIPATION AUX RENCONTRES NATIONALES DE L'OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DES DISCRIMINATIONS ET DE L'ÉGALITÉ DE LA SEINE-SAINT-DENIS

19 et 20 octobre – Saint-Denis

Organisées par l'Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité de Seine-Saint-Denis et introduites par Oriane Filhol, conseillère départementale à la lutte contre les discriminations, ces rencontres étaient dédiées aux discriminations ethno-raciales. Elles s'inscrivaient ainsi dans la commémoration de la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.



Lever de soleil
sur Stains

Le 19 octobre, avec les interventions des chercheur-e-s et acteur-ric-e-s associatif-ve-s et celle de l'humoriste Tahnee, un regard rétrospectif était porté sur l'histoire de la marche de 1983, sur les luttes anti-racistes et sur l'évolution des discriminations en France au cours des quatre dernières décennies. Des collectivités menant une politique volontariste sur ce terrain étaient invitées à partager leurs expériences.

Le lendemain, les représentant-e-s des collectivités et associations de Seine-Saint-Denis ont échangé, dans le cadre d'ateliers, sur la lutte contre les discriminations ethno-raciales.

PARTICIPATION AUX 21^{èmes} RENCONTRES DE L'OBSERVATOIRE DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

9 mars – Bobigny

Le 9 mars, l'Observatoire départemental des violences faites aux femmes de la Seine-Saint-Denis a organisé une journée consacrée à la prévention et au repérage des violences sexuelles.

Un état des lieux a été présenté.

Alors que la prise en charge des victimes par la justice s'améliore, tout comme la vigilance envers les conjoints violents, le nombre de violences signalées ne recule pas, notamment du fait d'une prise de parole croissante des femmes et d'une meilleure écoute des professionnel-le-s.

Différentes mesures – formation des magistrat-e-s sur le sujet, spécialisation de quinze magistrat-e-s du parquet de Bobigny sur les violences conjugales, diffusion d'une culture de vigilance sur les conjoints violents – ont permis d'améliorer la réponse pénale.

Pour autant, de nombreuses difficultés persistent sur la prise en charge des violences sexuelles faites aux enfants, dont les agresseurs sont souvent des proches. C'est ce qu'a souligné la Ciivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) en faisant état d'une étude d'où il ressort, entre autres constats, que le repérage de ces violences est très difficile, et aussi que la prise en charge judiciaire est à améliorer au niveau du signalement et de son suivi, de l'enquête (les enfants sont souvent confronté-e-s à leurs agresseurs) et des condamnations (rarement prononcées). La Ciivise a présenté son kit de formation, qui aide les professionnel-le-s à repérer les violences sexuelles faites aux enfants.

L'Unité médico-judiciaire (UMJ) de Bondy, la Maison des femmes de Saint-Denis et une psychologue coordinatrice de l'unité spécialisée d'accompagnement du psycho-traumatisme des adultes (USAP 93) de l'hôpital Robert-Ballanger ont évoqué les mesures prises pour adapter la prise en charge médicale des victimes. Ont été notamment abordées les permanences assurées par la police pour déposer plainte à l'hôpital, celles de SOS Victimes, une permanence d'avocat-e-s à venir, ou encore la possibilité d'être orienté-e vers un parcours de soins sans dépôt de plainte.

Enfin, l'alerte a été donnée sur la santé mentale, insuffisamment prise en charge : les violences psychologiques ne permettent pas de délivrer d'interruption temporaire de travail, et faute d'un nombre suffisant de professionnel-le-s formé-e-s, les thérapies de psycho-traumatismes sont chères. En revanche, la possibilité d'obtenir des mesures de protection en cas de violences psychologiques constitue une avancée.

2.7

Ingénierie de la politique de la ville

LE GRAND 8 DE L'UNIVERSITÉ PARIS 8

28 septembre – Saint-Denis

L'équipe de Profession Banlieue s'est mobilisée pour participer au Grand 8, manifestation annuelle organisée par l'Université Paris 8 du 28 au 30 septembre.

À côté d'événements festifs, ces journées rassemblaient plus de 200 partenaires présents sur des stands et répartis dans différents villages (institutionnel, logement, emploi, associatif, santé, services universitaires, loisir et culture, développement durable et marché du Grand 8).

Ce temps de rencontre avec les étudiant-e-s a permis à Profession Banlieue de valoriser sa fonction ressources sur de nombreuses thématiques liées aux quartiers populaires, et plus largement de renforcer ses liens avec l'Université.

TABLE-RONDE : UN MASTER EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES, ET APRÈS ? – UNIVERSITÉ PARIS 8

19 septembre – Saint-Denis

Dans le cadre de la quinzaine d'intégration destinée aux étudiant-e-s du master « Monde Méditerranéen en mouvement », Profession Banlieue est intervenue au cours d'une table-ronde sur le thème « Un master en sciences humaines et sociales, et après ? ».

Il s'agissait, aux côtés d'autres professionnel-le-s représentant une diversité de structures (Plaine Commune, Association Revivre, Coordination Sud, Université Paris 8), de présenter une trajectoire universitaire et professionnelle, d'identifier les compétences que peuvent nécessiter les différents postes occupés à l'issue du parcours, et d'évoquer la manière de valoriser une formation en sciences humaines et sociales sur le marché du travail. Une telle intervention contribue concrètement à renforcer les liens entre le monde professionnel du territoire et monde universitaire. Un partenariat s'est noué avec le Master, et un atelier a été mené avec les étudiant-e-s de la promotion 2023-2024 autour des métiers de « référents de parcours » impliqués dans le Programme régional d'insertion pour la jeunesse (Prij).

FORMATION À LA POLITIQUE DE LA VILLE DES RESPONSABLES DE SITES DU BAILLEUR LOGIREP

25 avril – Suresnes

Suite à la création d'un service développement social urbain (DSU) au sein de Logirep, la direction Île-de-France et Normandie de ce bailleur social a sollicité Profession Banlieue pour animer une demi-journée d'échanges et de sensibilisation à la politique de la ville destinée à quinze responsables de sites. Cette formation s'est articulée en trois principales séquences :

- › Une présentation de la politique de la ville (son évolution, les grands thèmes, l'actualité) ;
- › Une discussion sur la Gestion urbaine et sociale de proximité (Gusp), avec un rappel des enjeux de la coopération entre bailleurs, collectivité et habitant-e-s ;
- › Une définition et enjeux liés à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

CONSEIL DOCTORAL DE L'UNIVERSITÉ PARIS 8

31 janvier – visioconférence

Depuis plusieurs années, Profession Banlieue participe au Conseil doctoral de l'Université Paris 8. Cette instance permet de porter un regard sur les thèses soutenues par l'Université et d'appréhender les objets de recherches de l'année en cours. Au-delà des thèses présentées, le Conseil doctoral s'intéresse également à l'insertion des jeunes chercheur-e-s dans le monde du travail, ainsi qu'à la valorisation de la recherche auprès des acteurs-riche-s du territoire.

RÉUNIONS PARTENARIALES PARIS TERRES D'ENVOI POUR LES NOUVEAUX CONTRATS DE VILLE

8, 22 et 29 novembre – Aulnay-sous-Bois

L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol s'est associé à Profession Banlieue pour préparer les introductions des réunions partenaires thématiques du territoire, organisées en amont de la rédaction des futurs contrats de ville.

Ces réunions, qui portaient sur différents thèmes – environnement urbain et cadre de vie, santé et sport, éducation, emploi, insertion et formation – se sont tenues en présence de professionnel-le-s de l'EPT, de conseillers du cabinet Mensia (conseil en stratégie, organisation et management), et d'un membre de l'équipe de Profession Banlieue. Celui-ci a contribué à éclaircir ces thématiques, aidant les professionnel-le-s à mieux aborder et cerner les enjeux.

PRÉSENTATION AUX DÉLÉGUÉ-E-S DU PRÉFET DES ENSEIGNEMENTS DU GROUPE DE TRAVAIL « POUR DES COOPÉRATIONS RENFORCÉES DANS LES CONTRATS DE VILLE »

9 mars – visioconférence

Suite au travail mené en 2022 par Profession Banlieue sur les coopérations et la gouvernance dans les contrats de ville (cf. rapport d'activité 2022), l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a demandé au centre de ressources de présenter les enseignements du groupe de travail constitué pour réfléchir sur ce sujet. Cette présentation s'est faite lors d'un séminaire national dédié aux délégué-e-s du Préfet.

Il s'agissait d'expliciter la démarche, basée sur une approche très concrète et tirant profit de l'expérience des professionnel-le-s réuni-e-s par le groupe. Cinq préconisations ont ensuite été mises en discussion, de façon à en analyser les freins et les leviers. Puis la seconde partie du séminaire proposait aux participant-e-s d'expérimenter la méthode du groupe, en leur demandant, pour chacune des propositions retenues, d'apporter des éléments de réponse à deux questions : « concrètement, comment mettre en œuvre dès 2023 les mesures identifiées ? » et « quel rôle et quelle responsabilité du délégué du Préfet ? » .

RECHERCHE ACTION COLLABORATIVE SUR LES NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATIONS DANS LES CONTRATS DE VILLE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

Le programme « Nouveaux Accords » est une recherche action collaborative sur les contrats de ville menée par La 27e Région (laboratoire associatif de transformation publique), en partenariat avec l'ANCT, la Métropole Aix-Marseille Provence, la Communauté urbaine de Dunkerque et la ville de Vitry-le-François. Afin de nourrir les réflexions sur la nouvelle contractualisation, un travail d'enquête et d'expériences concrètes a été effectué sur les territoires pilotes, complété par une série d'ateliers d'échanges entre professionnel-le-s de terrain de la politique de la ville qui se sont tenus jusqu'à la fin de l'année 2023.

Profession Banlieue participait au « groupe miroir » du programme, au sein duquel des acteurs et réseaux régionaux et nationaux de la politique de la ville ont pu partager l'avancement du programme, mais aussi capitaliser et diffuser le plus largement possible ses enseignements. Il a été question, entre autres, du diagnostic comme outil de lutte contre l'invisibilité des contrats de ville, de l'intégration des habitant-e-s dans les dynamiques de partenariat du contrat de ville, ou encore de la possibilité d'envisager une géographie prioritaire de l'adaptation au dérèglement climatique.

LANCEMENT DES DÉMARCHES DE CONCERTATION PRÉALABLES AUX NOUVEAUX CONTRATS DE VILLE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

13 juin – Gagny

Dans le cadre de la préparation des nouveaux contrats de ville, l'État a souhaité impulser une grande démarche de concertation sur l'ensemble des territoires politique de la ville. Destinée à écouter les besoins des habitant-e-s et acteur-ric-e-s de ces territoires en amont de l'élaboration des contrats de ville, cette démarche reposait sur le travail de la Commission nationale « participation citoyenne des quartiers », qui a animé et participé à de nombreuses rencontres, mais également sur la tenue de réunions de concertation dans les territoires.

Pour le département de la Seine-Saint-Denis, et dans le cadre du partenariat entre la préfecture du département et Profession Banlieue, il a été convenu que l'association participerait à l'ensemble de ces temps de concertation, de façon à en capitaliser les échanges, mais surtout pour élaborer, à l'issue du processus, une synthèse générale détaillée qui serait ensuite remontée au niveau national.

En présence du ministre délégué à la politique de la ville, de nombreux-ses élu-e-s se sont réuni-e-s le 13 juin à Gagny pour lancer cette démarche départementale avec des représentant-e-s de

la commission sur la participation citoyenne et de la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Les prises de paroles, nombreuses, ont confirmé les attentes fortes des habitant-e-s du territoire en matière d'amélioration de leurs conditions de vie. Plusieurs groupes avaient préparé leurs interventions, en particulier les jeunes. Beaucoup ont porté sur le droit commun (logement, hôpital, école...), et les pouvoirs publics ont également été interpellés et appelés à l'aide face à des situations de précarité importantes.

RENFORCER LA COOPÉRATION ENTRE EST ENSEMBLE ET LA CAF 93 DANS LES NOUVEAUX CONTRATS DE VILLE

13 juillet, 26 septembre, 15 novembre – Rosny-sous-Bois

En 2023, année durant laquelle les villes et les établissements publics territoriaux (EPT) se sont engagés dans un processus de refonte de la politique de la ville afin d'aboutir à la signature d'une nouvelle génération de contrats de ville au 31 mars 2024, la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) a signé sa nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) avec l'État pour la période 2023-2027.

Ce contexte de renouvellement et d'évolution des politiques contractuelles nationales s'avère particulièrement propice au renforcement de la coopération entre les Caf et les EPT en matière de politique de la ville. Dans cette optique, l'EPT Est Ensemble et la Caf 93, accompagnés par Profession Banlieue, ont décidé d'œuvrer dans cette voie en définissant leur cadre de travail commun, cette démarche s'inscrivant dans la convention partenariale pluriannuelle liant le centre de ressources et la Caf 93.

Plusieurs ateliers de travail en visioconférence et en présentiel ont permis d'élaborer un cahier des charges coopératif structuré autour de trois axes opérationnels :

- › Identifier les bon-ne-s interlocuteur-ric-e-s au sein la Caf 93 et d'Est Ensemble, et les mettre en relation en fonction des niveaux de responsabilités, des champs d'action et des échelles d'intervention ;
- › Mieux mettre en partage les ressources documentaires et les données statistiques ;
- › Construire une interconnaissance des dispositifs de financement pour une meilleure articulation et une orientation optimale des crédits spécifiques et du droit commun.

Ce cahier des charges, validé en début d'année 2024, sera mis en application au cours du premier semestre.

Cette démarche, à laquelle ont notamment contribué Sandra Benedetti (conseillère technique en développement de projet à la Caf 93), Théo Schepens (responsable du pôle politique de la ville et accès aux droits d'Est Ensemble) et Valérie Busson (chargée de projets territoriaux pour la Caf 93), fera l'objet d'une évaluation régulière. Elle est susceptible d'être étendue aux autres EPT du département, c'est-à-dire Grand Paris Grand Est et Paris Terres d'Envol.

2.8 Transitions

ÉTUDE SUR L'ARTICULATION URBAIN / SOCIAL DANS LE NPNRU

Septembre 2023 à mars 2024 – Stains et Sevrans

Dans le contexte des nouveaux contrats de ville et des enjeux d'articulation entre le volet urbain et le volet social, Profession Banlieue a commandé une étude à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Ainsi, de septembre 2023 au 1^{er} mars 2024, un groupe d'étudiant-e-s en master 2 « Métiers du politique et de l'action publique territoriale » a mené des recherches sur la politique de la ville en Seine-Saint-Denis.

Les étudiant-e-s se sont plus particulièrement intéressé-e-s à l'articulation urbain/social dans les deux plans de rénovation urbaine mis en œuvre depuis 2003. Ils se sont penchés sur les conventions Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) et les contrats de ville, essayant de voir s'il y a eu un basculement notable entre le premier plan de rénovation urbaine, considéré comme très centré sur l'aménagement et le recyclage de logements, et le second (le nouveau programme national de renouvellement urbain, ou NPNRU), en cours d'application et censé aller plus loin que le premier.

Cette étude comporte également un volet de recherche sur le terrain. De nombreux entretiens ont été menés dans le quartier des Beaudottes, à Sevrans (établissement public territorial Paris Terres d'Envol) et celui du Clos-Saint-Lazare, à Stains (EPT Plaine Commune), que ce soit auprès des fonctionnaires territoriaux des collectivités, des fonctionnaires d'État ou même des élu-e-s. Ce travail donnera lieu à une restitution auprès des EPT et des professionnel-le-s concerné-e-s.

CONSTRUIRE ENSEMBLE LES QUARTIERS DE DEMAIN - ÉTAPE FRANCILIENNE DES JOURNÉES RÉGIONALES DE L'ANRU

4 juillet – Paris

Dans le prolongement de ses journées nationales de septembre 2022, l'Agence nationale pour le renouvellement urbain (Anru) a organisé dans les régions une série de journées mettant en lumière des expériences locales autour de la rénovation urbaine. L'étape francilienne a eu lieu le 4 juillet au Ground Control, à Paris.

Cet événement a permis de réunir les acteurs régionaux, de présenter l'actualité autour du renouvellement urbain, d'aborder les défis propres au territoire régional et d'approfondir certaines thématiques prépondérantes, notamment dans le cadre de la nouvelle démarche « Quartiers Résilients ».

La journée s'est ouverte avec une plénière consacrée au lien entre le renouvellement urbain et les solidarités territoriales en Île-de-France, avec un accent porté sur la question de la reconstruction de l'offre et du relogement. Ensuite, des retours d'expériences territorialisés ont été présentés sur différentes thématiques : copropriétés, ambition économique et exécution financière du NPNRU (nouveau programme national de renouvellement urbain). La matinée s'est clôturée par une présentation de l'importance de la thématique de la santé dans la démarche « Quartiers Résilients ».

Durant l'après-midi, après une présentation de projets et de démarches innovantes, différents ateliers ont été organisés : les participant-e-s ont parlé croisement des approches, prise en compte des enjeux de la sûreté et revue de projets « Quartiers Résilients ».

CHAPITRE 3

***LE RÉSEAU DES CENTRES
DE RESSOURCES***

3.1 Le réseau national



Le Réseau national des centres de ressources de la politique de la ville (RNCRPV) regroupe les 19 centres de ressources de métropole et d'Outre-mer.

Forts de leurs spécificités, le plus souvent reflets de leur ancrage local, les centres de ressources politique de la ville s'appuient sur leur réseau national pour tirer parti de leurs complémentarités. Ce réseau a pour objet de mettre en commun des sources, des ressources et des analyses. Mutualiser les outils, faciliter l'appropriation de « nouveaux » sujets, questionner la mise en œuvre des politiques publiques dans les territoires les plus fragiles sont autant de façons de travailler en réseau... Les actions collectives stimulent également le renouvellement des pratiques des centres de ressources dans leurs approches et leurs formes d'accompagnement des ingénieries locales.

UN RÉSEAU QUI ÉVOLUE : DE L'ASSOCIATION QUESTION DE VILLE AU RNCRPV

L'association Question de ville, créée en 2008 par et pour les directeur-riche-s des centres de ressources politique de la ville, a pour objet initial d'être un lieu de réflexion et d'échanges entre pair-e-s. Cette association porte juridiquement les financements, contractualise pour l'ensemble des actions menées au titre du RNCRPV (CPO de fonctionnement, CPO Cités éducatives) et est l'interlocuteur privilégié des partenaires nationaux, alors même que son objet ne relève pas d'une animation de Réseau national des centres de ressources.

Au regard de ce contexte et des mutations en cours au sein du RNCRPV, une réflexion a été amorcée autour de trois défis :

- › Conforter la raison d'être du réseau, ses missions et se projeter dans l'avenir ;
- › Apporter de l'horizontalité dans les modalités de fonctionnement et de gouvernance pour intégrer l'ensemble des parties prenantes ;
- › Accompagner la montée en puissance des coopérations au sein du réseau et avec les partenaires.

Cette réflexion est portée, depuis octobre 2021, par un groupe de travail spécifique qui réunit différentes parties prenantes du réseau : président-e-s, directeur-riche-s, pilotes de GT et

chargé-e-s de mission. Ce groupe de travail est chargé de proposer des axes de structuration pour le réseau national, afin de disposer d'une structure organisationnelle répondant aux défis énoncés plus haut.

En 2023, ce travail a notamment permis de mener :

- › En juin et juillet, un état des lieux des réflexions sur l'organisation du RNCRPV, en visioconférence auprès des différents cercles ;
- › En septembre, des échanges avec l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires) sur la nouvelle convention de fonctionnement de Question de ville et le projet de transformation du réseau ;
- › En octobre, l'adoption de nouveaux statuts juridiques avec un nouveau nom pour l'association, rebaptisée « Réseau national des centres de ressources politique de la ville » lors du regroupement national à Montpellier (voir ci-après).

Un nouveau chapitre s'est alors ouvert pour la vie du réseau, avec de nouvelles modalités de fonctionnement à éprouver pour ses adhérent-e-s et avec les partenaires, de nouveaux chantiers à mettre en œuvre et un processus de recrutement à engager pour assurer une fonction de coordination de l'association.

LES JOURNÉES DE REGROUPEMENT DES ÉQUIPES DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE À MONTPELLIER

La huitième édition des journées nationales des centres de ressources s'est déroulée les 16, 17 et 18 octobre à Montpellier.

La première journée était dédiée à un temps d'inclusion et d'acculturation au réseau – pour les « nouveaux » comme pour les plus anciens –, mais aussi de mise en commun des travaux portés par les groupes de travail thématiques.

La seconde journée, coorganisée avec l'ANCT, était tournée vers les partenaires des centres de ressources. Cette année, plusieurs séquences ont été proposées, notamment la valorisation d'actions inspirantes en termes de partenariats. L'animation de la table-ronde autour de la participation citoyenne a permis de faire un point sur cette dernière dans la perspective de la prochaine génération des contrats de ville. Enfin, la séquence du forum ouvert a montré une large inspiration de sujets à aborder notamment avec les partenaires présents. Au total, 13 ateliers se sont tenus sur des sujets de coopération, de facilitation à la participation des habitant-e-s et de développement économique, mais aussi sur la place des entreprises privées dans les nouveaux contrats de ville, ou encore sur la mobilisation partenariale innovante.

Enfin, à la suite de la présentation du groupe de préfiguration, l'assemblée générale constitutive s'est tenue le 18 octobre. Elle a formellement acté la création du RNCRPV sur la base de l'association existante pour en modifier les statuts.

LES CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES

Au titre des activités des groupes de travail, plusieurs écrits et vidéos ont été produits, signe de la vitalité et du dynamisme du réseau.

GT Santé - Enjeux de santé dans les quartiers prioritaires

Ce document ressource, publié en mars 2023, propose des données clés pour mesurer les principaux enjeux de santé des habitant-e-s des quartiers prioritaires, à destination des acteur-ric-e-s qui entendent lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

GT DévÉco - Économies de subsistance : quels leviers pour l'action publique ?

Depuis 2021, plusieurs centres de ressources se sont réunis pour mettre en commun leurs travaux dans le cadre du déploiement de démarches d'observation et d'accompagnement d'entrepreneurs informels.

À travers cette publication, réalisée en 2023, le Club DévÉco souhaite contribuer à dessiner les contours d'une action publique ancrée sur des expériences locales. Il explore le sujet en explicitant les multiples termes – économies "souterraines", "informelles", "illicites", "criminelles", "non-déclarées", "populaires", "de subsistance"... – et présente six expériences pour situer l'action des collectivités et des associations.

GT Transitions - Intégrer les transitions dans les futurs contrats de ville : retour sur le webinaire du 16 mai 2023

Le réseau a souhaité donner la mesure des enjeux de transition à l'échelle des quartiers, via un webinaire organisé le 16 mai 2023. Cette urgence nécessite des changements profonds qui imposent aux politiques publiques une double exigence d'efficacité environnementale et de justice sociale. Or la politique de la ville n'a pas assez pris en compte la nécessité de lier les inégalités sociales aux inégalités environnementales et écologiques. Il s'agit donc de s'inscrire dans une vision systémique de réconciliation de l'urgence sociale et de l'impératif écologique au service des habitant-e-s des quartiers populaires. 120 personnes étaient réunies en direct. Le replay a été vu 189 fois.

GT Sport - Quelle place pour le sport dans la future contractualisation de la politique de la ville ?

Ce document synthétise le webinaire dédié à la place du sport dans les quartiers, organisé par le réseau le 28 mars. Au moment où les futurs contrats et priorités se dessinent, le RNCRPV apporte cette contribution nationale aux acteur-ric-e-s de la politique de la ville en pleine réflexion. Elle vise à interroger la place et les enjeux attribués au sport et à ses pratiquant-e-s. Le document croise les interventions de chercheur-e-s, d'agent-e-s territoriaux-ales et étatiques, ainsi que celles de représentant-e-s associatif-ve-s impliqué-e-s dans les quartiers prioritaires.

GT Égalité F/H - Cycle de webinaire « L'égalité femmes-hommes : un enjeu pour la future contractualisation de la politique de la ville »

Le réseau a proposé un cycle de qualification autour de quatre enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes (vieillesse, santé, freins dans l'accès à l'emploi, approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans la politique de la ville) sous la forme de quatre webinaris organisés entre juin et octobre 2023.

Les webinaris sont accessibles en replay sur la chaîne Youtube du Réseau national des centres de ressources politique de la ville.



Pont de
L'Île-Saint-Denis



GT Questions urbaines - La place des enfants dans la (co)production de la ville

Cette publication, parue en décembre 2023, est issue d'une journée d'étude portée par le groupe, qui s'est tenue le 3 mars 2022 à Lyon. Les problématiques abordées se décomposent en deux volets.

Un premier porte sur la signification et les bénéfices des démarches d'aménagement qui associent les enfants à la conception : que signifie le fait d'aller chercher la parole des enfants pour l'inclure dans la production de la ville au sens large ? Quels peuvent être les apports de telles démarches ? Quelle est l'expertise amenée ?

Un deuxième volet ouvre les réflexions autour de la pédagogie : quelles structures réfléchissent à de tels mécanismes de co-production ? Quels outils pour recueillir cette parole ? La notion d'« éducation populaire » et les questions pédagogiques sont notamment abordées.

GT Éducation - Appui au déploiement du programme national des Cités éducatives. Recueil des fiches transversales du réseau

Ce recueil, diffusé lors de la rencontre nationale des Cités éducatives du 13 décembre 2023, rassemble les travaux d'analyse transversale du réseau, consacrés à cinq thématiques retenues de concert avec l'équipe nationale de l'ANCT :

- › Les groupes de travail et les commissions dans les Cités éducatives : des vecteurs d'animation territoriale ?
- › L'évaluation des Cités éducatives : un exercice complexe à géométrie variable.
- › Cités éducatives et déploiement des compétences psychosociales.
- › Les Cités éducatives et les questions linguistiques.
- › La force des réseaux : retour d'expérience sur l'animation de réseaux Cités éducatives par les centres de ressources politique de la ville.

LES GROUPES DE TRAVAIL INTERMÉTIERS

Le groupe Santé

Formellement constitué en mars 2020, le groupe réunit huit centres de ressources.

En 2023, il s'est réuni quatre fois (en janvier, mars, mai et novembre) autour des objectifs suivants : faire un tour d'actualité des actions menées dans chacun des centres de ressources ; discuter des problématiques rencontrées par les acteur-ric-e-s locaux-ales ; partager des outils et ressources documentaires ; produire une publication sur l'état de santé dans les quartiers prioritaires ; développer l'interconnaissance avec certains partenaires extérieurs (Fnors, Addictions France, Rimes, RfVS).

Un outil collaboratif de partage a été développé. La coopération se poursuit en 2024.

Le groupe Éducation

Ce groupe a réuni 17 CRPV lors de trois sessions de travail, et 16 CRPV dans le cadre de la CPO Cités éducatives (CPO signée avec l'ANCT lors de huit séances de travail). Profession Banlieue a joué un rôle actif dans ce groupe en prenant en charge la coanimation du séminaire dédié aux Cités éducatives de l'académie de Créteil, organisé par l'ANCT les 3 et 4 octobre.

Dans un contexte marqué par la refonte des contrats de ville, le groupe de travail Éducation a poursuivi sa mission d'animation du réseau PRE (programmes de réussite éducative) en orientant ses réflexions sur les modalités de renforcement des dynamiques de coopération entre Cités éducatives et PRE. Il a également travaillé sur les questions de co-éducation, de mixité sociale à l'école et d'impact des devoirs scolaires.

Le sous-groupe Cités éducatives s'est consacré à la coordination des travaux de rédaction et de production des fiches RETEX et transversales, avec la création de temps spécifiques de bilan de production des fiches RETEX hors du GT Éducation. Il a également co-piloté et coordonné avec l'ANCT l'ensemble des séminaires des Cités éducatives organisés sur le territoire national.

Le groupe Développement économique

Ce groupe de travail réunit les professionnel-le-s des centres de ressources en charge des thématiques de développement économique et de l'emploi. Il constitue un espace d'échanges de pratiques, de propositions, de diffusion de l'actualité, de production et de valorisation via la mutualisation d'outils et de ressources.

En juin, le groupe a présenté le webinar « Transition écologique : quelles perspectives d'emplois et de compétences pour les quartiers ? ». Sept centres de ressources (Cité Ressources, IREV, Labo Cités, PQNA, RésoVilles, Villes et Territoires Occitanie et Profession Banlieue) ont finalisé la publication commune « Emploi et transitions dans les quartiers politique de la ville », qui reprend les éléments du webinar.

Le groupe Ressources & communication

Ce groupe est né en mai 2022 de la fusion des groupes communication et Club de veille. Il rassemble des chargé-e-s de communication et des chargé-e-s de gestion de l'information et de la documentation de douze centres de ressources. Il s'est réuni six fois, avec comme objectifs principaux de partager, échanger et améliorer le fonctionnement des outils communs du réseau (voir 4.2).

Le groupe Participation des habitants

Rassemblant 14 centres de ressources et une quinzaine de professionnel-le-s (directeur-riche-s et chargé-e-s de mission), le groupe est doté d'un co-pilotage pour son organisation quotidienne et d'une référente sur le site « Y aller par quatre chemins » (plateforme sur la participation citoyenne du Réseau national des centres de ressources).

En 2023, le groupe s'est réuni dix fois en visioconférence. Il a constitué un espace d'échanges

de ressources, d'outils et d'informations, permettant de forger une culture commune entre les différent-e-s membres participant-e-s.

Chaque séance a pu être alimentée par l'un ou l'autre participant-e, au gré des sujets abordés et des actualités de chaque centre de ressources.

- › Le renouvellement des contrats de ville et la nécessité de consulter les habitant-e-s.
- › Le développement du partenariat entre ce groupe, en tant que représentant du Réseau des centres de ressources politique de la ville, et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), dans le cadre du rapport Paroles d'habitant-e-s des quartiers populaires.
- › La présence lors des rencontres européennes de la participation, les 27 et 28 juin 2023 à Rouen.
- › L'animation d'une séance dédiée à la participation pendant le 8^{ème} regroupement des centres de ressources politique de la ville, organisé à Montpellier du 16 au 18 octobre.
- › L'alimentation du site « Y aller par 4 chemins »
www.yallerparquatrechemins.fr

Le groupe "CoSoTer"

Ce groupe, créé en 2009, rassemble les chargé-e-s de documentation et de communication de Cité Ressources, de Labo Cités, de Profession Banlieue, du Pôle Ressources Ville et développement social et de Ressources & Territoires, qui pilotent la base documentaire. Il s'est réuni six fois en visioconférence et a travaillé sur le suivi du projet de newsletter de CoSoTer dans le cadre d'une démarche collaborative avec la société PMB. L'harmonisation et le dédoublement des auteur-riche-s, nécessaires à une amélioration des recherches dans la base documentaire, a donné lieu à une matinée de travail en présentiel, à Montpellier, lors du regroupement national des équipes.

Le groupe Questions Urbaines

Le groupe se retrouve tous les deux mois pour échanger sur les actualités de chacun autour des thématiques urbaines. Ce rendez-vous fournit l'occasion de discuter de ces enjeux (politique de renouvellement urbain, Gusp, logement, espaces publics, mobilités, etc.) et des formats d'échange ou de diffusion mis en place par chacun-e.

Une publication a été réalisée en 2023 par le groupe, à la suite d'un séminaire d'études organisé à Lyon autour de la place des enfants dans la ville et de la construction de celle-ci. Le groupe de travail s'est penché sur la signification et les bénéfices des démarches d'aménagement qui associent les enfants à leur conception. Un deuxième volet a ouvert les réflexions autour de la pédagogie.

3.2 Le réseau francilien



Le réseau francilien des CRPV est né d'une volonté d'assurer une couverture régionale de l'Île-de-France par les centres de ressources. Il s'agit de proposer des espaces d'échanges et de débats à l'échelle francilienne, mais également de pouvoir porter les enjeux de la politique de la ville à l'échelle régionale.

Le réseau francilien regroupe...

› les trois centres associatifs :

- Ressources urbaines (91 - 94 - 77),
- Pôle ressources Ville et développement social (95 - 78 - 92),
- Profession Banlieue (93),

› ...et le Pôle ressources politique de la ville de Paris (en régie interne à la ville)

Si des coopérations sont mises en place entre les équipes, le réseau met aussi en œuvre une feuille de route régionale élaborée en partenariat avec la préfecture d'Île-de-France et les préfectures de département. Chaque année, des thématiques prioritaires, à aborder à l'échelle régionale, sont identifiées.

En 2023, le réseau francilien a investi les thématiques suivantes :

› La place des transitions écologiques dans les quartiers prioritaires face aux enjeux de justice sociale – Séminaire régional du 2 juin (Cf 1.7 du présent rapport) ;

› L'articulation entre les politiques publiques de droit commun (Pacte des solidarités) et la politique de la ville par l'animation d'un groupe de travail régional pour faire émerger des préconisations opérationnelles (Cf 1.1) ;

› L'accueil des nouveaux-elles professionnel-le-s de santé d'Île-de-France (Cf 1.6) ;

› La valorisation des initiatives portées localement par le Plan régional d'insertion pour la jeunesse (Priij) sur la plateforme internet dédiée au dispositif (Cf 2.5) ;

› Le déploiement de formations Valeurs de la République et laïcité (VRL) auprès des acteur-ric-e-s du territoire. Un format dédié aux formateur-ric-e-s a été également été déployé sur la laïcité dans le monde. (Cf 1.6).

› Agir pour la santé des habitants des habitant-e-s des quartiers : quelles perspectives à 6 ans ? (voir 1.6)

Au-delà des actions co-portées par les quatre centres de ressources, le réseau francilien permet également de mutualiser des ressources ou des formations.

CHAPITRE

4

***RECENSEMENT
ET DIFFUSION
DES RESSOURCES***

4.1

Le centre de documentation

Depuis sa création, Profession Banlieue possède un fonds documentaire sélectif sur la politique de la ville, en particulier en Seine-Saint-Denis. Ce fonds, qui s'est enrichi au fil des années, correspond à la volonté du centre de ressources d'accompagner la réflexion des professionnel-le-s en mettant à leur disposition des données de différentes natures. Sans être exhaustif, il se révèle précieux dans certains domaines trop spécialisés pour les bibliothèques ou les centres de documentation généralistes. Les documents du fonds sont organisés selon un plan de classement qui regroupe les différentes thématiques de la politique de la ville :

- › Action sociale/Parentalité,
- › Aménagement du territoire/Habitat-Logement/Urbanisme/Renouvellement urbain,
- › Culture,
- › Économie/Emploi/Insertion,
- › Éducation,
- › Immigration – Intégration/Lutte contre les discriminations,
- › Participation des habitant-es,
- › Politique de la ville,
- › Population,
- › Prévention de la délinquance/Justice/Police,
- › Santé.

Différents types de documents sont disponibles au centre de ressources :

- › articles de presse classés par thématiques ou par villes,
- › documents contractuels classés par villes (contrats de ville, contrats locaux de sécurité, contrats locaux de santé...),
- › ouvrages, rapports, mémoires universitaires, documents officiels, atlas, publications périodiques, DVD...

L'accueil au centre de documentation se fait du lundi au vendredi, sur rendez-vous. Sur place, il est possible de consulter librement tous les documents. Il est également possible d'emprunter certains ouvrages (trois au maximum, pour une durée de trois semaines).

± 50 PERSONNES ONT SOLlicitÉ L'ÉQUIPE DE PROFESSION BANLIEUE EN 2023.
LA MAJORITÉ DES DEMANDES D'INFORMATION EST TRAITÉE PAR MAIL ET PAR TÉLÉPHONE.

LES PERSONNES EN RECHERCHE D'INFORMATIONS SONT MAJORITAIREMENT DES FEMMES.

± 53%
travaillent ou vivent
en Seine-Saint-Denis

LES QUESTIONS ONT PRIORITAIREMENT PORTÉ SUR LES THÉMATIQUES : SANTÉ, POLITIQUE DE LA VILLE ET ENJEUX DES QUARTIERS PRIORITAIRES AINSI QUE SUR L'HABITAT ET LE RENOUVELLEMENT URBAIN.

74% sont
des professionnel-le-s
(associations, collectivités
territoriales, services de
l'État...)

16% travaillent
ou vivent dans
la région Île-de-France.

16% travaillent
ou vivent
au niveau national.

4.2

La mutualisation entre centres de ressources politique de la ville

Depuis plusieurs années, un travail en réseau entre chargé-e-s de la documentation et de la gestion de l'information a été initié. Il se traduit concrètement par la mise en place des outils suivants :

› CoSoTer, médiathèque en ligne sur la cohésion sociale et territoriale

<http://cosoter-ressources.info/>



CoSoTer est à la fois un réseau de professionnel-le-s et une base de ressources en ligne, créé en 2009, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale. Cette base est portée par un logiciel libre de gestion documentaire développé par PMB Services.

CoSoTer contribue à la fonction ressource du réseau national et de chacun des onze centres de ressources participants : Cités ressources, Labo Cités, Pôle ressources Ville et développement social, Profession Banlieue, Ressources & Territoires, ORS-CREAI Normandie, Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine, RésOvilles, Ressources urbaines, Villes au Carré, Villes et Territoires (ce sont les professionnel-le-s des cinq premiers centres de documentation ici cités qui alimentent activement la base de données).

CoSoTer contribue à la fonction ressource du réseau national et de chacun des onze centres de ressources participants :

Par le biais de cet outil commun, les CRPV donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent. Lesquelles sont disponibles en téléchargement ou en prêt.



Depuis 2021, le réseau s'est investi dans le développement d'un module de newsletter proposé par PMB Services dans le cadre d'une démarche collaborative. Cette nouvelle fonctionnalité devrait être disponible pour les utilisateurs en 2024.

› Club de veille, un espace collaboratif de veille

Cet espace permet de stocker et de partager des informations avec l'ensemble des équipes des centres de ressources. La démarche (via l'outil Diigo) permet d'économiser du temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Elle permet également une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources). Ce travail génère une stimulation inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

› Panorama de presse du Réseau national des centres de ressources politique de la ville

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

Ce panorama, ou « Scoop-It », est accessible depuis 2014 sur tous les sites des centres de ressources. Les chargé-e-s d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de portée nationale issues de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, chercheurs, témoignages d'acteurs...) pour aider à comprendre les débats qui traversent le champ des politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale.

LE SCOOP-IT COMPTE
AUJOURD'HUI

687 followers

450 articles ont été partagés

CETTE ANNÉE ENCORE, COMME DEPUIS SON
LANCEMENT EN 2014, LA FRÉQUENTATION DU
SCOOP-IT NE CESSE D'AUGMENTER. ELLE A ATTEINT

158 700
vues pour...

54 900
visiteur-euse-s

› Portail du Réseau national des centres de ressources politique de la ville

www.reseau-crpv.fr/

Symbole d'une démarche collective, ce portail présente, au fil des pages et des rubriques, les singularités des centres de ressources et leurs traits communs, ainsi que leurs productions individuelles et collectives.



CENTRE DE RESSOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN SEINE-SAINT-DENIS





PROFESSION BANLIEUE
POLITIQUE DE LA VILLE
ACTUALITÉS
PUBLICATIONS ET RESSOURCES
SERVICES

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Décret n° 2023-1214 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains

NOR : MEE20231214D

Publics concernés : services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales et leurs groupements, bailleurs sociaux.

Objet : modification de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains.

Entrée en vigueur : les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

NOUVEAUX QUARTIERS PRIORITAIRES

La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville est entrée en vigueur le 1er janvier 2024. Le décret officialisant la nouvelle liste des quartiers prioritaires de la ville (QPV) du territoire métropolitain a été publié au Journal officiel le 29 décembre.

DÉCRET N°2023-1214 DU 28 DÉCEMBRE 2023 MODIFIANT LA LISTE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DANS LES DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS

1 2 3 4 5

ACTUALITÉS

3 nouvelles villes et 75 QPV en Seine-Saint-Denis

LIRE LA SUITE →

Observatoire des jeunes des missions locales édition 2023

LIRE LA SUITE →

Quatre ans après, le soutien de l'État toujours insuffisant

LIRE LA SUITE →

Voir toutes les actualités

AGENDA

JEU 4 AVR

Abstention et participation : une double peine pour les quartiers populaires ?

Thème du prochain "5 à 7" de Profession Banlieue qui aura lieu le 4 avril à Saint-Denis

LIRE LA SUITE →

LES DERNIÈRES PUBLICATIONS



Lutter contre l'habitat indigne et ses répercussions sur la santé en Seine-Saint-Denis

Cette publication apporte des éléments de cadrage sur les différentes formes prises par l'habitat indigne en Seine-Saint-Denis et ses disparités territoriales, mais aussi sur les conséquences de l'habitat indigne sur la santé des habitant-es et sur la manière dont les établissements publics territoriaux et les collectivités collaborent pour resorber ces situations, à partir de l'exemple de Saint-Denis.

LIRE LA SUITE →



Emploi et transitions dans les quartiers populaires de la ville

Le Club Devéco du Réseau national des centres de ressources politique de la ville propose un décryptage pour éclairer les professionnels sur les évolutions de l'emploi dans les quartiers face aux enjeux de transitions écologiques. Les thématiques de l'emploi et des transitions sont au cœur des prochains contrats de ville Quartiers 2030. Si le premier sujet a largement été travaillé, celui des transitions reste à approfondir pour en identifier les enjeux dans un contexte de changement climatique et de tensions sur les ressources énergétiques.

LIRE LA SUITE →



Santé & discriminations, discriminations en santé

Si les liens entre inégalités sociales et santé sont aujourd'hui bien identifiés, ceux entre discriminations et santé restent encore largement ignorés et peu débattus. Pourtant, les discriminations vécues au quotidien impactent bel et bien la santé physique et mentale des personnes concernées ; plusieurs études récentes montrent même que les discriminations subies par les personnes racisées ont un effet délétère sur leur espérance de vie. Que faire ? Comment agir ? expériences pratiques au Village 2. Santé, centre de santé communautaire d'Échirrolles.

LIRE LA SUITE →



Quelles politiques environnementales à destination des quartiers populaires ?

Depuis que les institutions politiques se sont saisies des questions et des enjeux écologiques, le paradigme semble être le même : agir sur le consommateur, sur l'individu et sur son mode de vie. Pourtant, certaines de ces méthodes sont aujourd'hui remises en cause car considérées comme inspirantes, voire inadaptable. Au lieu de mobiliser, elles tendraient à accroître la fosse entre, d'un côté, les classes supérieures et moyennes, qui ont les moyens financiers de changer leurs habitudes de vie et de consommation, et d'un autre, les classes populaires, pour lesquelles l'application des « écogestes » peut être vécue comme une injonction et avoir pour conséquence de dégrader leurs conditions de vie.

LIRE LA SUITE →

4.3

Le site internet

www.professionbanlieue.org/

Le site Internet est un outil d'appui aux différentes actions menées par le centre de ressources pour permettre aux professionnel-le-s d'accéder rapidement à une information organisée, c'est-à-dire à des données déjà sélectionnées, classées et actualisées.

En ligne depuis 2002 et largement refondu en 2018, il constitue une précieuse source d'informations, présente l'association et propose divers éléments sur la politique de la ville, notamment en Seine-Saint-Denis.

Autour de la page d'accueil (actualités locales et nationales, parutions des dernières publications de Profession Banlieue et accès directs à des services), il propose cinq rubriques principales :

- › Profession Banlieue : missions du centre de ressources, organisation (équipe et conseil d'administration), adhésion en ligne, orientations de travail et lien vers le réseau national des centres de ressources politique de la ville.
- › Politique de la ville en Seine-Saint-Denis : présentation du département, historique de la politique de la ville d'hier à aujourd'hui, focus thématiques (informations synthétiques réalisées autour de thèmes de travail de Profession Banlieue).
- › Actualités de la politique de la ville : actualités locales et nationales, agenda de Profession Banlieue et colloques divers, agenda des appels à projets.
- › Publications et ressources : présentation de toutes les publications de Profession Banlieue avec possibilité de téléchargement et d'achat en ligne. Mais également accès à des textes officiels et rapport incontournables de la politique de la ville.
- › Services : « La Seine-Saint-Denis en un clic » donne accès à des contacts, à l'historique de la politique de la ville et à des éléments statistiques, ville par ville. Mais aussi à un annuaire des acteur-ric-e-s et des sites en lien avec la politique de la ville et des offres d'emploi.

115 841
visites en 2023

9 600 visiteur-euse-s
chaque mois, en moyenne

91 offres d'emploi
publiées en 2023



2235

abonné-e-s [LinkedIn](#)
à la fin 2023

LES PAGES LES PLUS VUES SONT LES OFFRES D'EMPLOI (RUBRIQUE SERVICES), LES PUBLICATIONS, L'AGENDA ET LES ACTUALITÉS SEINE-SAINT-DENIS (RUBRIQUE ACTUALITÉS).

La nouvelle version de Google Analytics n'a pas permis d'obtenir des statistiques précises sur l'activité du site.

4.4

Capitalisation et diffusion de l'information

LA LETTRE DE PROFESSION BANLIEUE



La Lettre de Profession Banlieue est bimestrielle. Elle est envoyée aux élu-e-s, aux services de l'État et à tou-te-s les acteur-ric-e-s de la politique de la ville de la Seine-Saint-Denis (ainsi qu'à leurs partenaires), et aux adhérent-e-s de l'association. Chaque numéro est diffusé à près de 2 400 exemplaires.

Cette lettre d'information a pour vocation d'être un outil de travail. Son contenu, précis et bref, comprend plusieurs rubriques : mouvements des professionnel-le-s et nominations officielles dans le département ; annonces de colloques, séminaires et autres rencontres ; sélection de publications reçues et disponibles au centre de documentation.

Selon l'actualité, un état de l'avancée des travaux de Profession Banlieue peut être proposé.

Les publications en ligne

LES PODCASTS



Penser le 9-3

Une série de podcasts originale sur la Seine-Saint-Denis produite par Profession Banlieue et Making Waves, et signée par Antoine Tricot.

Penser le 9-3 vous emmène en balade dans la Seine-Saint-Denis loin des clichés et des journaux télévisés. Ici, au cœur du 93, on part micro au poing en compagnie de chercheurs et de chercheuses pour mieux comprendre le département dans toute sa diversité et dans toutes ses contradictions. Ils et elles sont nombreux et nombreuses à travailler dans le département, pourtant leurs travaux sont souvent ignorés de ceux et celles qui habitent le territoire ou qui y travaillent.



SAISON 1

Épisode 1 : Politique et recherche : une affaire d'habitant-e-s ?

Avec Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, à Aubervilliers, quartiers Émile Dubois et Maladrerie.

Épisode 2 : Peut-on rénover les quartiers populaires sans leurs habitant-e-s ?

Avec Renaud Epstein, sociologue et politiste, et Maguy Ly, militante associative, à Aubervilliers, quartier Villette.

Épisode 3 : Les habitant-e-s du 93 ont-ils-elles le droit de jardiner ?

Avec Flaminia Paddeu, géographe, et Samuel Lehoux, membre de l'association l'Autre Champ et habitant, à Villeteuse, jardin de l'Autre Champ.

Épisode 4 : Les animateurs jeunesse sont-ils les chevilles ouvrières des quartiers populaires ?

Avec Christine Bellavoine, sociologue, et Mamadou Soumaré, animateur et responsable de structure jeunesse, à Saint-Denis, quartier Confluence.



SAISON 2

Épisode 1 : Quelle place pour l'islam dans notre mémoire commune ?

Avec Jean-Barthélemy Debost, historien post-colonial, et Mohammed Boukhalfa, membre de l'association Hibria Belkaidia et usager du cimetière, au cimetière musulman de Bobigny.

Épisode 2 : Quel accès aux soins pour les habitant-e-s des quartiers populaires ?

Avec Laure Pitti, sociologue, et Maimouna Diouf, directrice retraitée de l'association LEA - Lieu écoute accueil, à Montreuil, quartier Boissière.

Épisode 3 : Le logement social, un patrimoine vivant ?

Avec Sébastien Radouan, historien de l'architecture et membre de l'Amulop - Association pour un musée du logement populaire, Sonia Airouche, habitante et adjointe au maire, et Patrick De Jean, architecte, à Bobigny, cité de l'Abreuvoir.

Épisode 4 : Quelle ville dessinent les rixes ?

Avec Marwan Mohammed, sociologue, Laetitia Tamadon, responsable du service médiation, et Abdelkader Salmi, responsable de projets éducatifs, culturels et sportifs au service jeunesse, à Montreuil, Maison de la médiation.

LES APRÈS-MIDI

Mémoires des migrations en Seine-Saint-Denis – # 40



2022 – édité en juin 2023

Avec Jean-Barthélemy Debost, Pierre-Jacques Derainne, Sarah Gensburger, Karim Yaz et avec la contribution de Salvatore Deplano, Lamia Jaji, Katya Kaci, Maria Mourava et Robin Nael.

Synthèse de l'action proposée par Profession Banlieue en novembre 2022 autour des migrations en Seine-Saint-Denis, où il s'agissait de mieux appréhender les enjeux et les différents modes de transmission de la mémoire et de l'histoire de l'immigration sur le département.

Les enjeux du commerce de proximité dans les quartiers populaires – # 41



2021 - édité en juillet 2023

Avec *Leila Abdellaoui, Benoist Ancelin, Arnaud Ernst et Sandrine Morel.*

Le commerce de proximité constitue un des enjeux forts du volet économique des contrats de ville dont les objectifs sont principalement d'accompagner l'animation du cadre de vie et la diversification de l'offre économique, et de lutter contre la fermeture ou l'absence de commerces dans ces secteurs. Ce document repose les principaux enjeux du développement commercial territorial et donne la parole aux acteur·rice·s qui accompagnent les collectivités dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie.

Quel héritage de l'accueil des Jeux Olympiques & Paralympiques en Seine-Saint-Denis ? – #42



2023 - édité en décembre 2023

Avec *Cécile Collinet, Marie Delaplace, Yannick L'Horty et Pierre-Olaf Schut.*

Les JOP de Paris 2024 vont se dérouler de juillet à septembre 2024. Au-delà des exploits sportifs, figure au cœur de ces jeux l'héritage qui peut leur être légué, et cette notion est centrale dans l'avenir des Jeux Olympiques. En effet, si la rhétorique de l'Olympisme appelle à des idéaux universels et à l'égalité des chances pour tous les peuples et toutes les nations, les Jeux Olympiques peuvent aussi être perçus comme exclusifs et élitistes. Les traces (l'héritage) que ces jeux peuvent laisser figurent ainsi au cœur de l'acceptation et du soutien des résident·e·s à leur égard, et de fait, dans les évaluations de l'impact des Jeux.

Quelles politiques environnementales à destination des quartiers populaires ? – #43



2022 - édité en décembre 2023

Avec *Hadrien Malier, Véronique Ragusa Bartolone et Audrey Saunion.*

Depuis que les institutions politiques se sont saisies des questions et des enjeux écologiques, le paradigme semble être le même : agir sur le consommateur, sur l'individu et sur son mode de vie. Pourtant, certaines de ces méthodes sont aujourd'hui remises en cause car considérées comme inopérantes, voire inadaptée. Au lieu de mobiliser, elles tendraient à accroître le fossé entre, d'un côté, les classes supérieures et moyennes, qui ont les moyens financiers de changer leurs habitudes de vie et de consommation, et d'un autre, les classes populaires, pour lesquelles l'application des « écogestes » peut être vécue comme une injonction et avoir pour conséquence de dégrader leurs conditions de vie.

Santé et discriminations, discriminations en santé – #44



2023 - édité en décembre 2023

Avec Benoit Cohadon, Clémence Duver et Laure Pitti.

Si les liens entre inégalités sociales et santé sont aujourd'hui bien identifiés, ceux entre discriminations et santé restent encore largement ignorés et peu débattus. Pourtant, les discriminations vécues au quotidien impactent bel et bien la santé physique et mentale des personnes concernées ; plusieurs études récentes montrent même que les discriminations subies par les personnes racisées ont un effet délétère sur leur espérance de vie. Que faire ? Comment agir ? Expériences pratiques au Village 2 Santé, centre de santé communautaire d'Échirolles.

Sites et sols pollués : répercussions sur la santé des habitant-e-s et les projets urbains – #45



2022 - édité en décembre 2023

Avec Anne Marchand, Vincent Pruvost et Maxime Rosiau.

Aujourd'hui, les grands chantiers métropolitains (Jeux Olympiques, Grand Paris Express), tout comme les opérations de renouvellement urbain et les projets de « nature en ville » intègrent, chacun à leur manière, la question de la pollution des sites et des sols. Les aménageurs et leurs partenaires se posent alors toute une série de questions : les projets se situent-ils à proximité de sites ou de sols pollués ? Si oui, de quelle(s) pollution(s) s'agit-il ? Comment dépolluer et à quel coût ? Répondre à ces questions peut s'avérer extrêmement complexe et nécessite le déploiement d'une ingénierie conséquente.

L'ÉCOLE ET LA VILLE



Innovation et pédagogie par le sport : un héritage social des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ?

2022 – #32

Avec Jean-Philippe Damie, Fabrice Demazeux, Valentin Moyné, Gabrielle Tuleu et Gilles Vieille-Marchiset.

Les incitations à promouvoir la culture sportive se multiplient à l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (JOP) et prennent un sens particulier en Seine-Saint-Denis, territoire hôte. Les JOP peuvent-ils être une opportunité d'innovations, de décloisonnement des pratiques professionnelles et de rattrapage du niveau d'investissement des équipements sportifs et, en cela, constituer un « accélérateur des transformations » du territoire ? Au-delà de l'évènement des JOP, les nouvelles pratiques qui s'appuient sur la pédagogie par le sport vont-elles perdurer et s'inscrire dans une forme « d'héritage social » au bénéfice des jeunes de la Seine-Saint-Denis ?

HORS COLLECTION



Femmes politiques. Récit d'une mobilisation pour l'émancipation et la transformation sociale

2022 - édité en mars 2023

Avec Adeline de Lépinay.

À Stains, la préparation des États généraux de l'éducation dans les quartiers populaires a vu l'émergence d'un collectif de parents d'élèves. Soutenu par le centre social, puis par une professionnelle du pôle vie sociale et citoyenneté, le collectif s'est organisé pour dénoncer les inégalités éducatives dont sont victimes les enfants des quartiers populaires et interpeller les pouvoirs publics.

L'histoire de ce collectif a fait l'objet d'un film documentaire, « Femmes politiques » réalisé par Daniel Bouy. Ce texte, qu'Adeline de Lépinay a écrit, a accompagné la diffusion du film et propose des repères pour éclairer la pratique des professionnel-le-es. Il est aussi le témoignage d'une spectatrice.

LES TEXTES



Les tiers-lieux en Seine-Saint-Denis

2021 – édité en avril 2023

Avec Marion Boespflug, Carine Camors et Axelle Poulaillon.

Synthèse de la table ronde organisée le 28 septembre 2021 dans le cadre de la Rencontre « Tiers-lieux, quartiers populaires et développement territorial » en partenariat avec la coopérative PHARES et A+ c'est mieux. La diversité des tiers-lieux est telle qu'il est difficile de parler de modèle unique, leur recensement n'est pas exhaustif, leur définition varie selon les lieux et les institutions. En tant qu'espaces d'expérimentation, ce sont des outils pertinents pour mettre en place et promouvoir des modèles économiques, de gouvernance, d'action sociale ou d'action publique alternatifs qui s'inscrivent dans un territoire et répondent à ses besoins. Lever les idées reçues sur les tiers-lieux permet de mieux les appréhender, mais aussi de mieux comprendre leur plus-value pour les quartiers populaires.

LES FICHES D'EXPÉRIENCE



Accompagnement renforcé des jeunes en Seine-Saint-Denis : articulation entre le PRIJ et le CEJ-JR

Sarah Chakir, formatrice et chargée d'accompagnement vers l'emploi (BimBamJob) et Laura Ter Schiphorst, coordinatrice des opérations (Abajad), partagent leur expérience de mise en œuvre du Contrat d'engagement jeunes en rupture par leurs structures.

LES CO-ÉDITIONS



Emploi et transitions dans les quartiers de la politique de la ville

Synthèse

Avec Lucie Becdelièvre, Thomas Gaudin, Sébastien Lévrier, Caroline Olivier et Emmanuel Sulzer.

Le Réseau national des centres de ressources politique de la ville, via son Club DévÉco, propose un décryptage pour éclairer les professionnel-le-s sur les évolutions de l'emploi dans les quartiers face aux enjeux de transitions écologiques. Les thématiques de l'emploi et des transitions figurent au cœur des prochains contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 ». Si le premier sujet a largement été travaillé, celui des transitions reste à approfondir pour en identifier les enjeux dans un contexte de changement climatique et de tensions sur les ressources énergétiques.



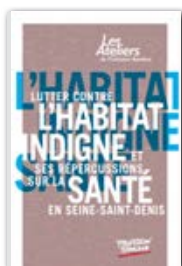
Économies de subsistance. Quels leviers pour l'action publique? Circonscrire, comprendre, accompagner

L'ÉCO des quartiers

Avec cette publication, le Club DévÉco a souhaité contribuer à dessiner les contours d'une action publique ancrée sur des expériences locales. À cet effet, il peut être utile de commencer par bien circonscrire le sujet. De quoi parle-t-on ? Les termes rencontrés sont multiples : économies « souterraines », « informelles », « illicites », « criminelles », « non déclarées », « populaires », « de subsistance » ... Pourquoi – et surtout comment – observer et comprendre ces pratiques économiques ? Enfin, comment envisager des mesures de persuasion (accompagnement individuel et collectif, notamment) susceptibles de s'inscrire dans une logique de valorisation des savoirs et savoir-faire ?

Les publications imprimées

LES ATELIERS



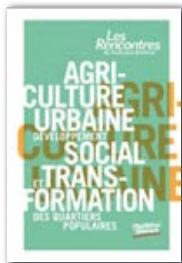
Lutter contre l'habitat indigne et ses répercussions sur la santé en Seine-Saint-Denis

2022 – édité en novembre 2023

Avec Anissa Abdallah, Leslie Balafre, Christine Bellavoine, Benoît Bichet, Julie Deffon, Florence Delon, Sylvie Froissart, Madeleine Hang, Stéphanie Jankel, Natacha Jannel, Claire Lebrun, Axel Lecomte et Amélie Puccinelli.

Cette publication apporte des éléments de cadrage sur les différentes formes prises par l'habitat indigne en Seine-Saint-Denis et ses disparités territoriales, mais aussi sur les conséquences de l'habitat indigne sur la santé des habitant-e-s et sur la manière dont les établissements publics territoriaux et les collectivités collaborent pour résorber ces situations, à partir de l'exemple de Saint-Denis.

LES RENCONTRES



Agriculture urbaine et transformation des quartiers populaires

2022 - édité en décembre 2023

Avec Christine Aubry, Anne Barbillon, Ségolène Darly, Antoine Lagneau, Kaduna Eve-Demaiily, Morgane Retière, Flaminia Paddeu, Giulia Giacchè, Margot-Lys Duval, Philippe Carbasse et Zoé Rollin.

Cette publication propose de rappeler en quoi consiste l'agriculture urbaine et d'expliquer comment elle peut être concrétisée sous forme de projets dans les quartiers prioritaires. Dans quelle mesure peut-elle répondre aux enjeux de transition écologique dans ces quartiers ? À quels autres besoins des habitant-e-s et des territoires est-elle susceptible de répondre ? Dans quel contexte institutionnel, économique et social les projets se mettent-ils en place ? À quelles difficultés se trouvent-ils confrontés ?



DEUX
PART

SYNTHÈSE

**LES
PARTICIPANT·E·S
AUX ACTIONS
DE QUALIFICATION**

Les données présentées ci-après proposent plusieurs angles d'analyses relatifs aux actions menées par Profession Banlieue en 2023. Via les différentes données retenues, nous avons cherché à analyser l'activité de l'association au regard des missions définies dans le cadre de référence des centres ressources politique de la ville et de notre territoire d'intervention.

Nous avons ainsi comptabilisé le nombre de participant-e-s à chacune de nos actions, en distinguant leurs origines géographiques et leurs périmètres d'intervention. Puis nous avons croisé leurs profils avec les différentes thématiques et types d'actions, de façon à mieux identifier les préoccupations et les enjeux des acteur-ric-e-s de la politique de la ville et du droit commun opérant sur le territoire. On notera que ces données, issues des fiches d'inscription à nos actions, sont déclaratives. Par ailleurs, ces statistiques se concentrent sur les actions initiées et portées par notre centre de ressources lui-même ; elles ne prennent donc pas en compte les actions d'accompagnement ou les interventions sollicitées par les partenaires (première partie, chapitre 2).

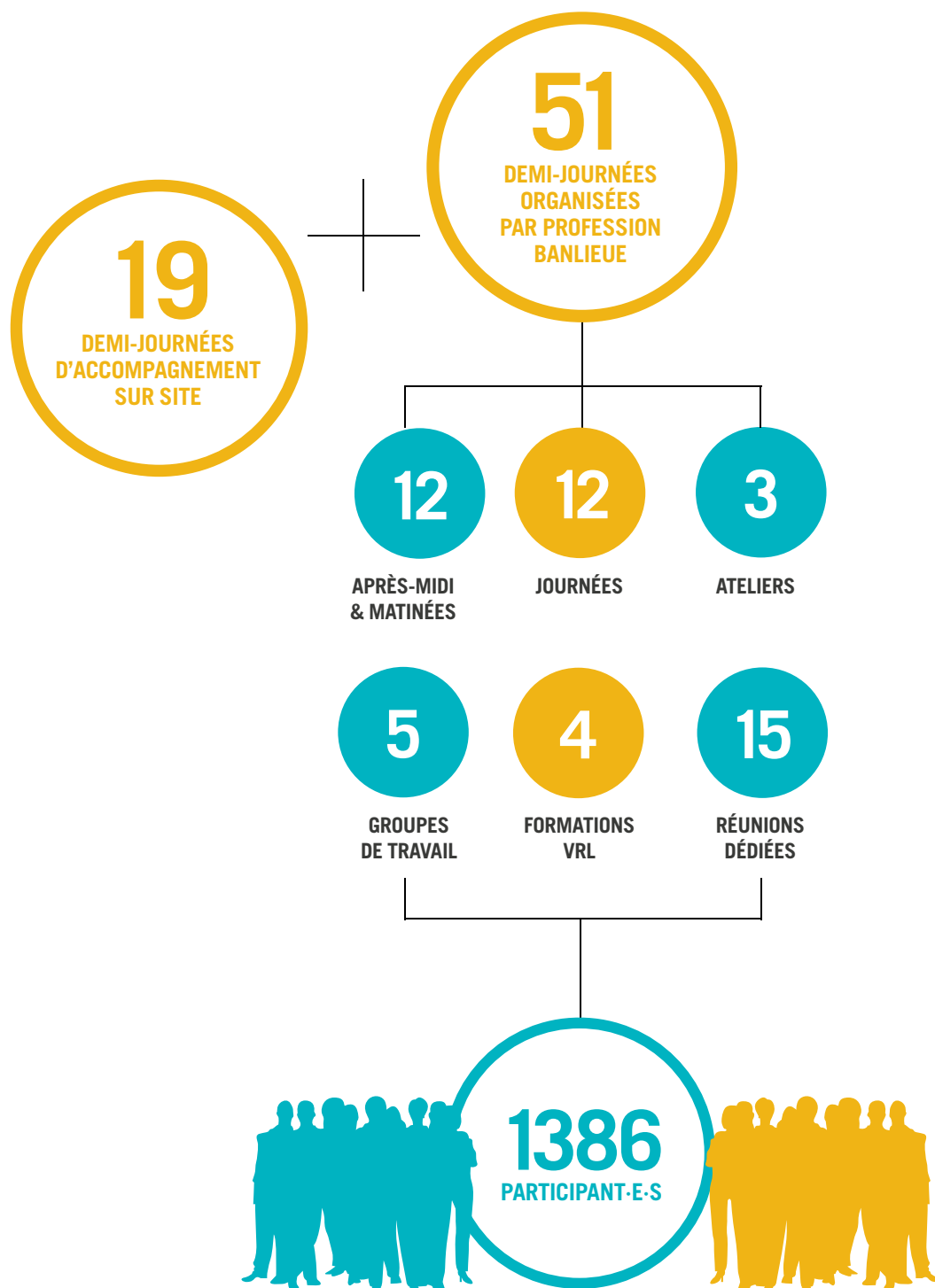
ÉVOLUTION GÉNÉRALE

L'année 2023 se caractérise par un nombre plus réduit d'actions de qualification menées en propre par Profession Banlieue (51 demi-journées) et par une montée en charge des temps d'accompagnement dédiés aux collectivités (19 demi-journées).

Cela s'explique en partie par le contexte de refonte des contrats de ville, qui a fortement mobilisé les professionnel-le-s sur des temps d'ateliers et autres rencontres internes à leurs collectivités ou avec les partenaires du contrat de ville. Profession Banlieue a d'ailleurs contribué activement à la conception et/ou à l'animation de ces temps de réflexion, apportant une approche départementale des thématiques abordées ou fournissant un appui technique sur des sujets spécifiques.

Toutefois, cette évolution, particulièrement nette quant au nombre de demi-journées d'ateliers et de formations Valeurs de la République et Laïcité (VRL), s'explique également par un turn-over important au sein de Profession Banlieue en 2023 ; la moitié de l'équipe a été renouvelée au cours de l'année, et nous avons dû composer avec des périodes de vacances de postes assez importantes. Il nous a ainsi fallu reformer une partie de l'équipe sur les habilitations VRL, et limiter les ateliers qui demandent une préparation plus conséquente et plus longue.

Enfin, si l'on constate que moins de demi-journées d'actions ont été proposées, le nombre global de participant-e-s est resté sensiblement le même qu'en 2022 (environ 1400). Cela s'explique en partie par une participation accrue aux réunions dédiées (ce qui témoigne sans doute d'un besoin d'échanges sur la refonte des contrats de ville), mais également par quelques actions qui ont réuni un nombre important de participant-e-s, notamment l'anniversaire des 30 ans de notre centre de ressources, la journée consacrée à la mixité sociale à l'école et celles menées à l'échelle régionale.



LES PARTICIPANT·E·S SELON LES AXES THÉMATIQUES

	TYPE D'ACTION	ACTION	Nombre de séances dans l'année	Participant·es	Personnes différentes
GOUVERNANCE INGÉNIERIE POLITIQUE DE LA VILLE	Journée	Bienvenue en Seine-Saint-Denis	2	46	46
	Réunions dédiées	RD chef-fe-s de projet politique de la ville	4	64	38
	Matinée	Data et quartiers	1	36	36
	Matinée	Temps d'échanges sur les révoltes urbaines	1	16	16
	Après-midi	Lancement de « Penser le 9-3 » saison 1	1	61	61
	Après-midi	30 ans de Profession Banlieue	1	94	94
	Groupe de travail	Articuler le Pacte des solidarités et la politique de la ville	5	67	34
	TOTAL GOUVERNANCE PV		15	384	282
	Part en pourcentage sur total				
SOUTIEN AUX DYNAMIQUES PARTICIPATIVES	Matinée	Parole et besoins des jeunes des quartiers populaires - Assemblée générale	1	32	32
	Réunion dédiée	RD professionnel-le-s de la participation citoyenne	1	10	10
	Réunion dédiée	RD Conseils citoyens	1	8	8
	TOTAL DYNAMIQUES PARTICIPATIVES		3	50	50
	Part en pourcentage sur total				
HABITAT, RENOUVELLE- MENT URBAIN ET CADRE DE VIE	Après-midi	Politiques locales de sécurité : rôle(s) des élu-e-s	1	5	5
	TOTAL HABITAT, RENOUVELLEMENT URBAIN		1	5	5
	Part en pourcentage sur total				
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, EMPLOI ET INSERTION	Matinée	Présentation du nouveau PDIE	1	33	33
	Matinée	Décryptage des dynamiques du travail et de l'emploi	1	30	30
	Matinée	Quel héritage de l'accueil des JOP 2024 ?	1	35	35
	TOTAL DÉVELOPPEMENT ÉCO, EMPLOI ET INSERTION		3	98	96
	Part en pourcentage sur total				

Collectivités territoriales – Politique de la ville	Collectivités territoriales – Droit commun	État – politique de la ville	État – Droit commun	Associations	Bailleurs sociaux	Agences, chambres consulaires, CDC, EPA, EPC, EPIC	Entreprises du secteur privé	Élu·e·s	Usagers Citoyen·ne·s	Autres acteur·rice·s	Universitaires	Étudiants
24	6	2	0	6	0	7	0	0	0	0	0	1
31	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	16	3	2	6	0	1	0	0	0	0	0	1
14	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	15	0	4	11	0	1	4	1	2	2	5	11
16	12	11	3	28	2	0	5	1	0	4	0	12
5	6	5	11	6	0	0	0	0	0	0	0	1
70	59	22	20	54	2	9	8	2	2	6	5	23
24,82	20,92	7,80	7,09	19,15	0,71	3,19	2,84	0,71	0,71	2,13	1,77	8,16
13	5	0	0	11	1	0	0	0	2	0	0	0
2	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0
15	13	0	0	11	1	0	0	0	10	0	0	0
30,00	26,00	0,00	0,00	22,00	2,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00
0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	14	0	0	11	0	5	0	0	0	0	0	0
7	11	0	1	3	1	1	0	1	0	2	1	2
4	12	4	4	1	1	0	0	0	1	1	0	7
14	36	4	5	15	1	6	0	1	1	3	1	9
14,58	37,50	4,17	5,21	15,63	1,04	6,25	0,00	1,04	1,04	3,13	1,04	9,38



LES PARTICIPANT·E·S SELON LES AXES THÉMATIQUES (suite)



	TYPE D'ACTION	ACTION	Nombre de séances dans l'année	Participant·es	Personnes différentes	
ÉDUCATION, JEUNESSE	Journée	Regard régional sur les coopérations éducatives : étape à Noisy-le-Sec	2	32	32	
	Journée	L'école & la ville : la mixité sociale à l'école	2	65	65	
	Réunion dédiée	RD équipes PRE	1	2	2	
	Réunions dédiées	RD coordinateur·rice·s Cité éducative	3	30	13	
	TOTAL EDUCATION, JEUNESSE			8	129	108
	Part en pourcentage sur total					
ÉGALITÉ, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, ACCÈS AUX DROITS ET SANTÉ	Formation	Formation régionale VRL	2	138	138	
	Journée	Séminaire régional sur la laïcité dans le monde	2	157	157	
	Matinée	Décryptage du projet de loi pour contrôler l'immigration	1	35	35	
	Journée	Journée d'accueil des coordinateur·rice·s santé	2	32	32	
	Matinée	Santé et discriminations, discriminations en santé	1	34	34	
	Réunions dédiées	RD coordinateur·rice·s santé	5	50	22	
	Formation	La prévention dans les champs de la santé et du social	2	11	11	
	Après-midi	Agir pour la santé des habitant·e·s des quartiers populaires	1	51	51	
	Total Egalité, LCD, accès aux droits, santé			16	508	464
	Part en pourcentage sur total			16	508	464
TRANSITIONS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	Atelier	Quartiers populaires et insécurité alimentaire	3	72	58	
	Journée	Construire une transition écologique juste dans les quartiers prioritaires	2	140	140	
	TOTAL TRANSITIONS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE			5	212	192
	Part en pourcentage sur total					
TOTAL GÉNÉRAL TOUS AXES ET TOUTES ACTIONS			51	1386	1068	
Part en pourcentage sur total						

Collectivités territoriales – Politique de la ville	Collectivités territoriales – Droit commun	État – politique de la ville	État – Droit commun	Associations	Bailleurs sociaux	Agences, chambres consulaires, CDC, EPA, EPC, EPIC	Entreprises du secteur privé	Élu-e-s	Usagers Citoyen-ne-s	Autres acteur-ri-ce-s	Universitaires	Etudiants
0	27	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	2
5	24	12	19	0	0	0	0	0	0	0	1	4
2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	2	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	52	11	25	0	0	0	0	0	0	0	2	6
11,11	48,15	10,19	23,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,85	5,56
11	7	23	55	27	0	12	0	0	1	0	0	2
3	13	5	34	65	6	12	3	1	0	4	0	11
2	13	0	1	12	0	6	0	0	0	0	0	1
5	23	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0
3	8	1	0	20	0	2	0	0	0	0	0	0
10	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	1	0	20	0	2	0	0	0	0	0	0
14	18	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	87	31	97	131	6	42	3	3	1	4	2	14
43	87	31	97	131	6	42	3	3	1	0,86	0,43	3,02
9	21	1	1	13	2	2	0	2	4	1	2	0
34	28	14	5	25	5	16	0	7	4	1	1	0
40	48	14	6	38	7	18	0	8	8	2	3	0
20,83	22,64	7,29	3,13	19,79	3,65	9,38	0,00	4,17	4,17	1,04	1,56	0,00
148	265	67	147	230	15	71	11	18	20	15	13	48
13,86	24,81	6,27	13,76	21,54	1,40	6,65	1,03	1,69	1,87	1,40	1,22	4,49

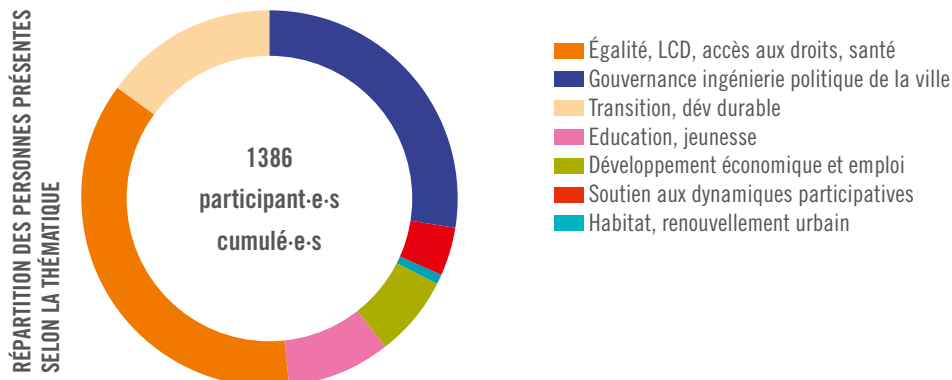
PARTICIPATION PAR PUBLIC BÉNÉFICIAIRE

Au regard de ce que nous avons expliqué sur l'évolution des types d'actions menées en 2023, nous constatons logiquement des variations assez importantes en termes de participation. Ainsi, pour la première année, on note que les professionnel-le-s de droit commun (État et collectivité) sont plus nombreux-ses à avoir participé que les acteur-ric-e-s de la politique de la ville. On remarque également que la participation des professionnel-le-s de droit commun « hors collectivités » (agences, Caf, Banque des territoires...) est en nette progression.

Enfin, il faut souligner la moindre participation des habitant-e-s à nos actions. Cette évolution s'explique sans doute, en grande partie, par l'arrêt des réunions dédiées aux conseils citoyens, arrêté motivé par le fait que ces conseils ne sont que très peu – voire plus du tout – associés aux concertations citoyennes engagées par les collectivités dans le cadre des consultations liées aux nouveaux contrats de ville.

Nous constatons logiquement des variations assez importantes en termes de participation.

PARTICIPATION SELON LES AXES THÉMATIQUES ET ÉVOLUTION 2021-2023	Séances 2021		Séances 2022		Séances 2023		Nombre de participant-e-s cumulé-e-s en 2021	Nombre de participant-e-s cumulé-e-s en 2022	Nombre de participant-e-s cumulé-e-s en 2023
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%			
								Nombre	
Gouvernance ingénierie politique de la ville	13	16,9	17	20,7	14	28	541	469	384
Soutien aux dynamiques participatives	5	6,5	5	6,1	3	6	41	42	50
Habitat, renouvellement urbain	9	11,7	3	3,7	1	2	214	43	5
Développement économique et emploi	7	9,1	3	3,7	3	6	111	75	98
Éducation, jeunesse	11	14,3	11	13,4	8	16	210	114	129
Égalité, LCD, accès aux droits, santé	29	37,7	35	42,7	16	32	372	465	508
Transition, développement durable	3	3,9	8	9,8	5	10	76	165	212
TOTAL	77	100	82	100	50	100	1565	1373	1386



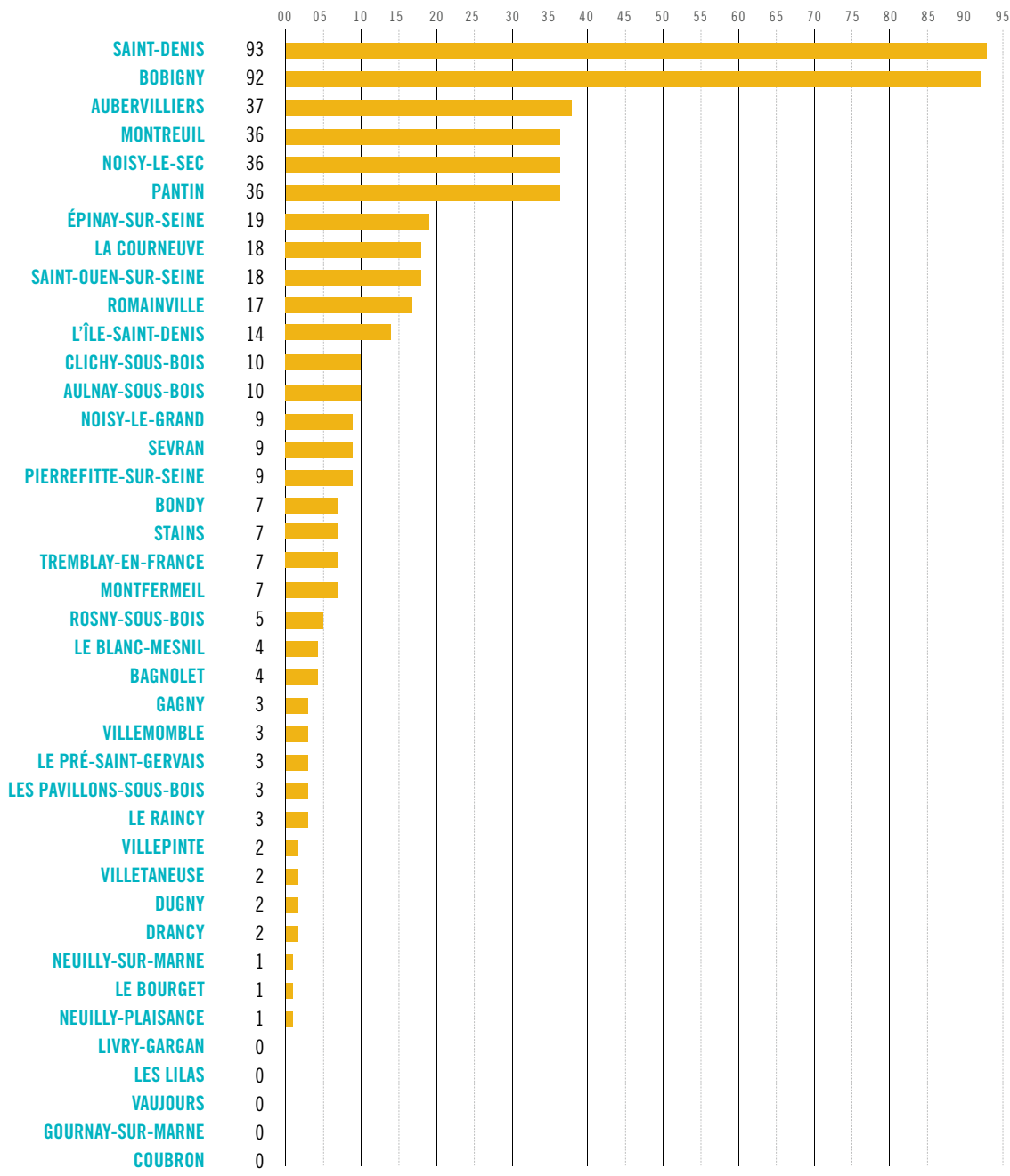
NIVEAUX D'ACTIVITÉ PAR THÉMATIQUES

On note aussi qu'en 2023, la participation aux actions consacrées aux transitions écologiques a encore augmenté, ces actions ayant rencontré un franc succès. Cela fait écho à la montée en puissance de ces enjeux dans les quartiers populaires et au déploiement de nombreuses initiatives sur le territoire.

En revanche, on observe une très faible participation aux actions portant sur les enjeux d'urbanisme et de logement, ce qui est à mettre en lien avec une vacance de poste de plusieurs mois sur cette thématique, et donc à un report sur 2024 des actions qui lui sont liées.

MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT SUR SITE NON INTÉGRÉES AUX STATISTIQUES		Nombre de 1/2 journée en 2023
EDUCATION, JEUNESSE	Master class du PRE de Stains	3
	Rencontre nationales des Cités éducatives - étape académie de Créteil	4
MÉDIATION SOCIALE / CULTURE / COHÉSION SOCIALE/ PARTICIPATION	Rencontres européennes de la participation	1
INGÉNIERIE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	Formation des responsables de sites de Logirep à la politique de la ville et l'abattement TFPB	1
	Réunions partenariales PTE pour les nouveaux contrats de ville	4
	Séminaire national des délégué·e·s du préfet - présentation du travail sur les coopérations et la gouvernance dans les contrats de ville	1
	Lancement des démarches de concertation préalables aux nouveaux contrats de ville à Gagny	1
	Renforcer les coopérations dans les nouveaux contrats de ville entre Est Ensemble et la CAF 93	4

PARTICIPATION DES ACTEUR·RICE·S EN FONCTION DE LEUR COLLECTIVITÉ DE RATTACHEMENT ET/OU DE LEUR TERRITOIRE D'INTERVENTION OU D'IMPLANTATION EN ÎLE-DE-FRANCE *(Nombre de personnes différentes)*



TOTAL : 530 PERSONNES DIFFÉRENTES

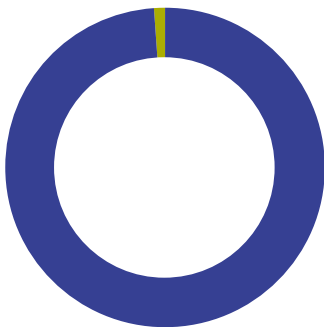
PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE DES PARTICIPANT·E·S

Assez logiquement, la proximité géographique reste toujours un facteur important de participation aux actions de Profession Banlieue. C'est ainsi que les établissements publics territoriaux Plaine Commune et Est Ensemble représentent à eux seuls 80 % de la participation à nos actions, tandis que Grand Paris Grand Est et Paris Terres d'Envol, les deux autres EPT de la Seine-Saint-Denis, ne comptent respectivement que pour 9 % et 7 %. Mais au-delà de la proximité géographique, cet écart peut également s'expliquer par l'importance que revêt la politique de la ville dans les différents territoires.

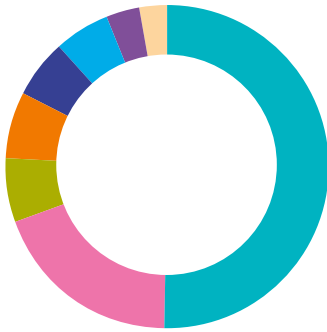
Les statistiques relatives à la provenance géographique des participant·e·s montrent aussi la portée des actions régionales dans notre programmation. En effet, bien que les participant·e·s venu·e·s de la Seine-Saint-Denis soient resté·e·s largement majoritaires, on note une participation assez équilibrée des départements franciliens.

Enfin, et même si les écarts sont importants, 35 des 40 villes que compte la Seine-Saint-Denis ont été représentées par nos participant·e·s.

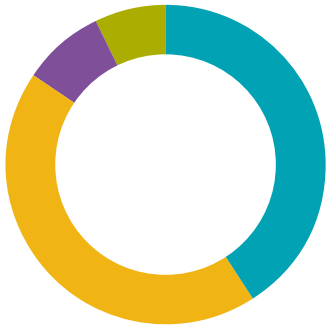
La proximité géographique reste toujours un facteur important de participation aux actions de Profession Banlieue



ÎLE-DE-FRANCE & HORS ÎLE-DE-FRANCE	Nombre de personnes différentes
Île-de-France	1054
France, hors île-de-France	14
TOTAL	1068


PAR DÉPARTEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE


	Nombre de personnes différentes
Seine-Saint-Denis	530
Paris	204
Val-d'Oise	66
Essonne	70
Hauts-de-Seine	62
Val-de-Marne	60
Yvelines	35
Seine-et-Marne	27
TOTAL	1054


PAR EPT

	Nombre de personnes différentes
Plaine Commune	217
Est Ensemble	231
Grand Paris Grand Est	45
Paris Terres d'Envol	37
TOTAL	530

CENTRE DE RESSOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN SEINE-SAINT-DENIS

15, RUE CATULIENNE - 93 200 SAINT-DENIS

TÉL. : 01 48 09 26 36 /  LINKEDIN



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



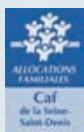
PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



PRÉFET
DE LA SEINE
SAINT-DENIS
*Liberté
Égalité
Fraternité*



seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT



PARIS
TERRES D'ENVOL

DRIEAT Île-de-France
Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports



Les villes
de Seine-
Saint-Denis